

12 1

# PLAIDOIER

D U

1609/962

COMTE DE LALLY-TOLENDAL,

POUR

LOUIS XVI.

---

AGRESTATE se jeta sur le corps de son fils, et le baisant tendrement, elle lui dit : " O mon roi ! o mon fils ! c'est l'excès de ta douceur et de ta bonté, c'est trop de ménagemens et trop de clémence qui t'a perdu, et qui nous a perdues avec toi."

PLUTARQUE, *vis d'Agis.*

---

L O N D R E S :

ET SE VEND CHEZ ELMSLY, LIBRAIRE, STRAND ; CHEZ  
OWEN, LIBRAIRE, PICCADILLY ; ET CHEZ  
DE BOFFE, LIBRAIRE, GERRARD-STREET.

---

1792.





*Charles-Martin Hall*  
1793.

---

J'AI conservé jusqu'au 21 Décembre l'espoir d'être admis parmi les conseils qui seraient appelés à l'honneur de défendre Louis XVI. Dès le 5 Novembre, j'avais adressé à la Convention Nationale une lettre, sur laquelle on était passé à l'ordre du jour. Aussi-tôt que j'ai su que le vertueux Mr. de Maleherbes avait couronné par son pieux dévouement sa glorieuse carrière, et qu'il s'était trouvé un homme qui avait osé refuser de s'associer à ses nobles efforts, j'ai écrit de nouveau et à la Convention Nationale, et à la personne que j'ai crue le mieux placée pour présenter à l'infortuné Louis XVI. mes offres respectueuses. Le choix était fait : Mr. de Maleherbes avait, dans Mr. de Sèze, un organe digne de lui. Cependant mon plaidoyer était prêt, j'avais contracté l'engagement de l'envoyer à la Convention Nationale, si je ne pouvais le lui faire entendre, et c'était toujours un témoignage de plus en faveur de l'innocence et de la vérité. Sur les quatre parties qui le composent, deux étaient invariables, et livrées à l'impression dès le commencement de Décembre. Il faudra se rappeler quelquefois, en les lisant, que je devais les proposer à la barre de la Convention,



---

## CITOIENS,

Au milieu des dissensions civiles qui déchiraient la République Romaine, affaïssée sous son propre poids; lorsque son sénat changeait de parti, aussi souvent que la victoire changeait de drapeaux; lorsque le vainqueur, sortant du champ de bataille, s'établissait juge sur la place publique, et frappait du Glaive judiciaire tous ceux que n'avait pas moissonnés le fer du soldat, un des chefs du parti vaincu à Pharsale, était dévoué à un de ces meurtres juridiques, sans doute les plus atroces de tous. Son nom était LIGARIUS, et son ennemi était CESAR. Ni César dans sa toute puissance, ni ses prétendus Collegues dans leur asservissement et dans leur terreur, n'avaient cru qu'il fût possible de condamner sans entendre. Mais ce simulachre de Plaidoirie n'était qu'un vain spectacle donné à la curiosité, ou une forme hypocrite arrachée par un reste de pudeur. La mort de Ligarius était arrêtée avant que son procès commençât. *Ne donnons pas à Cicéron le chagrin de ne pas entendre sa harangue,* disait César avec une complaisance dédaigneuse;

et l'arrêt de Ligarius à la main, il montait sur le tribunal d'où il allait entendre plaider la cause de Ligarius.

Cependant après la haine et la vengeance, la vérité, l'humanité parlèrent à leur tour. Elles firent bientôt sentir que l'on ne parvient pas aisément à les braver, dès que l'on a consenti à les entendre. Les Satellites du Tyran s'entre-regardaient, les uns entraînés par leur conscience, les autres étonnés de s'en retrouver une. Un frémissement favorable de la multitude encourageait leur disposition secrète. Tous les yeux étaient tournés vers César, tous le sollicitaient d'être juste, seul il luttait contre tous : L'instant vient où il ne lui est plus possible de lutter contre son propre cœur ; lui-même il sent qu'il s'intéresse au sort de sa victime, il hésite, il s'abandonne, et fixant un œil humide sur celui qui la lui arrachait, *tu as vaincu*, s'écrie-t-il, et l'arrêt tombe des mains de César, et Ligarius est sauvé.

CITOIENS, pourquoi faut-il qu'en entrant dans cette enceinte, la première idée qui ait frappé mon esprit, ait été le souvenir de cette époque des annales Romaines ? Quelles sont donc les dissensions qui ont déchiré la France ? Quel combats y ont été livrés ? Quel vainqueur ai-je à fléchir ? Quel vaincu ai-je à défendre ?

QUEL vaincu ? - - - - Je crains de me l'avouer à moi-même. J'ose à-peine fixer la cause  
pour





pour laquelle je suis prêt à m'immoler. C'est à un Peuple et non à un Individu que je dois parler ; c'est pour un seul homme que je plaide au tribunal d'un peuple entier ; et cependant tous les princes de la terre sont inquiets, toutes les nations de l'univers sont attentives. Les générations futures se lèvent devant moi, et veulent savoir quel sort les attend. Les générations passées, tous les Français qui ont existé pendant quatorze cents ans, tous les hommes qui ont existé pendant quatre mille, sortent de leurs tombeaux pour m'environner, et me demandent quelle mémoire va rester d'eux désormais parmi les humains ? s'il est donc vrai qu'ils aient tous été livrés à l'ignorance, à l'avilissement et au crime ? S'il est vrai que la terre n'ait porté jusqu'à ce jour que des tyrans et des esclaves, des scélérats et des insensés ? Du milieu de cette foule, je vois sortir et passer en revue sous mes yeux, les images de soixante et cinq Rois. Quelques uns fuient rapidement mes regards, mais le plus grand nombre s'arrête avec confiance, ils me montrent inscrits sur leurs diadèmes, les surnoms de *saint*, d'*auguste*, de *pieux*, de *grand*, de *juste* ; j'en vois un qui est appelé *grand et bon*, comme les Romains appelaient l'Etre suprême ; un autre sur le front duquel est écrit : *Père du peuple* ; ils me semblent attester le ciel, exhorter mon courage, et se ranger à mes côtés. Tant d'importance est attachée

tachée à la décision d'une seule question, et c'est le jugement d'un seul homme qui a imprimé ce mouvement à la nature entière !

QUEL est-il donc cet Etre, que tant de malheurs, tant de volontés, tant de forces n'ont pas pu dépouiller de l'intérêt attaché à sa personne par la nécessité ? C'est le descendant direct, et l'héritier légitime de ces soixante cinq Rois, qui avait recueilli le fruit de leurs triomphes, de leurs loix et de leurs bienfaits. C'est celui que les droits du sang, la tradition de quatorze siècles, et le consentement unanime des Français avaient revêtu de cette magistrature suprême appelée *Roiauté* : Celui dont le nom avait toujours été tellement confondu avec la loi, que même quand il n'en a plus été le créateur, il en est demeuré le dépositaire et l'organe ; dont l'existence était tellement liée à la Souveraineté, que même quand il ne l'a plus possédée, il l'a seul représentée toute entière. C'est un effort de ma raison que de ne pas me reprocher une espèce de sacrilège, quand j'ose appeler mon Client celui que j'ai si longtemps appelé mon Roi. Il s'agit de protéger, de sauver celui auprès duquel j'ai cherché toute ma vie salut et protection ! mon cœur aura fini de le défendre, que ma pensée ne sera point encore accoutumée à l'idée qu'il ait eu besoin d'être défendu.

Ah !

AH! si c'est un miracle qu'il faut opérer, si ce Roi que vous avez joui si longtemps d'aimer, quand Il était tout puissant, vous vous êtes condamnés à le haïr sans retour, quand il est malheureux; si ce Roi, dont vous avez tous exalté la probité, tant qu'il a été maître de lui et des autres, vous êtes résolus de lui faire un crime de toutes ses actions depuis qu'il n'a plus eu ni liberté, ni sujets; si l'arrêt est porté, si pour vous l'arracher il faut une *viçtoire*, et pour cette victoire un prodige, liez mon sort au sien, si vous le voulez, mais n'ajoutez pas à une condamnation anticipée la dérision barbare d'une défense inutile; ordonnez que je me retire. Que celui qui se sent assez fort pour remporter un tel triomphe, se présente à ma place. Quant à moi je n'ai pas la témérité d'y prétendre, et j'ai rangé au contraire parmi les motifs de ma confiance et de mon espoir que j'étais bien plus fort de ma cause, que ma cause n'était forte de moi.

MAIS si, comme j'ai besoin de le croire, vous voulez la justice et cherchez la vérité; si vous avez senti qu'à l'instant même où vous vous faifiez juges, vous cessiez d'être ennemis; si vous avez écouté le conseil salutaire qui vous a été donné par un de vos membres, *d'oser être justes pour montrer que vous étiez libres*, et d'imprimer à votre puissance ce caractère de paix et d'équité, qui seul distingue la puissance légitime de la  
puissance



puissance usurpée, alors ce qui était fait pour exciter mon découragement, va doubler mes forces. Dans une telle disposition d'esprits, j'espérerais *vaincre*, s'il était nécessaire; j'espérerai bien d'avantage: j'espérerai n'avoir pas même à combattre. César—Tyran et ses Satellites, sans-doute il fallait les *vaincre*; mais un peuple libre et ses représentans, il ne faut que les avertir, ou le titre qu'ils se donnent ferait un titre usurpé.

CITOIENS, vous le dirai-je? Je vous parle avec confiance, uniquement parceque je vous parle. Certes quand vous avez voulu m'entendre, c'est que vous avez voulu entendre la vérité. Il n'est pas jusqu'à l'opposition qui existe entre vos principes de gouvernement et les miens, qui ne nous rapproche dans cet instant, qui ne devienne pour vous un gage honorable d'impartialité, et pour moi une source précieuse d'encouragemens. A Dieu ne plaise que je presume de vous entretenir d'opinions politiques. Tout me fait un devoir de les écarter. Mais enfin, mes opinions politiques ont été connues, elles n'ont point varié, elles ne varieront jamais. Ainsi je vous rends un hommage par cela seul que je vous parle, et vous avez vaincu un préjugé par cela seul que vous m'écoutez. Vous les vaincrez tous: j'en conçois l'heureux pressentiment.

CITOIENS, on vous a dit souvent que l'Europe vous regardait; c'est maintenant qu'il faut vous  
le



le répéter sans cesse. Le passé n'est plus - - - le présent vous appartient, l'avenir en dépend. Maintenant qu'un nouvel ordre de choses s'est produit, il ne s'agit plus de calomnier ce qui a été; il s'agit de tâcher d'honorer ce qui est; et parmi les innombrables incertitudes qu'il faut abandonner au temps, une chose est certaine, c'est qu'aujourd'hui vous ne pouvez ni être justes sans un grand profit, ni être injustes sans un grand danger.

SANS doute, pour premier acte de cette justice, vous entendrez sans interruption la défense entière dont vous m'avez permis d'être l'organe; car vous sentirez que si c'eût été un grand scandale de ne vouloir pas m'admettre, c'en serait un plus grand de ne vouloir pas m'écouter.

POUR premier acte de cette justice vous entendrez sans impatience les vérités déchirantes, même les vérités sévères qu'il faut que je révèle à tout ce que renferme cette enceinte, et qui de cette enceinte doivent se répandre dans toute la France; car ces vérités tiennent à ma cause, elles sont ignorées, il faut qu'on les sache; je ne suis ici que pour les dire, et vous n'y êtes que pour les écouter.

POUR premier acte de cette justice vous entendrez sans murmure les expressions du profond respect, dont sans cesse je payerai le tribut à mon auguste Client; car son malheur seul le rendrait

rendrait sacré pour moi *Res sacra miser* ; et puis-que j'ai voulu être son défenseur, apparemment que je lui crois des vertus. Roi, captif, accusé, innocent, vertueux, que pensez-vous que doit inspirer la réunion de tous ces caractères à celui qui y croit, et que penseriez vous de celui qui, sans y croire, remplirait les fonctions que je remplis ?

CITOIENS, je rougirais d'insister sur des devoirs si saints. Que des débats politiques dégénèrent quelquefois en scènes tumultueuses, c'est déjà un inconvénient, il peut amener de grands dangers, cependant il n'accuse que la faiblesse de la raison, et l'impétuosité des passions humaines. Mais un juge qui sur son tribunal ne voudrait pas entendre la justification d'un accusé ; quand il a une si terrible manière de le réfuter ! quand il va ordonner de sa vie ou de sa mort ! Un juge qui craindrait la vérité, qui la repousserait ! Un juge qui aurait soif du crime ! qui s'indignerait de ce qu'on plaide pour l'innocence ! ce serait un spectacle impie, quelque chose de monstrueux et qu'on ne sçaurait comment appeller, ce serait une intervention de tout l'ordre moral, telle qu'on pourrait à peine en trouver un exemple dans l'histoire des hommes. Vous me défendez, Citoyens, de m'arrêter sur cette idée ; vous vous rappelez en frémissant, l'éponge que Caligula faisait mettre dans la gorge de ses victimes.

D'AILLEURS,

D'AILLEURS, Citoyens, il est un point qui doit être bien fixé entre nous. Vous n'êtes pas cette assemblée constituante à laquelle tous les partis reprochent leurs malheurs. Vous n'êtes pas cette assemblée législative à laquelle la postérité demandera éternellement pourquoi elle ne s'est pas transportée toute entière aux prisons le 2 Sept. Revêtus d'un nouveau titre, nommés par d'autres mandataires, envoyés par eux pour donner un gouvernement à la France, quand il n'y en avait plus, pour prononcer sur la suspension de Louis XVI. après qu'il avait été traduit à la tour du Temple, vous n'avez été assemblés que le 20 Septembre. Vous vous garderez bien de vouloir vous retrouver dans des faits qui vous sont absolument étrangers, vous reconnaître dans les tableaux qui en seront tracés. Votre responsabilité vous paraît sûrement assez grande, sans que vous cherchiez à la faire rétrograder jusque sur les évènements qui se passaient quand vous n'existiez pas encore.

Nous avons aboli la Roiauté, me direz-vous ! — Oui, vous l'avez abolie ! — — — et cette question m'est étrangère. Mais en fin ce qui regarde la Roiauté, et ce qui regarde la personne du Roi, sont deux choses absolument distinctes. Il n'y a pas nécessité que la destruction de l'une entraîne le meurtre de l'autre. On pourrait vouloir la Roiauté, et se déclarer contre le Roi. On peut s'intéresser pour

le Roi, et voter contre la Roiauté. En un mot, l'abolition de la Roiauté peut appartenir à l'opinion ; le jugement du Roi touche nécessairement à la conscience.

Qu'IL existe, comme je l'ai professé, un contrat originel entre les peuples et les Rois, obligatoire pour chacune des parties quand l'autre ne l'a pas enfreint ; ou bien, comme je le trouve établi en France, que les peuples, qui très certainement ont donné la couronne, puissent la reprendre quand il leur plait :—Que je croie, avec de l'Olme, les Anglais d'aujourd'hui incomparablement plus libres que les Romains d'autrefois ; et que d'autres pensent, avec Rousseau, que quand le peuple est représenté, il n'est déjà plus libre : ce sont de grandes théories qui n'excluent entre leurs partizans divers aucun rapport ni d'estime ni de bienveillance.

MAIS celui qui a voulu faire assassiner Louis XVI, celui qui l'a entraîné dans le piège, celui qui l'a plongé dans un cachot, celui qui l'a surchargé, lui et sa famille, de tourmens et d'opprobres, non seulement injustes mais gratuits, celui enfin qui, quand tous les faits seront connus, osera demander encore leur condamnation, leur supplice, leur dégradation, je soutiens, je prouverai jusqu'à la démonstration, qu'entre un tel homme et un homme de bien, il ne peut plus être rien de commun.

EN



EN deux mots, Clarendon (j'en nommerais un autre, si j'en connaissais un plus vertueux) Clarendon pouvait communiquer avec Hambden et s'en honorer ; il ne devait approcher de Cromwell que pour lui percer le sein.

PEUPLE Français, qui êtes venu, dans cette audience terrible, assister au jugement de votre Roi, j'espère obtenir votre intérêt, je vous demande votre silence. Ce jour fera la plus grande époque de votre histoire. Français, pensez y bien, il s'agit de remords sans fin, et d'une tache éternelle. Les Anglais pleurent depuis un siècle, et les siècles suivans les verront pleurer encore un régicide commis par un bien plus petit nombre de leurs pères, avec bien moins de solennité, et, il faut l'avouer, avec des circonstances bien moins odieuses que celles qui signaleraient aujourd'hui en France le renouvellement du même attentat. On vous a bien outragés, Français ; on a bien étrangement compté ou sur la prévention, ou sur la légèreté, ou sur l'ignorance, lorsque l'on n'a pas eu honte d'appeler devant vous du nom d'*infâme* ce Charles I. que toute une nation, qui apparemment n'a besoin de personne pour connaître ses droits et sentir sa dignité, appelle religieusement du nom de *Martyr*. Je reviendrai dans un autre moment sur l'histoire de Charles I. Vous jugerez la véracité de ceux qui prétendent vous instruire,

struire, et vous verrez si cet exemple a de quoi tenter.

PEUPLE Français ! écoutez-moi, croiez-moi, Que je meure à cette barre, si le respect de vos droits, si le zèle de votre liberté, de votre gloire, de votre bonheur, ne m'anime pas aujourd'hui dans tout ce que je dis. Reconnaissez celui qui a été votre ami, sans qu'il en coûtât rien ni à votre innocence ni à la sienne. Reconnaissez celui que vous avez appelé votre défenseur ; loin de moi un souvenir qui me soit personnel, mais c'est votre confiance que je vous retrace, parceque j'ai besoin de votre confiance ; et je vous proteste, que jamais je n'en fus plus digne, que jamais je ne la reconnus mieux, qu'enfin jamais je n'ai mieux mérité de vous, que par l'entreprise, à laquelle je viens me livrer. Rappelez vous ce 17 Juillet 1789 lorsqu'à l'hôtel de ville vous m'appellâtes pour porter des paroles de médiation entre Louis XVI et vous ; rappelez vous ces transports, ces cris affectueux que vous unissiez à ma voix, et qui présageaient des évènements plus heureux ; lorsqu'après avoir parlé au Roi de ses devoirs, rendant hommage à ses droits, qui, alors, n'étaient pas plus contestés que ses vertus, je lui disais, avec une émotion que vous partagiez tous : *Non, Sire, Cette génération de Français n'est pas assez malheureuse, pour qu'il lui ait été réservé de démentir quatorze siècles de fidélité.*

Hélas !

Hélas ! il ne faut plus aujourd'hui porter si haut nos prétentions : mais, Peuple bon et sensible, c'est à vous que je m'adresse, quelque part que vous soiez, Peuple étranger à tous les excès qu'on a revêtus de votre nom tant profané, Peuple honoré par la franchise, offensé par la flatterie, jaloux de la vérité, vous ne me défavouerez pas quand je dirai à ce même Louis XVI : *Non, cette génération de Français n'est pas du moins assez malheureuse, n'est pas assez réprouvée, pour qu'il lui ait été réservé de commettre un attentat dont quatorze siècles n'ont pas offert l'exemple, et de faire couler sous le fer d'un bourreau le sang de St. Louis, de Louis XII. et de Henri IV.*

Ah ! je n'ai plus qu'un mot à dire avant d'aborder le fonds du procès ; mais il faut que je le dise ; il faut que j'attaque votre sensibilité, pour parvenir à votre raison ; il faut que j'entre dans vos cœurs, et que j'aie y chercher la faveur sans laquelle toutes mes paroles ne seraient qu'un vain son. Ecoutez-moi. Quels que soient les divers sentimens qui ont partagé les esprits, n'en est-il pas un qui doit les réunir tous, celui de l'humanité ? Eh ! qui pourrait s'y refuser, en contemplant cette chute épouvantable, du faite des grandeurs humaines dans l'abyme de la plus profonde infortune ; en voyant ces augustes victimes de la fatalité, livrées, depuis trois ans, à toute l'horreur des tempêtes politiques, allant d'écueil en écueil, et de naufrage en naufrage, vingt fois touchant



touchant au port, vingt fois retrainées par la vague, perdues maintenant sur cet océan furieux, et flottant sur la dernière planche de salut qui leur reste?

Ce Roi, qui naguères était assis sur le trône le plus éclatant du monde; dont les ordres étaient respectés dans toutes les parties de l'univers; dont le nom était mêlé dans les temples aux invocations sacrées, dans les fêtes aux chants d'allégresse, dans les tribunaux aux décrets de la loi, dans l'armée aux cris de la victoire, en Europe aux bénédictions de la paix, en Amérique aux hymnes de la liberté :—Ce Roi, qui n'avait qu'un mot à proférer pour qu'une marine sortit toute entière du néant; pour que les vagues de l'océan reculassent devant les ports construits dans son sein; pour que trois mers se joignissent; pour que des canaux allassent partout enrichir l'agriculture et aggrandir le commerce; pour que la servitude féodale fût abolie, l'intolérance prosaite, les loix pénales adoucies; pour que des manufactures, des ateliers, des hospices s'ouvrirent de toute part à l'industrie, à la misère, à la souffrance ! le voilà enseveli dans un cachot, soumis aux ordres, abandonné aux outrages de tout ce qui l'approche. L'être faible et précaire que la nature vient de mettre au monde, n'est pas plus dépendant de la volonté d'autrui, et il n'a pas le sentiment de sa dépendance ! et il n'est pas environné d'ennemis ! Louis XVI. pour les premiers



miens besoins de son existence, pour ceux non moins impérieux de son cœur, pour la consolation d'embrasser ses enfans, sa femme, sa sœur, est à la merci des caprices d'une nuée de geoliers, qui, se succédant rapidement, n'ont pas même le temps de contracter cet intérêt involontaire, qu'inspire, à longue, à toute créature humaine la vue d'un être toujours et toujours souffrant : chacun passe, chacun veut se signaler, et comment, grand Dieu ! se signale-t-on ? Louis XVI. a aboli l'esclavage, et il est devenu serf d'autant de maîtres qu'il y a d'hommes qui veulent l'être. Louis XVI. a aboli la torture, et il n'y a pas de torture qu'on ne se plaise à inventer pour lui. Louis XVI. a voulu que, même pour les coupables, les prisons fussent salubres et commodés, et une recherche ingénieuse s'attache à rendre la sienne aussi ténébreuse, aussi insalubre, aussi affreuse quelle peut l'être ; on lui reproche sa nourriture, on lui envie jusqu'à l'air et à la lumière. Louis XVI. est venu au secours des malades indigens, et on lui a enlevé les medecins qui ont sa confiance\*. Louis XVI. a introduit en France la tolérance religieuse, et on lui refuse le ministre que son culte et sa conscience sollicitent.—Sa Reine est obligée de s'abaisser aux détails les plus abjects de l'intérieur domestique, et on lui reproche la fierté qui la soutient ! Reine, épouse, mère, il n'y a pas un seul de ces

titres

tîtres dont on ne fasse pour elle une source de douleurs et d'offenses, et on la hait de ce qu'elle y trouve un principe de force et de consolation!— On a inventé pour sa sœur un genre de supplice nouveau : dans l'impossibilité de calomnier sa vertu, on la tourmente par les grossièretés obscènes que ses oreilles pudiques sont forcées d'entendre. — Et les enfans ! que dire de ces êtres innocens, qui devraient obtenir grace pour leur père, même coupable, et sur lesquels au contraire on étend son supplice. Qu'on ne me parle point ici de la nation : on blasphème le nom de la nation, autant de fois qu'on l'emploie à légitimer de telles cruautés. L'histoire malheureusement offre plus d'un de ces crimes doublement atroces, commis envers la faiblesse et l'enfance : mais c'est un seul individu qui les commet, une Marâtre, un Usurpateur collatéral, un Chef de parti emporté par la haine ou l'ambition. Mais qu'on me dise ce que c'est que toute une nation tourmentant et s'acharnant à perdre deux enfans. C'est une prison momentanée, vous répond-t-on. Et cependant on a déjà proféré cette phrase, dont il n'y a pas, en Europe, un cœur d'homme qui n'ait frémi : Qu'il faudrait *balancer les destinées du fils de Louis XVI. avec l'intérêt de la République\**. Ce Montesquieu qu'on renie sur tout, qu'on n'entend sur rien, on l'a été

\* Rap. de Maille, du 7 Nov. 1792.

été chercher cette fois, on a été troubler ses manes, pour le faire servir à perdre un enfant de sept ans. "Ils ne sentent pas leur malheur," vous dit-on encore. Hélas ! je n'ai vu que peu de fois, dans ces derniers temps, toute cette roiale famille réunie, mais la dernière fois ! — je ne l'oublierai jamais. Un Dimanche matin je la vis à l'église ; le service allait finir ; on entonna la prière accoutumée pour demander au Ciel de *sauver le Roi* — c'était le 9 Août ! — toute la famille se prosterna, et tout autour d'elle parut saisi d'un noir pressentiment. Je vis Madame roiale, je vis la fille du Roi demander au ciel de sauver son père ; je la vis serrer ses mains jointes, cacher son visage, et presser son front contre son livre, sur lequel deux ruisseaux de larmes coulaient de ses yeux à-demi fermés ; l'oppression de son ame, les battemens de son cœur étaient sensibles à l'œil. Croiez-vous que celle là sente son malheur ? — Et quant à cette créature innocente, qui depuis trois ans joue dans les bras de l'infortune ; que depuis trois ans sa mère ne regardait pas sans se composer un sourire, pour ne pas le dérober à l'heureuse ignorance de son age ; croiez-vous qu'elle ne soit pas dissipée maintenant cette ignorance ? Il voit bien qu'il est en prison, car il ne sort point, et un cachot ne ressemble pas à un palais ; il voit bien que l'on traite différemment son père, car des outrages ne ressemblent pas à des respects ; il remarque

D

qu'entre

qu'entre ses parens et lui il est toujours quelque étranger qui s'oppose même aux signes qu'ils voudraient se faire; il sent des larmes sur ses joues quand ils le pressent dans leurs bras; il a vu leur désespoir quand on a voulu les séparer; il a vu sa mère mourante, quand la tête d'une princesse de son sang a été portée au bout d'une pique, et son corps trainé sur les pavés - - - Et combien j'en tais!—et combien j'en ignore! - - - Ecartons ces tableaux, Citoyens; mais je le demande, quel est l'être si malheureusement né, à qui la Nature dans sa colère a donné une telle faculté de haïr, qu'elle ne soit pas vaincue par la pitié, en fixant un tel spectacle?

EH bien, au nom de cette pitié et de tout ce qui vous l'inspire, au nom de tout ce qu'ils souffrent, je ne vous demande encore que d'écouter ce que je vais dire pour prouver qu'ils ne l'ont pas mérité.

CITOYENS,

QU'A fait Louis XVI. depuis l'instant où il est monté sur le trône, jusqu'à celui où il a été accusé?

Louis XVI. peut-il être accusé? Pouvez-vous être ses juges?

Louis XVI. quand il pourrait être accusé, est-il coupable?

Voilà les trois questions, entre lesquelles je partagerai toute la défense du Roi.



## PREMIERE QUESTION.

*Qu'a fait le Roi depuis qu'il est monté sur le Trône jusqu'à l'instant où il a été accusé ?*

CITOIENS,

JE comparais tout à l'heure ce qu'avait été Louis XVI. avec ce qu'il est aujourd'hui, et en vous peignant son pouvoir, je ne faisais autre chose que peindre sa bienfaisance. Et moi aussi je vais vous présenter un historique rapide de la conduite du Roi, non seulement depuis le commencement de la révolution, mais depuis le commencement de son règne. Et moi aussi je serai simple, mais pour instruire le peuple, et non pour le corrompre. Surtout je serai vrai. J'attesterai votre conscience sur ce que je vais rappeler à votre mémoire, et j'interrogerai vos cœurs sur ce qu'auront produit en eux de tels souvenirs.

Tout ce qui ne tient qu'à l'éclat ou à la grandeur, tout ce qui ne flatte que l'orgueil du trône et la fierté nationale, je le passerai rapidement en revue, quoique la splendeur et la dignité soient bien quelque chose dans la vie politique d'un grand empire. --- Le Roi honnête-homme, le Roi ami de l'humanité, ami de la liberté, ami du peuple, voilà le caractère que je veux développer devant vous.

AINSI

\* Voyez le Rapport de Lindet au nom de la Commission des Vingt-un, 10 Decembre.

AINSI je vous dirai : " Quand Louis XVI. est monté sur le trône, votre nom était effacé de la liste des puissances maritimes. Une guerre est survenue, et vous avez eu trente-deux vaisseaux de ligne dans la Manche, cinq dans la Méditerranée, douze dans les mers d'Asie, vingt-neuf dans celles d'Amérique. Des flottes de cinq et de six cent voiles ont transporté dans toutes les parties du monde vos soldats, vos magasins, vos arsenaux. Comblés de gloire par vos combats, des richesses par vos prises, vainqueurs dans la plupart des actions particulières, vous avez, dans les actions générales, balancé les triomphes, et surpassé les conquêtes de vos ennemis. Jusqu'à l'éclatante victoire de Rodney a honoré votre courage. Suffren a renouvelé à la côte de Coromandel les prodiges des *Potock*, des *Cornish* et des *Stevens*. Le commissaire étranger, que vous regardiez avec indignation, vous donnant la loi dans un de vos ports, enchainant tout à la fois et votre indépendance, et votre industrie, et jusqu'aux bienfaits de la nature, vous l'avez vu disparaître sans retour. Tandis qu'un port était affranchi, d'autres étaient créés. Dans les anciens comme dans les nouveaux parages, sur toutes les côtes de France et d'Allemagne\*, sur la côte d'Afrique†, dans toute l'étendue de mers qui sépare l'île de France de l'Asie‡, des observa-

teurs

\* Borda, † La Bretonnière. ‡ Grenier.

teurs éclairés ont été envoyés pour explorer les routes connues, pour en découvrir de nouvelles, et leur but a été rempli. Ce courageux marin, dont aucun Français ne prononce le nom sans attendrissement, qui a ressemblé à Cook par son génie, par sa bravoure, et par son malheur, cet infortuné la Peyrouse, c'était de Louis XVI. qu'il avait reçu directement sa mission; et en sortant du long entretien qu'il avait eu avec le Roi, au moment de son départ, il était aussi étonné des connaissances du Monarque, qu'attendri du zèle passionné qu'il avait trouvé en lui pour le bien public et pour l'honneur du nom Français.

Je vous dirai : " Quand Louis XVI. est monté sur le trône, votre intervention pesait à peine quelques grains dans la balance politique de l'Europe. Louis XVI, par la pureté de son ame, par le choix et la discrétion de ses conseils, par la noblesse et le désintéressement de ses vues, vous a remis à la place qui vous appartenait; la France a pacifié la Russie et la Porte; elle a pacifié la Prusse et l'Autriche; elle a pacifié l'Autriche et la Hollande. Votre alliance a été recherchée, votre appui désiré; le Roi et la Nation ont été respectés à l'égal l'un de l'autre.

Je

Je vous dirai : " Quand Louis XVI. est monté sur le trône, je ne fais quel relachement dans les mœurs et dans les ames, je ne fais quelle indifférence au bien et au mal, plus funeste peut-être que l'énergie des grand vices, avaient presque universellement éteint l'esprit national. La guerre de 1756, après avoir commencé par des victoires brillantes, avait fini par des désastres humiliants. Les quatorze années qui avaient suivi, s'étaient de plus en plus ressenties de cette dégradation. Des intrigues coupables, des jugemens iniques, une ligue contre des moines, de misérables querelles où l'oppresséur était odieux, et où l'opprimé n'était pas intéressant ; voilà ce qui avait occupé et signalé la nation Française pendant cette triste période de son histoire. Quelques caractères isolés, quelques actions particulières avaient encore jetté de l'éclat : mais tout le reste était terni par le malheur, la honte, et le découragement. Louis XVI. a paru, et il a ranimé ce noble enthousiasme qu'il regardait comme le caractère distinctif du Peuple qu'il commandait. Je ne fais pas si jamais Prince s'est complu d'avantage dans le respect de la dignité nationale, dans l'amour du nom et dans le zèle de l'honneur Français, a plus aimé à s'y abandonner, a plus cherché à l'enflammer. Comme ses

vœux



vœux ont été remplis ! Comme ses soins ont été payés par la guerre de 1778 ! Français ! que de traits d'héroïsme vous avez produits pendant ces cinq années ! Mais ne vous rappelez-vous pas avec quelle fidélité les récompenses suivaient les services, avec quelle noblesse elles allaient quelquefois au-devant, avec quel discernement tous les moyens d'émulation étaient saisis ? Tantôt c'étaient des actions particulières, c'était la valeur d'un simple Corsaire \* ; c'était le dévouement du Curtius Français † que Louis se plaisait à immortaliser par la plus noble des récompenses. Tantôt il embrassait dans les témoignages de sa reconnaissance tous ceux qui avaient bien mérité de la patrie. Il ordonnait une suite de tableaux, dans lesquels devaient être représentés les actions éclatantes et les combats glorieux de la Marine Française. Que n'êtes vous ici, ô vous tous qui avez fourni les sujets de cette intéressante galerie ! vous nous diriez ce que vous avez éprouvé en 1786, dans ce voyage de Louis XVI, dont je parlerai bientôt sous un autre rapport, lorsque vous étiez surpris peut-être, mais surtout attendris de l'entendre vous appeler tous par vos  
noms,

\* Fabre, Capitaine du Phénix, qui s'était battu pendant trois heures seul, contre cinq Corsaires ennemis, en avait fait fuir trois et amener deux. Le Roi lui envoya un épée d'or, et une pension.

† Le Chevalier d'Assas.

noms, vous décrire vos voyages, vous citer vos combats, vous compter le nombre de vos blessures.

Je vous dirai : " Quand Louis XVI, est monté sur le trône, plusieurs branches de commerce languissaient. L'industrie demandait vainement qu'on lui ouvrît de nouveaux ateliers. Les arts dégradés étaient devenus tributaires des vices. Louis XVI a fécondé tout à la fois le commerce extérieur et interne. Il a créé des manufactures inconnues, et il a perfectionné les anciennes. De nouvelles fonderies ont été établies, de nouvelles Pêches ont été ouvertes, de nouvelles mines ont été exploitées. Il a prêté ses vaisseaux aux négocians de l'Inde. Depuis son avènement au trône jusqu'en 1788, les rétors annuels de St. Domingue se sont accrus de 50 millions, et la France, par la seule balance du commerce, a gagné 400 millions pendant les huit premières années de son règne. Par lui les arts purifiés ont été rappelés à consacrer la souvenir des grands talents et des grandes vertus. Le Burin \* a pris la même direction que la peinture. Le marbre s'est animé pour retracer à la nation Française, dans un immense et glorieux Musée, tout les grands hommes dont elle devait s'enorgueillir. Là tous les préjugés ont été effacés, toutes les classes ont été confondues ; le génie et la vertu ont seuls donné l'entrée, ont seuls

\* Mort d'Affas. Mort de Moncalm. Siège de Calais, &c.

seuls marqué les rangs ; et, comme dans l'Elysée de Westminster, vous avez vu Racine auprès de Fénelon, Pascal auprès de Montesquieu, et Jean-Bart sur la même ligne que le grand Condé.

CITOIENS, c'est assez parler d'éclat et de grandeur, venons à la probité, venons à la bonté. Louis XVI. vous a été dénoncé par votre commission des vingt et un, comme *un Tyran qui s'est constamment appliqué à empêcher, à retarder, puis à anéantir votre liberté.* \* Louis XVI vous est annoncé par moi, comme *un Roi débonnaire, qui est constamment appliqué à préparer, à accélérer, à créer votre liberté.* Vous avez entendu le récit de votre commission. Vous allez entendre le mien. Fasse le Ciel que la postérité n'ait qu'à confirmer votre jugement ! hélas ! ce n'est pas pour la mémoire de Louis XVI. que je concevrai jamais une inquiétude. Elle est sacrée de ce moment. Mais il vit ; son salut, et celui de la France, voilà sur quoi vous allez prononcer. Ah ! discernez donc le bien entre le mensonge et la vérité,

Louis XVI. monte sur le trône à l'âge de 20 ans. L'ivresse de la grandeur eut peut-être été pardonnée à l'ivresse de l'âge, et son premier mouvement est celui d'une terreur religieuse, Il est effrayé du fardeau imposé à sa jeunesse.

E

II

\* Lindet Rapport du 10 Décembre.

Il l'avoue avec candeur, il songe à appeler auprès de lui tout ce que l'expérience lui promet de lumières, tout ce que la vertu lui promet d'appuis. La première fois qu'il parle aux peuples, c'est pour les décharger d'un impôt, pour prendre sur lui la longue dette de ses pères, et jamais il n'a violé cet engagement ; pour mettre sous sa sauve-garde toutes les propriétés, et jamais il n'a porté atteinte à aucune ; pour annoncer aux Français *qu'aucun sacrifice ne lui coûterait pour eux* : Hélas ! il est arrivé au dernier ! enfin, pour appeler les faveurs du Ciel sur ses bienfaisantes intentions. *Assis, leur dit-il, sur le trône où il a plu à Dieu de Nous élever, Nous espérons que sa bonté soutiendra Notre jeunesse, et Nous guidera dans les moiens qui pourront rendre Nos peuples heureux.\** Qui de nous put alors lire ces paroles sans émotion, et qui peut aujourd'hui les relire sans douleur ?

CE n'est pas dans les intrigues de la Cour où dans les suggestions de la flatterie, c'est au sein de l'estime publique, c'est dans les recommandations de son vertueux père (1), au milieu des bénédictions de toute une province (2), dans la résidence lointaine d'un homme laborieux (3), au fond d'un juste et glorieux exil (4), que le jeune Roi

\* Edit du mois de Juin. (1) Mr. De Muy. (2) Mr. Turgot.  
(3) Mr. de Vergennes. (4) Mr. de Miromesnil.



Roi va chercher les premiers dépositaires de son pouvoir.

Le pain du Peuple, voilà ce dont il veut s'occuper avant tout. L'ame de Turgot répond à la sienne. Il appelle Turgot *son ami*, parcequ'il voit en lui l'homme du Peuple autant que l'homme du Roi; et cet Edit mémorable parait, qui, fixant les principes sur la liberté du commerce des grains, affranchissant leur circulation intérieure, devait rendre et la denrée meilleure, et la subsistance plus facile.\*

La justice est le second besoin des peuples. A elle s'attachent tous les liens de la société. Sans doute elle est plus précieuse encore aux classes les moins fortunées, puisqu'elle est l'arme du faible contre le fort, et le seul niveau qui rétablisse parmi les hommes la véritable égalité qui leur appartient. La magistrature entière était dans l'exil. Vous croyez bien qu'il se trouva plus d'un homme pour dire à Louis XVI. qu'en la rappelant il allait se donner des maîtres, qu'il allait remettre son autorité sous un joug dont on l'avait dégagé; qu'au contraire, il devait se trouver heureux de recueillir les fruits d'une opération dont d'autres avaient supporté l'odieux. Hélas! cette politique n'était que trop-plausible, et les événemens l'ont trop justifiée. Mais c'était l'opinion publique que Louis XVI. interrogeait, c'était

\* Edit du 2 Novembre, 1774.

C'était le vœu de son peuple, et non l'intérêt de son autorité, que Louis XVI. voulait seconder. Le vœu du peuple était pour les Parlements, puisqu'à leur retour le peuple les a portés en triomphe. Louis XVI. a donc réinstallé tous les Parlements.

LE peuple avait du pain et des juges. Mais le poids des impôts était écrasant surtout pour les campagnes. Une mesure s'était introduite dans la perception, dont la rigueur était voisine de la cruauté. Si, dans un village, quelque pauvre habitant n'avait pu fournir sa contribution, si quelque homme de mauvaise foi avait disparu sans y avoir satisfait, leurs portions étaient reversées sur la communauté entière qui était solidairement contrainte. Louis XVI. se hâte d'abolir, par une véritable loi, l'acte barbare \* qui avait usurpé ce nom sacré, et il n'y eut plus de contrainte solidaire.

VERS le même temps, un fléau vint affliger l'agriculteur. Une maladie épizootique exerçait ses ravages dans plusieurs provinces; les campagnes se dépeuplaient de bétail. Louis aida de sa sollicitude, de ses soins directs, et de ses secours abondants, quiconque fut menacé ou frappé de ce malheur.

AFFREUSE et désolante vérité! que je dis avec déchirement, mais que je ne puis dissimuler.

Louis

\* Déclaration du 3 Janvier, 1775.

Louis était destiné à être puni de ses vertus, et à souffrir pour avoir voulu le bien. Un Roi si populaire, un ministre si incorruptible, allarment de toute part ceux qui s'engraissaient des abus, ceux qui se raffasiaient de la substance du pauvre et des larmes du malheureux. Des ce temps là on s'arme contre Louis de ses bienfaits. On soulève le peuple contre la loi qui doit le nourrir. On crée une disette factice au sein de l'abondance. La révolte est dans la Capitale et dans les provinces environnantes. Les magasins sont enfoncés, les bleds et les farines semés sur les chemins, ou jettés dans les rivières, toutes les boulangeries sont pillées, et l'on parle à Paris d'aller à Versailles. Cette fois le peuple ouvrit promptement les yeux. La clémence du Roi voulut taire le nom des instigateurs. Ses proclamations affectueuses, ses instructions aux ministres d'un Dieu, qui pour lui était bien véritablement un *Dieu de paix*, portèrent partout le calme avec le repentir, et Louis fut heureux de pardonner. O! combien furent alors répétées les paroles qu'il proféra le jour où la sédition était la plus vive! il venait de travailler avec Mr. Turgot; il l'avait investi de tout son pouvoir. Au moment où il le voit partir pour Paris, il l'embrasse avec effusion, et lui serrant la main, *allez, mon ami, lui dit-il, quand on a comme vous et moi la conscience pure, on ne craint rien des hommes.*

Qui

Qui eut dit que dix-sept ans après, le 20 Juin 1792, Louis adresserait le même discours non plus à un *ami*, mais à une troupe d'ennemis comblés de ses bienfaits et altérés de son sang ?

Parmi les différents départements entre lesquels le ministère était partagé, il en était un justement redouté, celui duquel émanaient ces ordres terribles connus sous le nom de Lettres-de-cachets, qui quelquefois ont prévenu, plus souvent ont supposé, et toujours ont encouragé le crime. Ce ministère vient à vaquer. A qui croyez-vous qu'il va être confié ? apparemment à un de ces esclaves orgueilleux qui ne connaissent de loi que la volonté du maître et la leur, qui punissent la parole et la pensée, qu'aucun malheur ne touche et qu'aucune injustice n'effraie ? Non ; Louis appelle à cette place un des magistrats les plus intègres, un des philosophes les plus libres, un des hommes les plus humains que l'Europe révère ; un magistrat qui avait passé sa vie à opposer des barrières aux entreprises arbitraires de la Cour. C'est que Louis XVI. a horreurs des Lettres-de-cachets, c'est qu'il veut que les Français soient libres. A peine Mr. de Maleherbes a-t-il sanctifié ce ministère, que par ordre du Roi il entre dans les prisons et descend dans les cachots. Il brise les fers de ceux qui ont été trop ou trop longtemps punis. Il allège la captivité de ceux qu'il est impossible de rendre



rendre à la société. Il dresse sous les yeux du Roi un règlement qui commence par détruire l'abus, et qui doit finir par opérer l'anéantissement des Lettres-de-cachets.

CITOIENS, on vous parlé des *lits de justice* que tenait Louis au milieu de quelques magistrats, pour y dicter ses ordres absolus \*. On vous a dit que ces séances, suivies du deuil et de la consternation, ajoutaient toujours aux calamités publiques †. On n'a point cité de faits : en voici un. Le 12 Mars 1776, Louis convoque à Versailles le Parlement de Paris. Il tient en effet un lit de justice. Il est, en effet, environné de magistrats pour leur dicter ses ordres absolus. Il repousse leurs remontrances, il force leur soumission, et de sa volonté suprême il fait enrégistrer la suppression de ces corvées qui vexaient et accablaient le peuple ; l'abolition de ces jurandes qui enchaînaient ses facultés et son industrie ; la répartition égale entre toutes les classes des citoyens, de l'impôt nécessaire à la confection des grandes routes. Voilà les lits de justice de Louis XVI. Celui là du moins n'a pas été suivi du deuil et de la consternation ; celui là n'a pas ajouté aux calamités publiques.

Je me trompe, Citoyens, un grand deuil a suivi ce jour si fortuné. Une grande calamité publique en a été le dernier résultat. On a reconnu que par la constitution Française d'alors, la vertu du  
Roi

\* Rapport de Lindet du 10 Decembre, 1792.

† ibid.

Roi était impuissante pour le bien, toutes les fois que de grands corps avaient intérêt de maintenir le mal. Maîtrisé par ces Cours qu'il avait rappellées du Néant, Louis a été obligé de sacrifier son ministre chéri, de renoncer à ses édits bienfaisants, et d'attendre du temps, et de nouvelles mesures, l'exécution de ses projets populaires.

A PEINE Louis XVI. a-t-il fait cette première perte, qu'il est obligé de se résigner à une seconde. L'ami de Mr. Turgot, Mr. de Malesherbes, veut le suivre dans sa retraite. Un *Tyran* eut saisi avec transport cette occasion d'être délivré de l'importune surveillance d'un ministre si sévère pour l'autorité, et si propice au peuple. Deux fois Louis refuse la démission de Mr. de Malesherbes, deux fois il le conjure de ne pas le quitter ; et quand le philosophe, persistant dans sa résolution, s'écrie avec vivacité ; *Sire, il est impossible de faire le bien. Il faut donc*, lui répond Louis, *que je quitte aussi ma place ?* précieuse naïveté qui déposera éternellement de la pureté de son ame ! Telle est l'idée que Louis se fait de la puissance suprême. Ce sont des devoirs et non des droits quelle lui présente. *Etre Roi et faire le bien*, lui paraissent une seule et même chose, et son cœur définit la Royauté comme la loi l'a conçue.

LOUIS a toujours été religieux. Malheur à la Nation gouvernée par un Roi impie, par un chef impie quelqu'il soit ! Mais jamais, sa piété n'a été superstitieuse. Ainsi, tandis qu'il fondait des sièges épiscopaux \* pour conserver le dépôt de l'instruction publique, et pour créer une ressource de plus à l'indigence, il songeait à délivrer le Royaume du fardeau de toutes ces maisons prétendues religieuses, dont l'oisiveté était le moindre scandale. Il réunissait les unes, il abolissait les autres. Il obtenait de la puissance ecclésiastique une diminution dans le nombre des fêtes, et il se félicitait de rendre tous ces jours au travail et à la subsistance du peuple †.

LA législation des colonies, trop longtemps négligée, fixe ses regards ; avant tout, il songe à y établir sur des fondemens inébranlables, ce droit sacré de propriété, sans lequel s'écroule toute la fabrique des sociétés ‡.

Nous sommes parvenus à l'époque de l'unique guerre que Louis ait entreprise. Je n'ai plus à vous entretenir ni du succès, ni de la gloire de cette guerre, mais je dois vous fixer un instant sur son principe. Chaque jour votre orgueil se complait dans l'idée que vous avez fait croître la liberté pour les Américains, et que c'est du milieu d'eux que vous en avez apporté les semences

F

dans

\* Nancy. St. Diez.

† Lettres patentes, 1778.

‡ Edit de 1777.

dans votre propre pays. Mais cette guerre qui vous plait tant, dont vous vous croiez tant honorés, pouviez vous la faire alors, si Louis ne l'eût déclarée? Cessez donc, ou d'appeller cette cause *la cause des hommes libres*, ou d'appeller *Tyran* le Roi qui s'est armé pour elle ; le Roi qui, longtemps pressé de s'engager dans cette querelle, longtemps incertain s'il s'y engagerait, n'a pas été arrêté un seul instant par le danger que pouvait courir son autorité, mais avait besoin d'être entraîné par le vœu général de sa nation, pour vaincre un juste scrupule envers une nation étrangère.

ORDINAIREMENT les combats absorbent toute autre idée. Lever des hommes, et lever des impôts, voilà, en temps de guerre, les occupations presque exclusives de tous les gouvernements. La guerre d'Amérique a duré cinq ans ; et ces cinq années ont vû plus de réformes, plus de soulagemens, plus d'institutions, que vous n'eussiez osé en attendre d'une longue paix.

PARCOUREZ successivement toutes les parties de l'administration, et voyez s'il en est aucune, qui ne se soit ressentie du mouvement régénérateur, que Louis XVI. avait déjà imprimé à toute la France.

DEPUIS longtemps, il gémissait sur la barbarie des loix criminelles. Déjà, il avait aboli dans ses armées la peine de mort dont on frappait les déserteurs. Parmi les loix qui souillaient le plus  
votre



votre code, il en était une, qui, en dernière analyse, se réduisait à cette proposition : *Savoir combien, dans un temps donné, il en coulera d'efforts à la férocity d'un homme pour forcer l'innocence d'un autre à se calomnier elle-même*. Louis XVI. annéantit cette loi\*, et les mots de *question préparatoire* disparaissent enfin de la langue d'un peuple civilisé ! Une commission est instituée pour réformer le code entier, pour rendre les juges plus justes, les procédures plus franches, et les punitions plus douces. De grandes victimes des erreurs, ou des prévarications judiciaires, sont rendues si non à la vie, du moins à l'honneur, et le Roi (Ah ! qui le fait mieux que moi ?) applanit lui-même les routes de la justice sous les pas des infortunés qui vont l'invoquer dans son dernier sanctuaire. D'horribles et d'infestes prisons confondaient l'innocent et le coupable au sein d'un supplice anticipé ; Louis les fait raser†. L'humanité préside à la construction de celles qui les remplacent. Le débiteur malheureux n'est plus mêlé avec l'infame assassin. L'innocent, qui sort d'une épreuve momentanée, n'a eû à regretter que quelques jours de liberté ; le coupable ne meurt au moins qu'une fois.

DEJA préférant le soulagement de ses peuples au faste de sa cour, le Roi avait supprimé une moitié

\* Déclaration du 5 septembre, 1780.

† Déclaration portant suppression du fort l'Evêque et du petit Châtelet, Octobre 1780.

de la maison militaire\* ; Il supprime encore plus de quatre cents charges dans la maison domestique†. Il fait que la justice est la bonté des Rois, et tantôt fixant à une seule époque la demande des graces pécuniaires‡, tantôt faisant réunir dans un seul titre toute celles qui étaient accordées au même individu§, il se met en garde contre les surprises, et parvient à vérifier les abus. Partout s'établit une comptabilité sévère. Partout la justice commence à s'introduire dans la répartition. Le clergé augmente ses dons gratuits¶ ; les financiers prêtent à l'état sans intérêt|| ; les seigneurs engagistes sont astreints à une juste redevance\*\*, et la contribution du peuple est diminuée. La taille surtout, la taille devient fixe et immuable, d'arbitraire quelle était. De tout coté s'ouvrent des écoles gratuites ; ici c'est pour préparer la nourriture du peuple, †† là c'est pour préserver le bétail de l'agriculteur‡‡. Pour la rigueur des saisons, pour les malheurs imprévus, pour la subsistance, pour le vêtement, pour le travail

\* Ordonnance du 15 Decembre, 1775.

† Ordonnance du 20 Août, 1780.

‡ Reglement du 23 Decembre, 1776.

§ Déclaration du 7 Janvier, 1779.

¶ Don extraordinaire de 16 millions 1782.

|| Prêt gratuit de 30 millions par les fermiers généraux, 24 Juin 1781.

\*\* Arrêt du conseil, 14 Janvier 1781.

†† Ecole de boulangerie, 8 Juin 1780.

‡‡ Ecole veterinaire, 1780.

travail du pauvre, il y a des ressources toujours prêtes, et des secours toujours abondants. On avait douté quelquefois si les hopitaux n'étaient pas plus barbares que miséricordieux ; si tous ces malheureux entassés l'un sur l'autre, et s'infec-  
tant réciproquement du venin de leurs diverses maladies, n'étaient pas des victimes dévouées par la misère, plutôt que des êtres souffrant recueillis par l'humanité. La charité royale descend au milieu d'eux, et le doute est levé\*. L'Hotel-Dieu devient un asyle honorable et salutaire. Chaque maladie a ses salles, chaque malade a son lit. Dans toutes les paroisses de la Capitale s'élèvent des hospices particuliers destinés à secourir l'hospice général. Une douce et compatissante rivalité s'établit dans toutes les parties du Roiaume. Les particuliers luttent avec l'administration ; et comme sous un Roi belliqueux tout prend un aspect militaire, sous un Roi essentiellement bienfaisant, tout le suit dans les voies de la bienfaisance, avec la différence, que cette dernière passion n'admet aucun danger, pas même celui de l'hipocrisie, car le bien est toujours fait, et tel est le charme de le faire, que celui qui a commencé par feindre la bonté finit par la sentir. Ainsi le riche devient meilleur, en même temps que l'indigent devient moins infortuné. Jamais, non jamais la peuple n'avait été tant compté, ni le pauvre tant secouru.

L'AGRI-

L'AGRICULTURE, le premier besoin de l'homme, la première propriété, la base, et l'objet de ses premières loix\*, est aussi pour Louis l'objet d'une attention première. Sous ses auspices des sociétés se forment dans les différentes provinces, et correspondent avec ses commissaires. Eclairer, secourir, honorer le laboureur, inventer de nouveaux instruments, propager de nouvelles semences, récompenser des hommes laborieux, féconder des terres stériles, approprier à un lieu les richesses d'un autre, et rendre la France entière participante de l'instruction, et des moïens que recueille chaque Canton ; tel est le but que se proposent, et que remplissent ces sociétés bienfaisantes. Les projets qui demandent de trop grands efforts, le Roi s'en charge. Ainsi les marais stagnans et morbifiques du Vexin † avaient résisté à toutes les entreprises formées pour les dessécher. Le Roi veut y réussir. Trente mille toises de canaux sont ouvertes, cinquante ponts sont construits, quatre chaussées sont élevées ; 1500 arpens sont rendus à la culture, et une province entière est rendue à la salubrité. Henry IV. avait conçu le projet‡, Louis XVI. l'exécute.§

CITOIENS,

\* Legifera Cereri.

† Depuis Chaumont jusqu'à Marquemont.

‡ En 1599, il avait appelé pour cet objet le célèbre Hollandais *Humfrey Bradley*.

§ En 1779, par les soins de M. M. Courvoisier et Bongers.



CITOIENS, ferez-vous surpris, qu'alors la reconnaissance des peuples éclatât de toute part ? Pendant que les habitans du Rouffillon élevaient un obélisque à Louis pour leur avoir rendu un port, \* ceux de Bourgogne lui consacraient une médaille, pour l'ouverture du canal qui devait joindre trois mers.

LOUIS n'a jamais été ni philosophe aux dépens de la morale, ni philanthrope aux dépens de sa patrie. Mais il chérit le principe autant qu'il abhorre l'abus. Son ame douce et pure est faite pour ce sentiment que Cicéron appelait *la charité du genre humain*.† Il ne formait que des vœux de paix dans le tems même où il s'était cru obligé de soutenir une guerre. Il renversait successivement les barrières placées dans des tems de barbarie entre les diverses nations de l'Europe et la sienne ; et vous vites à cette époque, à l'égard de la Pologne,‡ de l'Amérique,§ du Portugal,¶ la France renonçant à exercer, et ne devant plus supporter ce droit d'*Aubaine*, qui n'était qu'un droit de spoliation.

MAIS je touche aux grands traits du tableau que je dois vous tracer. Dénonciateurs de Louis  
Seize,

\* Port de Vendres.

† *Humani generis caritas.*

‡ Novembre, 1778.

§ 4 Août.

¶ 23 Avril, 1779.

Seize, vous qui prétendez le juger, vous qui l'avez entendu accuser; recueillez toute votre attention. Je vais offrir à vos regards un spectacle qu'ils n'ont point encore vu, à votre raison un prodige qu'elle aura peine à concevoir. Vous allez voir un *tyran* qui, au lieu de forger des fers pour des hommes libres, affranchit ceux que des loix immémoriales faisaient naître dans l'état de servitude; un *tyran* qui, au lieu de conquérir de nouvelles prérogatives à sa couronne, sacrifie les anciens droits de son patrimoine; un *tyran* qui, au lieu d'usurper tous les genres de pouvoir, et d'envahir toute espèce d'administration, se dépouille lui-même, et transporte à des assemblées populaires ce qui jusques-là avait légalement appartenu à ses officiers; un *tyran* qui, au lieu de couvrir son administration d'un voile impénétrable, appelle sur lui la lumière du grand jour; qui, au lieu de se regarder comme le propriétaire de la fortune publique, ne croit en être que l'économe, et veut en compter avec la nation.

Dénonciateurs, juges, persécuteurs de Louis XVI, voici ce qu'il n'est pas en votre pouvoir de détruire, voici ce que la France a vu, ce que l'univers sçait, et ce que la postérité répétera éternellement.

I. Le 10 Août 1779. Louis XVI, par un édit solennel, a supprimé irrévocablement la servitude

vitute et le droit de main morte dans les domaines roiaux et les domaines engagés; a irrévocablement aboli le droit de suite sur les fiefs et main-mortables, a solennellement invité tous les propriétaires à suivre l'exemple de leur Roi.

II. A COMPTER du mois de Juillet 1778, Louis XVI. a successivement établi des assemblées provinciales, chargées de la répartition, de la perception et du versement des impôts; des dépenses locales, des routes, des canaux, des édifices publics; et le commissaire du Roi, qui précédemment prononçait presque souverainement sur tous ces objets, n'a plus eu qu'un simple droit de concours, et souvent qu'une voix consultative.

III. ENFIN, au mois de Janvier 1781, Louis XVI. a voulu que l'état des finances devint public, et le compte rendu, par le Directeur Général de ce département, a été imprimé par ordre du Roi.

Et c'est au faite de la toute puissance; au milieu des victoires et environné d'hommages; c'est sans en être sollicité; c'est, au contraire, lorsqu'à la réserve d'un très petit nombre d'hommes privilégiés, tous les agents immédiats de l'autorité l'aiment mieux redoutable que bienfaisante; c'est alors que Louis conçoit et exécute cette immense révolution. Malheur à moi! si j'ajoutais un seul mot au simple récit de ces grands événemens.

CITOYENS, voilà la seconde époque à laquelle Louis a surpassé l'espoir même qu'il avait fait naître. Je vois ses bienfaits, je cherche sa récompense - - - hélas ! je retrouve sa destinée.

LOUIS était heureux : ces corvées, ces contributions onéreuses qu'inutilement il avait voulu détruire avec son ministre, il les détruisait avec les assemblées provinciales. Le peuple était content et bénissait son Roi. Les deux premiers ordres se portaient avec zèle dans la nouvelle carrière qui venait de leur être ouverte. Les communes d'alors, élevées à une égale influence, jouissaient de la justice qui leur avait été rendue, et ne songeaient pas plus à en abuser qu'on ne songeait à la leur envier. Là existait réellement un esprit public. Là regnait l'union avec l'espérance. Après trois ans de guerre, la recette se trouvait excéder la dépense : un immense crédit, une paix prochaine, une administration également pure et attentive, promettaient l'amortissement de l'ancienne dette. Les assemblées provinciales facilitaient tous les moyens d'ordre et de zèle ; et chaque province attendait, avec une respectueuse confiance, l'instant, où le Roi, dans sa marche sagement graduée, devait faire arriver jusqu'à elle le bienfait dont jouissait déjà la Province voisine.

Mais il était des hommes qui ne voulaient ni d'un Roi vertueux, ni d'un peuple libre. Il  
était



était d'antiques corporations, rivales bien plus qu'ennemies du pouvoir arbitraire ; qui voulaient que le Roi le possédât, afin de le lui ravir, et de l'exercer en son nom contre lui-même. Elles voyaient la longue suite de leurs usurpations anéantie en un instant, par la seule apparition des assemblées provinciales. Le ministre qui, ainsi que Mr. Turgot, avait répondu aux intentions du Roi, ainsi que lui se vit persécuté ; lui-même il fit la faute de désespérer trop promptement du bien ; il céda trop tôt à l'orage, et le Roi put lui reprocher de le laisser seul au milieu d'un ouvrage qui demandait à être suivi par l'homme avec lequel il l'avait commencé.

FUNESTE époque ! depuis laquelle tout a décliné. Sans doute les vertus du Roi sont restées toutes entières. Son desir d'établir la liberté publique s'est manifesté de plus en plus. Sa bienfaisance n'a pas tari, et Paris surtout est plein des traces qu'elle y a laissées.\* Sa popularité s'est encore accrue, et jamais Trajan, au milieu des Romains, n'offrit un spectacle plus attendrissant que celui de Louis XVI. au milieu du peuple de Normandie en 1786. Cent fois au milieu de la pompe de Versailles on l'a entendu regretter la foule qui se pressait autour de lui sur le rivage de Cherbourg ; et cent fois sûrement, depuis qu'il est si malheureux, il s'est demandé ce qu'il

\* Anciennes et nouvelles halles, ponts, quais, hopitaux, &c.

qu'il avait donc fait, pour qu'à tant d'amour succédât tant de cruauté.

MAIS toute l'économie politique d'un empire tient à la partie des finances. Il est des circonstances où le seul changement de système est un signal de ruine et de destruction. Louis XVI. ne connaissant plus d'autre moyen de fléchir cette opposition implacable qui arrêtait tous ses desseins, alla chercher des ministres au sein du parlement, fit deux essais, et fut obligé d'y renoncer. L'opposition reparut; ces mêmes cours qui avaient eu leurs prétensions à défendre contre le ministre de 1781, avaient une injure à venger contre celui de 1783, et ce dernier n'était pas même défendu par l'opinion publique contre les haines particulières. Entre la prolongation de la guerre, l'accroissement de la dette, deux ans de lacune dans l'administration, le défaut de confiance et la persévérance d'obstacles, il ne restait plus de ressource au mois de Janvier 1787, que dans une grande et extraordinaire mesure.

Un exemple fut proposé au Roi, cet exemple avait été donné par Henri IV. Louis XVI. le faisoit avec transport, et il ordonna une convocation des Notables de son royaume. Ainsi à chaque pas il s'acheminait davantage vers une représentation nationale qui devait être le dernier terme de ses travaux, et qui était celui de ses desirs. Il treffaillait à l'idée de s'environner de son

son peuple, délibérant avec lui sur leur intérêts communs. Personne n'a ignoré ce qu'il écrivit à son ministre le lendemain du jour où il avait définitivement arrêté cette première convocation : *je ne sçais comment vous avez passé la nuit ; pour moi, la joye ne m'a pas permis de dormir une minute.*

ON a trop oublié ce que proposa Louis XVI. aux Notables; c'est là cependant que l'assemblée constituante a été chercher tous ses plans; elle n'a changé que les moiens, et n'a ajouté que les excès. Louis XVI. par des voies douces et légales, sans commettre une seule injustice, sans faire un seul malheureux, sans rien désorganiser, proposait l'impôt territorial, en nature ou en argent, un impôt sur le timbre, la vente d'une partie des terres du Clergé, et de tous ses droits honorifiques; la réduction de la taille et de la gabelle; l'aliénation des domaines, en ne se réservant que la souveraineté; la liberté du commerce des grains; des assemblées de provinces, de districts, de paroisses. Le Roi réduisait de quinze millions sa dépense personnelle, il diminuait celle de chaque département; il supprimait tous les privilèges portant exemption de charges publiques, il imposait un cinquième sur toutes les pensions, il promettait la publicité annuelle du compte des finances.

JAMAIS assemblée ne remplit moins les espérances qu'on en avait concues. Individuellement on appercevait des lumières et du patriotisme; collective-

collectivement elle n'offrait ni ensemble, ni esprit public. On attaqua la personne du ministre, au lieu de juger ses projets ; il irrita ses agresseurs par une défense imprudente ; il fit un appel au peuple contre les ordres privilégiés, il se trouva seul contre tous. Le Roi pressé entre tous ces débats, navré d'amertume à la vue des obstacles que rencontraient toujours ses intentions les plus pures, crut céder au cri public en formant un nouveau ministère, qui pouvait se servir des Notables, et qui se hâta de les congédier.

CITOIENS, je ne suis plus séparé, que par un intervalle de quinze mois, du ministère que Louis XVI. rappella pour vous donner les états généraux ; mais ces quinze mois il faut les traverser, et je ne me dissimule pas que c'est ici que m'attendent les détracteurs du Roi. Cependant, combien il est facile de le défendre contre leurs reproches ! combien leur propre conduite fournit d'arguments contre leurs imputations ! En suivant la marche de Louis dans ces malheureuses circonstances, combien, au milieu de tout ce qui excuse, nous trouverons encore tout ce qui fait plaindre, et tout ce qui fait aimer !

L'ABORD, Citoyens, permettez que je porte un défi à tous ces détracteurs. Je demande qui osera me nier que le ministre, placé par le Roi à la tête des affaires au mois d'Avril 1787, n'y



n'y eut été appelé depuis des années par la voix générale. Jamais administration fut-elle accueillie par plus de confiance ? jamais tant de malheurs furent-ils précédés de tant d'espérances ? Ainsi le choix que fit Louis à cette époque, était encore un hommage rendu à l'opinion publique, encore une preuve de sa déférence pour le vœu de son peuple. En vérité ceux qui, depuis deux ans, ont donné, ont retiré leur confiance à tant de généraux, à tant de ministres, à tant d'orateurs, doivent concevoir combien l'homme qui gouverne est aisément trompé dans ses choix, et peut-être n'ont-ils pas eû, ainsi que Louis XVI, l'erreur de la France pour excuse de leur erreur.

SECONDEMENT. Qu'elle était, à cette époque, la position de Louis XVI ? il marchait à un nouvel ordre de choses. Il rencontrait à chaque pas la ligue des vieux préjugés et des intérêts personnels. On lui enlevait tous ceux qui avaient sa confiance, et qui travaillaient selon son cœur. On suspendait l'action du gouvernement. L'état périlait. De nouveaux conseillers arrivent. Ils disent au Roi, que " l'empire est attaqué mortellement ; qu'une crise peut encore le sauver ; " mais que dans ce passage de la mort à la vie, " des remèdes extrêmes sont nécessaires ; que " son but est la liberté, mais que son moyen est " la puissance ; qu'il faut faire un dernier emploi  
de

“ de l'autorité absolue, pour lui substituer une  
 “ autorité légale ; et qu'enfin la rigueur servira  
 “ ceux là même qu'elle frappera, parce qu'elle  
 “ les empêchera de périr.” Combien de fois  
 n'a-t-on pas dit à cette tribune, depuis trois ans,  
 combien de fois les accusateurs de Louis XVI.  
 n'y ont-ils pas répété “ qu'il était des circon-  
 “ stances qui s'élevaient au dessus des règles ordi-  
 “ naires ; que ce qui serait injuste et dangereux  
 “ comme mesure habituelle, devenait salutaire et  
 “ juste comme mesure révolutionnaire, &c. ?”  
 Comparez les différentes applications qui ont été  
 faites de ces principes, et par les conseillers de  
 Louis XVI. en 1788, et depuis trois ans par ses  
 détracteurs. Comparez, puisque le malheur l'a  
 condamné à subir un tel parallèle, les actes de sé-  
 vérité que les uns ont excusé, les actes de féro-  
 cité que les autres prétendent justifier par ces  
 mêmes principes ; et voyez comment vos ora-  
 teurs s'y prendront pour reconnaître dans leurs  
 chefs révolutionnaires des hommes justes, et pour  
 ne pas reconnaître, en même tems, dans Louis  
 XVI. les plus clément des Souverains, même pen-  
 dant ces quinze mois qui ont tant couté à son  
 cœur.

TROISIEMEMENT enfin, qui sont ceux sur  
 qui frappaient alors les rigueurs ministérielles ?  
 Des parlements qui tous s'étaient constitués en  
 guerre avec le gouvernement, et dont plusieurs

soulevaient les peuples par leurs arrêté incendiaires; quelques gentilhommes qui furent représentés au Roi comme les ennemis du trône et du peuple; quelques officiers qui passaient pour donner aux soldats l'exemple au moins de l'insubordination et de la désobéissance. Eh! mais ces parlements, ces gentils-hommes, ces officiers, ce sont ceux que vous poursuivez aujourd'hui, accusateurs de Louis XVI! ceux que vous avez pillés, incendiés, dévoués à l'exil, à la misère, à la mort! Apparemment que vous ne prétendez pas les venger, vous qui les immolez? Apparemment que vous ne prétendez pas les consoler d'un exil passager dans leurs terres, en leur enlevant ces terres? les dédommager d'une captivité de quelques jours, en leur défendant à jamais de rentrer dans leur patrie sous peine de mort? s'ils ont été coupables, pourquoi faire un crime à Louis XVI. de leur punition? s'ils ont bien mérité de leur pays, pourquoi les en chasser eux et leur postérité?

AINSI s'évanouissent devant le plus simple examen les nuages que cette administration éphémère paraissait avoir jettés sur le caractère personnel du Roi. Il y a été malheureux, mais il y est resté pur. Du milieu des orages il apparaissait encore à ses peuples avec de nouveaux bienfaits. Il annonça et exécuta de grandes réformes. Il rendit à plusieurs provinces leurs an-

ciens états. Il consacra solennellement le grand principe que *la Nation ne pouvait pas être imposée sans son consentement*. Il publia l'édit de la tolérance religieuse, qui fut apprécié par la saine partie des Français comme il devait l'être, mais qui fit encore trop de fanatiques et trop d'ingrats.

CITOIENS, nous avançons, et bientôt les états généraux vont s'ouvrir à nos regards. Le parlement les avait demandés, le ministère les avait promis. On se méfiait également et de la sincérité de la demande, et de la sincérité de la promesse. Mais savez-vous qui, depuis longtemps, avait nourri dans son cœur le desir ardent de cette convocation ? LOUIS XVI, oui, Citoyens, LOUIS XVI, qui chaque jour en puisait l'idée dans les manuscrits sacrés d'un père, enlevé aux Français comme Germanicus l'avait été aux Romains ; LOUIS XVI. qui chaque jour étudiait les moïens de vous rendre heureux, qui chaque jour consacrait des heures entières à la lecture, qui avait lu des longtemps *les Observations de Mably sur l'Histoire de France*, et qui, après les avoir lues, avait dit à un serviteur fidèle\*, en lui ferrant la main : *Mably a raison et j'oserais faire ce que Charlemagne a fait ; mais la Nation n'y est pas encore assez préparée.*

LE voilà révélé le noble secret de cette ame bonne et généreuse. Ah ! que les ennemis de la liberté le haïssent, il a mérité leur haine, et je ne

\* M. de Montmorin.



ne pourrais pas le défendre contre eux. Voilà le but de cette éducation politique par laquelle depuis longtemps il formait sa nation. C'est à cette grande et universelle assemblée que devaient conduire ces assemblées particulières où il voulait que tous les ordres de citoyens se connussent, se chérissent, et s'essayassent à discuter leurs affaires communes, sans autre passion que celle du bien public. C'était une participation de sa puissance, c'était un décroissement de son autorité qu'il méditait. Elle lui paroissait trop accablante pour sa conscience, trop vaste pour qu'on n'en abusât pas en son nom. Sans doute il eût désiré, pour arriver à ce complément de sa bienfaisance, un moment plus calme, des finances plus prospères, des esprits moins divisés ; mais ce qu'il avait médité comme amélioration, il l'ordonna comme remède. Le nom d'états généraux une fois prononcé, il sentit qu'aucun autre mesure n'était plus possible. Fatigué d'une lutte de quinze ans contre ceux qui voulaient empêcher le bien, il fut impatient de se reposer dans le sein de son peuple. Il ne vit plus que son peuple. Louis XII. avait dit, que *le roi de France ne devait pas se souvenir des injures du duc d'Orléans*. Louis XVI. croiant ajouter à sa grandeur tout ce qu'il voulait céder de sa puissance, jugea que *le roi d'une nation libre ne devait pas se souvenir des injures du roi absolu*. Tous les exilés revinrent, toutes les prisons s'ouvrirent ;

s'ouvrirent ; il rappella le ministre que demandait le peuple, il exauça les vœux du peuple ; il se confia aux promesses du peuple, il doubla la représentation du peuple.

ILs s'ouvrent, enfin, ces états généraux également désirés par les bons et par les méchants, qui promettaient aux uns tant de moyens de salut, aux autres tant de sujets de discorde, tant de chances à l'ambition, tant d'appâts à la cupidité.

ILs s'ouvrent, et dans le premier instant Louis se crut récompensé. Un sentiment général paraît réunir tous les cœurs. Le temple où il invoquait l'Etre suprême retentit tout-à-coup de bénédictions pour le Roi. Les flots d'un peuple reconnaissant le conduisent, avec les mêmes acclamations, au trône, du haut duquel il va donner l'existence à cette fameuse assemblée ; et lorsqu'avec un son de voix qui annonçait l'émotion de son ame, il proteste qu'il est *le meilleur ami de son peuple*, son peuple lui répond par un cri qui lui disait : *Nous le craions, et nous vous le rendons.*

MAIS à-peine est-il disparu, que la paix s'est enfuie avec lui. On se divise, on s'aigrit, on se menace ; la guerre est entre les différens ordres de Citoyens. La politique prescrivait peut-être à l'homme d'état, de se ranger entièrement avec le parti le plus fort, soit afin d'empêcher de se maintenir soi-même

même au milieu de l'ébranlement général, soit pour acquérir les moyens de tempérer les vainqueurs, et de protéger les vaincus. Mais le Roi conscientieux croit se devoir également à tous ses sujets ; il s'efforce de tenir la balance égale entre eux, de les réconcilier l'un avec l'autre ; il n'oublie que lui. Citoyens, il est tems que chacun descende en lui-même, il est tems que chacun se l'avoue : si le desir de la paix, si le zèle exclusif du bien public, si l'oubli généreux de tout intérêt personnel, étaient quelque part, c'était dans le cœur de Louis XVI.

CEPENDANT la voix de la persuasion est sans effet. Il faut prêter à la bienfaisance l'appui du pouvoir. Depuis deux mois les états généraux existaient, et ils n'étaient pas encore constitués. Le Roi devait-il demeurer spectateur indifférent de leur discorde et de leur inutilité ?

CITOYENS, il est des superstitions politiques comme il est des superstitions religieuses, et il faut souffrir que la vérité dissipe les uns et les autres. Une tradition verbale, des hymnes, des tableaux ont consacré la *séance du jeu de Paulme*. Je respecte le mouvement de tous ceux qui agités de bonne foi par une crainte, même chimérique, pour la liberté, prêtèrent le serment de ne pas se séparer quelle n'eût été établie. Mais ce serment si noble en lui-même, pourquoi l'environner de mensonges et le souiller de calomnies ?

Eh

Eh quoi ! le Roi, après des messages inutiles pour inspirer la paix aux ordres divisés, a résolu de faire entendre au milieu d'eux sa voix médiatrice, comme il se pratiquait dans les anciens Champs de Mars,\* il proclame que dans deux jours il tiendra sa séance royale, il en instruit officiellement les états généraux ; cette séance nécessite des préparatifs dans la salle des communes, qui est la salle générale ; on avertit qu'elle sera fermée pour deux jours ; une sentinelle est placée à la porte, pour ne laisser entrer que les ouvriers : voilà le fait dans toute son exactitude ; et c'est là, qu'on veut voir un acte de despotisme ! c'est de là qu'on part pour peindre l'Assemblée Nationale chassée par des fusiliers du lieu de ses séances, et obligée de mendier un azile ! il a fallu, même dans la chaleur des événements, une imagination bien susceptible des exagérations de la terreur, pour se prêter à de tels tableaux : mais aujourd'hui, en vérité, il n'était plus permis à votre commission des Vingt-un, de trouver encore dans un fait si minutieux et si simple, la preuve que *Louis Seize voulait asservir l'Assemblée Nationale, la subjuguier, et suspendre le cours de ses délibérations.*†

IL ne lui était pas plus permis de parler de *deuil*, de *consternation*, de *calamité publique*, d'*appareil me-*  
çant

\* Hicmar.

† Rapport de Lindet.



çant du despotisme en décrivant, ou plutôt en défigurant cette séance roiale du 23 Juin 1789. Quel despotisme que l'engagement formel de ne jamais lever un impôt qui ne fut consenti par la nation, de ne jamais faire une loi qui ne fut concertée avec la nation, de ne jamais infliger une peine qui n'eût été déterminée par la nation ! quelle calamité que l'abolition du droit de franc-fief, de toutes les corvées, de tous les ordres arbitraires ! quelle menace, et c'était là la plus forte, que de dire, *je ferai seul votre bien, si vous ne voulez pas le faire avec moi !* Que le plan, qui d'abord avait été arrêté par Louis XVI. ait été mutilé dans quelques unes de ses parties, la vielle de son exécution ; qu'au milieu des concessions immenses qui appartenaient au cœur du Roi, ses conseillers aient mêlé quelques formules gothiques, quelques expressions mal-habiles, auxquelles moi-même, j'ai peut-être à me reprocher d'avoir attaché trop d'importance ; toujours est-il vrai que la chartre apportée par le Roi était remplie de dispositions de justice et de bienfaisance, et que si elle ne pouvait pas sous tous les rapports servir de base au gouvernement à établir, sous tous les rapports elle conduisait à la liberté, et méritait la reconnaissance. Je vous l'ai dit : vous trouverez difficilement un bien à vous faire, auquel Louis XVI. n'ait pas songé avant vous. Ce qu'il n'a pas fini, il l'a commencé, et

vous

vous n'avez fait que l'imiter toutes les fois que vous avez réellement amélioré votre sort.

ON vous a dit que le lendemain de cette séance Louis XVI. fit environner de soldats toutes les avenues de la salle\*. Mais on aurait du vous rappeler en même tems qu'une troupe de séditieux avait insulté une portion des députés, violé leur caractère, et menacé leur vie ; que l'archevêque de Paris avait été lapidé par une portion de ce peuple qu'il défendait du froid et de la faim ; qu'ainsi les représentants de la nation, en passant à travers les bayonnettes, pour arriver à leur salle, passaient à travers les défenseurs de leurs personnes et de leur liberté.

L'APPEL de quelques troupes aux environs de la capitale pouvait paraitre imprudent : on vous l'a peint comme criminel. On ne vous a pas rappelé que des feux de joye avaient été allumés dans toute la France pour célébrer la réunion des ordres, et que cette réunion c'était Louis qui l'avait consommée. On ne vous a pas rappelé que plus le Roi faisait d'efforts pour maintenir la paix, et plus les conspirateurs redoublaient d'activité pour exciter le trouble ; que quand les troupes ont été mandées une insurrection, également condamnée et par le Roi, et par l'assemblée nationale†, et par les citoiens de Paris‡, avait déjà éclaté ;

\* Lindet.

† Procès verbaux.

‡ Députation des Electeurs.

éclaté ; que les prisons de l'Abbaye avaient été forcées, qu'on débauchait les soldats, qu'on subornait la classe indigente du peuple ; qu'enfin ce repaire de dissolution, de brigandage et d'affassinats, qu'on appelait alors à Paris *Le Palais Royal*, avait commencé à recueillir tout ce qu'il y avait en Europe, d'hommes sans mœurs, sans conscience, et sans humanité ; et que là ils tramaient leurs complots pour jeter la France dans l'abyme où elle est encore plongée. Non, ce n'est pas contre Louis XVI. que doit se porter l'indignation, au souvenir de cette fatale époque. Seul, dans la France entière, investi du pouvoir exécutif, seul protecteur et conservateur de la paix publique, Louis XVI. eût été coupable de ne faire aucun effort pour la maintenir. On eut pu prendre des mesures plus sages et plus efficaces ; mais n'en prendre aucune était de toutes les fautes la plus grande. Citoyens, songez que la faction qui voulait alors renverser Louis XVI, est la même qui voudra renverser successivement toutes les autorités, jusqu'à ce que la sienne soit établie.

ON a invoqué contre Louis XVI. *l'adresse célèbre* qui lui fut présentée alors par l'Assemblée Nationale. Ah ! je l'invoque à mon tour. J'étais impatient de la tenir ; j'étais impatient d'en lire avec vous quelques passages. Ecoutez, accusateurs de Louis XVI. On fait quel a été l'auteur

de cette adresse. Nul homme ne fut jamais plus attentif à saisir l'opinion générale du moment; plus habile à graduer sa marche; sachant mieux ne hazarder une imputation, que quand les esprits étaient préparés à la recevoir, et se résigner même à dire la vérité, toutes les fois qu'il n'était pas possible de la taire. Ce qu'il craignait dans l'approche des troupes, c'était un frein aux complots; il savait bien que Louis XVI. n'avait voulu que maintenir l'ordre public par la présence de la force publique; il ne croiait pas que l'on pût encore risquer de lui supposer des intentions coupables; il n'attribuait donc la résolution du Roi qu'à ses sollicitudes, et il cherchait à les calmer. Mais que disait-il pour y parvenir? Quel motif de sécurité offrait-il à Louis XVI? LA PURETÉ DE SA VIE, LA DOUCEUR DE SON REGNE, et LA RECONNAISSANCE DE SON PEUPLE.—*Eh! comment s'y prend-on, Sire, disait-il, pour vous faire douter de l'attachement et de l'amour de vos sujets? avez-vous prodigué leur sang? êtes vous cruel, implacable? avez-vous abusé de la justice? le peuple vous impute-t-il ses malheurs? vous nomme-t-il dans ses calamités? ont-ils pu vous dire que le peuple est impatient de votre joug, qu'il est las du sceptre des Bourbons? Non, non, ils ne l'ont pas fait. La calomnie, d'ailleurs, n'est pas absurde, elle cherche un peu de vraisemblance pour colorer ses noirceurs.—Nous nous demandons, disait-il encore, où sont les ennemis de l'Etat et du Roi,*

*qu'il*



*qu'il faut subjuguier ? où sont les rebelles et les ligueurs qu'il faut réduire ? Une voix unanime répond dans la Capitale, et dans l'étendue du Roiaume : " NOUS " CHERISSONS NOTRE ROI ; NOUS BENISSONS LE " CIEL DU DON QU'IL NOUS A FAIT DANS SON " AMOUR."*

AH ! sans doute c'est un spectacle effrayant pour l'humanité, mais précieux pour l'innocence, que de voir les ennemis de Louis XVI. obligés de rendre hommage à ses vertus, pour ouvrir un accès à leurs calomnies ; forcés de paraître l'aimer, pour s'introduire dans les cœurs dont ils voulaient le faire haïr ; minant insensiblement et cette vérité qu'il leur avait fallu reconnaître, et ce respect qu'ils avaient feint de partager ; familiarisant le peuple par degrés avec l'injustice, avec l'ingratitude, avec l'inhumanité ; et, de progrès en progrès, arrivant des bénédictions qui couvraient le nom de Louis XVI. en 1789, aux blasphèmes et aux cris de fureur qui ont demandé son supplice en 1792.

LA révolution ministérielle du 11 Juillet 1789, fut bien plus imprudente que l'appel des troupes, parceque ces deux circonstances s'aggravèrent l'une par l'autre ; qu'elles ouvrirent un champ sans bornes à toutes les conjectures, et que la seule mesure des interprétations fut le caractère de ceux qui interprétaient. Vous voyez, Citoyens, si la franchise préside à ma défense.

MAIS

MAIS que cette même franchise soit dans vos jugements ; et dites si jamais Roi fut personnellement plus innocent d'une mesure, fut plus évidemment entraîné par une impulsion étrangère, que ne le fut Louis XVI. dans cette circonstance. L'unanimité dans son conseil suffisait à peine pour faire face à des conjonctures si difficiles, et le conseil était divisé entre deux partis. L'un était certainement trop ombrageux, l'autre était peut-être trop confiant. Tous deux invoquaient l'intérêt du peuple, car c'était là le seul qui pût déterminer le Roi : mais les uns soutenaient que la fermeté seule pouvait sauver le peuple, les autres pensaient que la persuasion seule pouvait le contenir. Le premier parti était de beaucoup le plus nombreux. On lui avait fourni un puissant argument, car déjà on avait abusé de la confiance. Le Roi céda après un mois de résistance. Votre comité des Vingt-un n'a pas craint de lui supposer *la résolution de réprimer les élans de la liberté par la terreur des armes, d'isoler l'assemblée, et de diriger ses délibérations par l'appareil de la force et du despotisme\**. Il n'a pas craint de citer en témoignage, et c'est le seul qu'il produise, *les trois ministres que Louis renvoya, dit-il, pour s'être opposés à ces mesures violentes.* Eh bien ! l'un de ces trois ministres, celui dont le témoignage aura un grand poids dans la balance de la postérité, a déjà répondu

\* Rapport de Lindet.

*L'Histoire de la  
révolution par  
Ant. de St. Pierre*

pondu à votre comité; il lui a répondu \* que Louis XVI. n'avait jamais usurpé les droits de la nation, et avait toujours préparé sa liberté. Il lui a répondu: que jamais monarque n'avait fait de lui-même de pareils sacrifices de son autorité à l'établissement de la liberté publique. Il lui a répondu: qu'il n'avait jamais surpris, dans ce monarque si cruellement traité, un seul mouvement - - - une seule pensée - - - un seul sentiment - - - qui ne fussent conformes aux loix de la morale et de l'honneur. Un autre de ces ministres † fera la même réponse, et je me porte son garant, si la même accusation lui parvient dans sa retraite lointaine. Et quant au troisième ‡, l'infortuné ! vainement on remue sa cendre sanglante, pour la faire déposer contre Louis XVI. elle n'accuse que ceux qui ont massacré en lui l'ami de Louis XVI.

ENFIN, quelle a été l'issue de toutes ces mesures tant calomniées ? car il faut en revenir aux faits. On n'a jamais pu obtenir de lui l'ordre de repousser la force par la force, disait, après le 14 Juillet, un des officiers généraux qui commandaient les troupes. Louis XVI. est jugé par ce seul mot. Ses droits les plus légitimes, il eut cru les payer trop, s'il les eut achetés d'une seule goutte

\* Réflexions présentées à la nation Française, par Mr. Necker.

† Mr. de St. Priest.

‡ Mr. de Montmorin.

goutte du sang Français. Voilà, depuis le commencement jusqu'à la fin, le sentiment qui l'a dominé ; il a eu horreur de la guerre civile ; il a laissé prendre ses citadelles et ses arsenaux ; il a renvoié ses troupes, dont la plus grande partie lui était encore dévouée. Il est venu dire à l'Assemblée Nationale : *je me fie à vous, aidez-moi à sauver l'état\**. L'Assemblée Nationale entière, entraînée par un mouvement irrésistible, l'a porté en triomphe jusqu'à son palais. J'ai vu ce jour là des larmes de remord, je les ai vues. J'ai vu à mes côtés de grands coupables, domptés par les vertus de Louis XVI. et qui, s'ils avaient été laissés à eux-mêmes, seraient rentrés dans la route du devoir.

J'ai vû, deux jours après, le Roi venant courageusement se livrer seul à la merci de deux cent mille hommes armés, et tachant de vaincre une méfiance calomnieuse à force d'abandon et de générosité. J'ai vu le peuple convaincu, lorsqu'avec un seul mot, avec un seul geste, dans lequel avaient passé toute la bonté de son ame, et toute la candeur de son caractère, Louis XVI. renia jusqu'à l'idée d'avoir voulu faire la guerre à la Capitale. J'ai entendu les acclamations et les serments par lesquels le peuple lui répondit alors. J'ai vu l'impression que produisait sur l'Assemblée Nationale

\* Discours du 15 Juillet, 1789.



Nationale le récit de cette journée. Oh ! qu'il est des hommes coupables ! oui, la paix a pu exister entre le Roi et l'Assemblée Nationale. Dix fois je l'ai vue au moment de rénaître, dix fois je l'ai vu commencer, on n'a pas voulu qu'elle subsistât. Il fallait que les uns fussent ministres, et ils ne pouvaient l'être qu'en excitant des troubles, et en se rendant nécessaires pour les apaiser. Il fallait que les autres fussent dictateurs, et ils ne pouvaient l'être tant qu'il existerait un Roi. Il en est qui portaient encore plus haut leurs coupables desirs, et à qui il importait peu de faire un désert de la moitié de la France, pourvu qu'ils dominassent sur l'autre moitié. Tous se riaient au fond de leur cœur de la crédulité de ce peuple, auquel ils prodiguaient les expressions d'un faux respect, tandis qu'ils en faisaient le jouet de leurs caprices, l'échelon de leur grandeur, et la victime de leurs passions. L'infortuné Louis XVI. se résignait à ses malheurs personnels, pourvu que les Français fussent heureux ; et ses ennemis compaient pour rien de rendre malheureux des millions de Français, pourvu qu'à ce prix pût prospérer leur sacrilège ambition.

CITOIENS, n'est ce pas un inconcevable contraste, que l'assemblée constituante proclamant d'une voix unanime, le 4 Août 1789, *le Roi Louis XVI. Restaurateur de la Liberté Française* ; et votre commission des Vingt-un proclamant, le 10 Décembre

cembre 1792, le ci-devant Roi Louis XVI. un Tyran, constamment appliqué à empêcher, puis à anéantir la Liberté\*.

J'ÉTAIS curieux de voir comment l'orateur de ce comité échapperait à ces observations si sages et si paternelles de Louis XVI. sur les arrêtés de cette fameuse nuit du 4 Août. Vraiment ! il a bien plus fait que d'en dissimuler le mérite, il a su y trouver un crime, il y a encore vu une preuve de tyrannie. Il faut, Citoyens, que vous me permettiez de citer le texte même de l'accusateur.

LOUIS, dit l'orateur des Vingt-un, avait obtenu par le décret du 12 Septembre (1789) le droit de sanctionner les loix, il s'empressa d'user de ce pouvoir, et il suspendit le 11 Août les décrets concernant l'abolition de la servitude personnelle, du régime féodal, des dîmes, &c. Le 13 il adressa les motifs de ce refus ; il n'ignorait cependant pas que ces décrets avaient été DICTES à l'assemblée constituante par la volonté générale, qui s'était manifestée dans toutes les sections du peuple, PAR TOUS LES CAHIERS.

OH ! c'est moi maintenant, qui dénonce tout-à-la-fois cette accusation, et à la convention nationale et au peuple, que l'on a également trompés en la leur présentant.

ACCUSA-

\* Rapport de Lindet.

ACCUSATEUR de Louis XVI. c'est à vous seul que jé parle. Louis XVI. a donc *suspendu*, suivant votre première allégation, *refusé*, suivant la seconde, les décrets concernant la servitude personnelle et les dîmes? Et vous vous êtes bien gardé, en mettant en fait l'existence du refus, d'en distinguer l'objet, d'en expliquer les motifs, d'en indiquer les bornes. Vous avez bien calculé que vous alliez irriter le peuple qui vous entendait, par l'idée d'un *refus* qui manifesterait à ses yeux le *tyran* que vous lui dénonciez, le *tyran* ami de la servitude personnelle; le *tyran* protecteur des impôts vexatoires.

PEUPLE! Louis XVI. dès le premier instant où l'abolition de la servitude personnelle a été décrétée, a applaudi au décret, il l'avait prévenu, vous avez vu qu'il en avait donné l'exemple.

PEUPLE! Louis XVI. a aussi promptement approuvé l'abolition de la dîme, mais il a demandé que tout le peuple en profitât. Il a observé qu'il n'était pas juste que les possesseurs de terres fussent seuls déchargés, et qu'il résultât de leur soulagement un surcroît d'impôts pour le reste de la nation.

PEUPLE! Louis XVI. quand on lui a porté la suite des quinze décrets rendus depuis le 4 jusqu'au 11 Août, en a approuvé huit sur le champ; n'a pas *refusé*, mais a promis au contraire d'approuver les sept autres; a proposé à l'Assemblée

Nationale quelques modifications, toutes pour votre intérêt, pour votre navigation, pour votre commerce, et surtout pour que, dans le bénéfice de ces nouvelles loix, la part des pauvres fût au moins égale à celle des riches. Il a fini par dire à l'Assemblée : *je modifierai mes opinions, j'y renoncerai même sans peine, si vos observations m'y engagent.* L'Assemblée a insisté pour que le Roi y renonçât. Dès le lendemain le Roi a ordonné la promulgation des quinze décrets. Peuple ! voilà les faits ; comparez les avec ceux qui vous ont été présentés, et jugez les dénonciateurs de Louis XVI.

J'EN viens à la logique de cette accusation, car il faut qu'il y en ait une appréciée sous tous ses rapports.

ACCUSATEUR de Louis XVI. vous portez donc à sa charge, *qu'ayant obtenu par le décret du 12 Sept. le droit de sanctionner les loix, il s'empressa d'user de ce pouvoir ?* Mais dès que ce pouvoir lui avait été donné par un décret, où donc est le crime d'en avoir usé ? Le crime ne serait-il pas plutôt à ceux qui ont enfreint la loi de la sanction royale, le lendemain du jour où ils l'avaient portée ?

ACCUSATEUR de Louis XVI. vous dites que son crime consistait à suspendre et à refuser *des décrets DICTES A L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE par la volonté générale, manifestée dans toutes les sections du peuple PAR TOUS LES CAHIERS !* Avez-vous bien



bien songé à la conséquence de ces paroles, quand vous les profériez ? Quoi ! *la volonté générale manifestée par tous les cahiers* devait dicter à l'Assemblée constituante ses décrets ? Quoi ! c'était un crime de s'y refuser ? Eh ! mais ouvrez tous les cahiers, ouvrez le livre de décrets de l'Assemblée constituante, et d'après votre principe, dites si vous pouvez voir, sans frémir, tout ce qu'a fait l'Assemblée constituante, et tout ce qu'elle a produit.

L'UNANIMITE DES CAHIERS ! Etait-ce dans la tour du Temple qu'elle avait fixé la demeure de Louis XVI ? Etait-ce à la barre qu'elle avait marqué sa place dans les Assemblées Nationales ? - - -

Je reprends mon récit. Je viens de mettre dans tout son jour, et sous le rapport de la morale, et sous celui de la raison, le caractère de l'accusation portée contre Louis XVI. par la commission des Vingt-un. Je me crois dispensé de suivre désormais l'accusateur, ce qu'il a si improprement appelé son *Historique*, et laissant là ce tissu de fables incohérentes, je ne marcherai plus qu'avec la vérité.

ET VOIENS, vous venez de voir Louis XVI. se défendant de sanctionner des décrets qui pouvaient compromettre les intérêts du peuple ; voyez le provoquant lui-même ceux qui doivent restreindre la prérogative de sa couronne. Une grande question s'agitait avec chaleur : la sanction royale sera-t-elle toujours libre ? l'instant viendra-t-il où  
le

le Roi ne pourra la refuser? Il était presque vrai-semblable que la question serait décidée en faveur du trône. Mais les partisans de l'opinion contraire menacent de la guerre civile, s'ils sont vaincus dans la délibération. Le Roi intervient pour solliciter des bornes à son pouvoir, et le sacrifice de ses droits à la paix publique\*.

Et tant de déférence n'a pu obtenir quelques égards! tant de générosité n'a pu inspirer quelque justice! Un régiment sollicité par la municipalité de Versailles pour sa propre sûreté, accordé par l'Assemblée Nationale avant de l'être par le Roi, a paru une armée qui allait asservir la France! Un repas militaire donné par les gardes du corps à ce régiment, et aux gardes nationaux, a été peint des mêmes couleurs qu'un rendez-vous de conspirateurs! Enfin les jours du 5 et du 6 Octobre se sont levés sur la France.

CITOIENS, je ne veux point examiner ce qu'ont fait dans ces jours terribles, et dans cette nuit désastreuse, les ennemis de Louis XVI. Mais je cherche ce qu'il a fait lui-même, et voici ce que je trouve. Le matin en rentrant dans son palais, il a ordonné qu'on ne fit aucun mal à la multitude, et surtout aux femmes. L'après-midi il a reçu dans son intérieur plusieurs de ces femmes, a écouté leur plaintes, leur a fait donner des secours et fournir du pain. Il a su que l'armée  
Pari-

\* 11 Septembre 1789.

Parisienne marchait sur Versailles, et il s'est refusé aux conseils réitérés de se retirer dans quelque ville du royaume. Quelques fois il disait avec une noble indignation : *un Roi fugitif !* Plus souvent il s'écriait avec horreur : *un commencement de guerre civile !* Les Parisiens pouvaient être arrêtés au Pont de Sèvres, il n'a pas voulu qu'on engageât de combat. Ses gardes brulaient de le venger, il leur a défendu de tirer. L'Assemblée lui a envoyé les premiers articles de la constitution à signer, et il les a signés au milieu des fusils et des piques. Il a reçu l'armée Parisienne, et l'armée a obtenu ce qu'elle demandait. Arraché à son sommeil par des cris de mort, il a couru par des détours secrets chercher son fils, il l'a emporté chez lui dans ses bras, et en rentrant il a vu sa femme à-demi-nue, qui avait échappé de quelques minutes aux poignards, et qui venait se réfugier dans son sein. Il a appris le massacre de ses gardes, et pleurant sur ces héros qui se laissaient immoler par ses ordres sans se défendre, il a paru à son balcon, et a demandé grace pour eux. Il s'est laissé conduire à Paris, s'est entendu dire patiemment *qu'il était conquis*, a parlé non pas avec abattement, mais avec courage et bonté à l'hôtel de ville, est venu enfin s'enfermer dans l'asyle, d'où l'on devait encore venir l'arracher.

Le lendemain il a sçu qu'on voulait soulever en sa faveur plusieurs provinces contre la Capitale et contre l'Assemblée. Il n'a pas tardé à apprendre que quelques unes étaient sur le point de se déclarer. Il n'a plus vu que la tranquillité générale ; il n'a pas voulu être la cause d'une scission en France ; il a oublié toutes les injures ; il s'est interdit toutes les plaintes (la vengeance, il n'y a pas encore songé aujourd'hui) ; il a fait une proclamation pour pacifier les provinces ; il a annoncé *qu'il les visiterait toutes*, comme s'il en était le maître ! il a dit qu'il était libre ! il a imploré tout le royaume pour Paris, d'où chaque jour on le dénonçait à tout le royaume.

CITOIENS, j'abrège les éloges, c'est-à-dire l'histoire de Louis XVI. Si vous voulez savoir quelles furent dans Paris et les consolations de ses peines, et les occupations de sa vie, demandez les aux administrateurs avec lesquels il préservait la France des horreurs de la disette, aux ouvriers pour qui sa bonté devenait le remplacement du travail, aux ministres étrangers qui transmettaient sans cesse à leurs Souverains ses vœux pour la paix, et pour tout ce qui intéressait au-dehors la prospérité des Français. Je me hâte d'arriver au 4 Février 1790.

LES Représentants du peuple délibéraient. Le Roi paraît inopinément au milieu d'eux, on s'étonne, on écoute - - - Il vient remercier so-

lemnelle-



lemnellement l'Assemblée de l'établissement des administrations provinciales, dont il avait si anciennement conçu le projet et reconnu l'avantage. Il vient s'engager à maintenir et à défendre la liberté constitutionnelle. Il invite les différents partis à se rapprocher, les citoyens honnêtes et éclairés à prendre part aux nouvelles administrations, tous les vrais citoyens à attendre du tems la réforme des loix défectueuses, et à repousser toute entreprise qui tendrait à ébranler les principes de la constitution. Il annonce à la France que son Roi et ses représentants sont désormais unis d'un même intérêt et d'un même vœu. Il conjure au nom de la patrie les violences criminelles qui menacent encore les provinces, il demande enfin que tout se réunisse pour conduire le peuple à la vérité en même tems qu'au bonheur ; *ce peuple, s'écrie-t-il, qui m'est si chér, et dont on m'assure que je suis aimé, quand on veut me consoler de mes peines* - - - La plus grande partie de l'Assemblée, tout le peuple qui l'environnait, sont saisis d'enthousiasme ; une immense et solennelle députation va porter au Monarque dans son palais le tribut de la reconnaissance publique. Sa démarche est une *bonne nouvelle* qu'on annonce légalement dans tout l'empire. L'espoir de l'union renaît encore - - - Hélas ! peu de jours s'étaient écoulés, et le discours du Roi était gravé sur l'airain, mais effacé dans les cœurs.

LES

Les troubles se multipliaient ; en deux mois et demi, depuis le premier Mai jusqu'au 14 Juillet, on comptait trente et une séditions dénoncées à l'Assemblée Nationale. Plusieurs avaient été ensanglantées, plusieurs s'étaient étendues sur des provinces entières, qu'elles devaient désoler longtems. Cependant Louis XVI. était fidèle à ses engagements, il établissait par ses commissaires les départemens créés par l'Assemblée Nationale. Quelquefois il domptait encore l'injustice à force de probité. Ainsi lorsqu'une rupture s'annonçait entre l'Angleterre et l'Espagne, rupture si précieuse pour le Roi, s'il eut voulu une contre-révolution, l'Assemblée le remerciait par un décret *des mesures qu'il avait prises pour le maintien de la paix*\*. Ainsi à la vue d'une proclamation envoyée par Louis XVI. dans tous les départemens, cette même Assemblée le remerciait par un autre décret plus solennel encore. Pour ce dernier, il faut le lire tout entier - - - Citoyens, je réclame votre attention.

“ Extrait des procès verbaux de

“ l'Assemblée Nationale,

“ 29 Mai 1790.

“ L'ASSEMBLEE Nationale décrète, qu'il sera  
 “ fait une députation au Roi, composée de vingt  
 “ quatre de ses membres, pour rapporter à Sa  
 “ Majesté les mouvemens de joye, d'attendrissement,  
 “ d'amour, et de gratitude, qu'a excités la lecture  
 “ de

\* 19 Mai 1790.

“ de sa proclamation ; et la remercier, au nom de  
 “ la nation, des soins qu’elle prend, dans sa sollicitude paternelle, pour détourner le peuple des  
 “ insinuations perfides que l’on employe pour l’égarer, et resserrer de plus en plus les nœuds  
 “ saints qui unissent les Français libres à leur  
 “ Monarque chéri.”

AINSI c’était le Roi qui n’avait pas voulu la guerre, et c’était le Roi qui plaidait auprès du peuple pour l’Assemblée nationale.

ON projette la fédération du 14 Juillet. Le Roi l’autorise, donne ses ordres pour son exécution, et l’Assemblée lui décerne encore des remerciements\*.

CITOYENS, vous l’avez vue cette fédération : vous avez vu les députés de toutes les gardes nationales du royaume partager toute leur affection entre le Roi et la Liberté, et s’honorer d’être également fidèles à l’un et à l’autre. Vous avez lu ce que le Roi a écrit de sa main sur cette mémorable époque. *C’est pendant cette solennité qu’il avait passé les moments les plus doux de son séjour à Paris, et il s’arrêtait avec complaisance sur le souvenir des témoignages d’attachement et d’amour, que lui avaient donnés les gardes nationaux de toute la France†.*

AINSI

\* Décret du 4 Juin 1790.

† Mémoire du Roi du 20 Juin 1790.



AINSI et la puissance législative, et la puissance armée, si leur mouvement n'eut pas été contrarié, ne tendaient qu'à se réunir avec le Roi. C'est qu'il est impossible d'approcher de Louis XVI. sans être entraîné par sa candeur et son amour du bien; c'est que dans cette foule de ministres qui pendant dix mois ont traversé son conseil, ceux là même qui y étaient entrés avec des intentions hostiles, en sont sortis ou avec de la bienveillance, ou avec des remords. Je ne cesserai de le répéter, je ne cesserai d'admirer en gémissant la vigilance et le génie qu'il a fallu aux méchans, pour empêcher toujours cette réunion qui toujours était au moment de s'opérer.

MAIS c'était précisément quand un rayon d'espoir s'était montré aux amis de l'ordre que les plus affreuses tempêtes étaient soulevées: il fallait renouveler l'empire de la terreur.

AINSI après la fédération, dont se repentirent ceux qui l'avaient faite, on vit successivement éteindre toutes les poursuites commencées au nom de la loi contre ceux qui troublaient et ensanglantaient les différentes parties de la France.

AINSI au mois d'Avril 1791, lorsque Louis XVI. succombant sous le poids des chagrins fut attaqué d'une maladie, qui pendant quelques jours parut inquiétante, lorsque la grande majorité du peuple de Paris eut manifesté pour son Roi cette affection



affection à laquelle on imposait silence depuis si longtems ; la calomnie s'agita de nouveau, et le 18 Avril Louis XVI. n'eut pas la liberté d'aller chercher dans sa campagne le repos nécessaire à sa convalescence ; le 18 Avril Louis XVI. resta pendant deux heures exposé à l'insolence et à la fureur d'une troupe égarée. Il eut à trembler pour tout ce qui lui appartenait, famille, amis, serviteurs. Et que fit Louis XVI. le 18 Avril ? La vengeance était dans ses mains, la loi l'autorisait ; une partie de la garde nationale était fidèle. Le commandant général voulait absolument faire respecter la majesté du trône et celle de la loi. Louis XVI. défendit de tirer sur ceux qui le couchaient en joue, se soumit à son sort, alla le lendemain demander à la loi non pas vengeance, mais protection, et la demander non pas pour lui, mais pour l'intérêt du peuple et pour celui de la liberté. Une harangue stérile fut tout ce qu'il obtint. Tout ce qui lui restait de serviteurs fidèles lui fut enlevé. Sa conscience fut tourmentée. Les libelles, les outrages, les menaces furent plus prodigués que jamais. Ses jardins en retentirent, les murs de son palais en furent couverts. La plus grande partie de l'Assemblée Nationale, la plus part des citoyens de Paris gémissaient, mais ne pouvaient que gémir. Des nouvelles plus affligeantes que jamais arrivèrent des Provinces ; la disette, le fanatisme, la

mort

mort les parcouraient. Louis XVI. partit pour Montmédy.

CITOYENS, je cherche à m'établir juge impartial de la conduite de Louis XVI. à cette époque mémorable, et je me demande quel pouvait être l'objet de ce voyage, qui, selon les divers motifs qu'on lui donnait, pouvait exciter ou la censure, ou la compassion, ou la reconnaissance.

ALLAIT-IL se joindre à une armée étrangère ? Non, car il n'en existait point, il n'en a existé qu'un an après sur cette frontière.

ALLAIT-IL se joindre au parti des Princes ? Non, car ils ont été surpris de la démarche, et blessés du silence qu'on avait gardé avec eux.

ENFIN méditait-il une guerre civile, ainsi que votre commission n'a pas craint de le conjecturer ? Non ; car il a été à Varennes le 28 Juin, ce qu'il avait été à Paris le 18 Avril ; — ce qu'il avait été à Versailles le 6 Octobre ; — ce qu'il avait été par tout le 14 Juillet. — Non ; car celui qui ne veut pas qu'une goutte de sang soit répandue pour lui, ne se détermine pas à en verser des flots. Celui qui n'a été ramené à Paris que parce qu'il n'a pas voulu consentir que sa sortie de Varennes coûtât la mort d'un homme, n'y allait pas avec le projet d'en faire égorger des milliers.

MAIS puisque les intentions prêtées à Louis XVI. par ses ennemis sont démontrées impossibles,

il faut bien que j'en revienne à celles qu'il a déclarées lui-même, et sans doute j'aurai fait beaucoup pour l'impartialité, en hésitant quelques momens entre eux et lui.

Je lis le mémoire qu'il a laissé à son départ, la déclaration qu'il a faite à son retour : j'y trouve le tableau de sa longue et stérile patience, de ses insupportables chagrins, de ses terreurs poignantes pour tout ce qu'il aimait, et je me dis : " il avait  
" fait plus que son devoir, en subissant tant d'é-  
" preuves, en dévorant tant d'insultes, en s'expo-  
" sant à tant de périls. Quand il ne pouvait plus rien  
" pour la patrie, il a cru qu'un autre devoir lui  
" commandait de *mettre sa famille en sûreté*\*. Ap-  
" paremment qu'il n'était pas le seul être vivant  
" sur le territoire Français, qui n'eût pas le droit  
" de *résistance à l'oppression*, et il ne lui a pas résisté,  
" il n'a fait que la fuir. Apparemment qu'il n'a-  
" vait pas *juré* d'immoler sa femme, ses enfants,  
" tous les siens ; et ne pouvant les défendre, il a  
" voulu les sauver - - - Alors je me sens saisi  
de la compassion la plus pénétrante qui ait jamais  
affecté le cœur humain.

Je retourne encore à ce mémoire et à cette déclaration ; j'y trouve que le Roi promet d'oublier toutes ses injures personnelles ; qu'il place dans cet oubli l'espoir de son bonheur ; qu'il demande une bonne constitution, mais qu'il ne prétend pas la faire, qu'il ne veut que l'accepter librement. J'y

vois



vois qu'à chaque page il argumente d'après la *déclaration des droits*, incessamment violée à son égard; qu'il sollicite *l'établissement de la liberté sur des bases fermes et inébranlables*, le respect des autels, le respect des propriétés, le respect des lois. J'y vois qu'il a la ferme résolution de repousser toute invasion étrangère, si jamais ces menaces, jusqu'ici sans effet, venaient à se réaliser. J'y vois enfin cette exclamation sortie du fond de son cœur : *Français, votre Roi sera toujours votre meilleur ami*; et je me dis : "oui, Louis XVI. "allant à Varennes, était l'ami des Français; il "n'a voulu être libre que pour que les Français "le devinssent. Médiateur entre les différens "partis qui déchiraient la France, il a voulu l'être "encore entre la France et ses voisins." Il n'a pas supporté l'idée que le Roi et son peuple ne pussent s'entendre que par une intervention étrangère. — Je me dis : "tant que la monarchie a été quel- "que chose en France, il n'y a pas un homme "juste et sensible, qui n'ait dû professer pour un "tel monarque le sentiment de la plus tendre "reconnaissance; et depuis l'établissement de la "république, il n'y a pas un seul républicain de "bonne foi, qui ne doive dire au moins, comme "les républicains Anglais le disaient de l'infortuné Charles I. Si nous voulions un Roi, le dernier "que nous avons eu était digne de l'être, autant que "gentilhomme sur la terre."

CITOIENS,



CITOYENS, vous approuvez sans doute que je jette un voile sur toutes les circonstances du retour de Varennes, et vous sentirez que si Louis XVI. a un intérêt à ce silence, ce ne peut être que l'intérêt de sa générosité. Parmi ces circonstances cependant, il en est une qui n'est pas connue et qui doit l'être.

LA famille royale était rentrée à Paris. Elle était enfin arrivée à son palais, elle était enfin retirée dans son intérieur. Le Roi demande à respirer un instant ; tout le monde sort ; un député de l'Assemblée Nationale qui lui était attaché par sa place, reste seul avec lui. Le Roi le regarde, ne lui adresse d'abord que cette parole : *Eh bien ?* Puis soulageant sa douleur pour la première fois, il lui dit à mots entrecoupés : *Ah ! tout ce que j'ai souffert depuis six jours ! que j'ai de peines ! que d'injustices ! tout ce que j'ai fait, oublié ! toutes mes bonnes intentions méconnues ! la Reine ! mes enfans ! deux innocens massacrés sous mes yeux, et pour moi ! Et ce peuple ! ah quelle différence de Cherbourg ! je ne suis pas changé, moi ; on l'eût bien vu, si je fusse arrivé à Montmédy ! mais comme ils ont égaré ce peuple ! oh ! comme les têtes sont montées ! il n'y a plus rien à faire ; On ne peut plus parler à l'opinion. Que deviendra la France ?* Le député, après avoir payé à Louis XVI. le tribut de son respect et de sa douleur, se laisse entraîner à blâmer les conseils qui, par une démarche si imprudente, ont plongé le Roi dans cet ex-

cès

*cès de malheur. — Que voulez-vous ?* répond le Roi ; *j'ai vu tout désespéré ; j'avais tout tenté, excepté ce dernier moien de salut, j'ai voulu le tenter aussi. — Mais pour quoi, Sire, cette déclaration, avant d'être arrivé au but de votre voiage ? — Parceque j'ai voulu agir franchement, parceque j'ai voulu qu'en apprenant mon départ, on apprit dans la même minute, que je partais pour établir et non pas pour combattre la liberté. Le député insiste. On commençait, dit-il au Roi, à sentir le besoin qu'on avait de vous, même pour cette liberté ; l'Assemblée tombait dans le discrédit. Le départ de V. M. lui a donné un pouvoir qu'elle n'avait jamais eu. — Ah ! tant mieux, s'écrie le Roi, qu'elle le garde, et qu'elle s'en serve pour rendre le peuple heureux. Je serai le premier à la bénir. Citoyens, l'interlocuteur de ce dialogue existe, il est très irrécusable, quoique sa place l'attachât à la personne du Roi, et vous sentez bien que si je pouvais jamais croire à la légitimité du procès qui s'instruit, ceux qui en seraient juges ne pourraient pas me refuser d'entendre le témoin que j'indique. Il s'en faut que les accusations aient de tels garans.*

*CITOYENS, je m'impose encore silence sur les deux mois qui ont suivi le retour de Varennes. Louis XVI. ne veut point qu'on accuse, et je ne puis avoir à le défendre pendant le temps où il n'a pu rien faire. Alors, selon la formule consacrée, l'autorité roiale sommeillait. La liberté du Roi était suspendue,*

suspendue, ainsi que sa puissance. L'Assemblée constituante administrerait seule; et comme elle était la seule autorité, c'était contre elle qu'on se liguait. Ceux qui ne voulaient pas de la constitution qu'elle établissait, parlons vrai, ceux qui dès lors voulaient anéantir la Monarchie, furent vaincus par l'Assemblée constituante au Champ de Mars le 17 Juillet 1791: ils ont été vainqueurs aux Thuilleries le 10 Août 1792.

Ce fut le 14 Septembre 1791 que fut signé entre la Nation et le Roi, le nouveau pacte dont l'imperissable autorité \* devait garantir à l'un la liberté la plus pure, à l'autre la plus belle couronne de l'univers†. Le Roi jura d'être fidèle à la Nation et à la Loi. La Nation jura d'être fidèle à la Loi et au Roi. L'un et l'autre jurèrent de maintenir de tout leur pouvoir la constitution: l'un et l'autre consentirent que l'expérience demeurât juge de la constitution: l'un et l'autre s'engagèrent à ne reconnaître pour moiens de réforme, que les moiens réservés à la Nation par la constitution.

La nouvelle législation s'assembla. Chaque membre prêta individuellement son serment. Chaque membre monta à la tribune, et la main posée sur l'Evangile de la constitution, proféra ces mots: " JE JURE de maintenir de tout mon pou-

\* Discours du Président de l'Assemblée Nationale constituante le 14 Septembre 1791.

† ibid.



“ voir la constitution du Roiaume, décrétée par  
 “ l'Assemblée Nationale constituante aux années  
 “ 1789, 1790, et 1791; de ne rien *proposer*, ni  
 “ *consentir*, dans le cours de la législature, qui  
 “ puisse y porter atteinte: et d'être, en tout,  
 “ fidèle à la Nation, à la Loi, et au Roi.”

C'ÉTAIT le 4 Octobre 1791 que le corps législatif avait prêté ce serment, et le 10 Août 1792 le Roi était prisonnier dans l'enceinte du corps législatif; le 13 il l'était dans la tour du Temple par ordre du corps législatif, et la constitution n'était plus.

CITOIENS, les dix mois qui se sont écoulés entre ces deux dernières époques, étant la matière du grand procès qui s'instruit, il m'a paru qu'ils devaient être renvoyés à l'instant où je traiterai la dernière question.

JE crois avoir satisfait à la première que je m'étais proposée. Sans doute j'ai omis une infinité de faits; de ces faits fugitifs, et dont la modestie de Louis XVI. ne voulait pas même fixer le souvenir; de ces faits habituels, qui font que la vertu journalière n'est plus une vertu remarquée. Ainsi parmi les soins publics auquel il s'est livré, je ne vous ai pas cité ce soin si précieux pour l'éducation de la jeunesse, ses fondations dans la Lorraine, ces établissemens par lesquels il associait toutes les classes de citoyens aux bienfaits de l'école militaire. Ainsi, en vous parlant de sa clémence,



mence, j'ai omis la pacification de la Corse, le bonheur qu'il gouta encore en pardonnant, et en abolissant jusqu'à la trace des délits. Je ne vous ai pas fait suivre le particulier tantôt s'égarant sous le toit du pauvre, y laissant des consolations et des secours; tantôt imaginant des genres de travaux, uniquement pour secourir l'indigence, sans encourager l'oïiveté. Je ne vous ai pas peint l'homme intérieur, qui est un si sûr garant pour l'homme couronné; ces mœurs si pures, si sévères même, et cependant si douces; cette probité si consacrée, que c'était un axiome que le Roi était le plus honnête homme de son Roiaume; et ce ne sont pas là les louanges de la flatterie; la flatterie donne à un Roi le surnom de Grand, elle ne lui donne pas le surnom d'Honnête Homme. Je ne vous ai pas peint le fils religieux, le mari fidèle, le père tendre, le bon parent, le maître indulgent, l'homme en un mot, qui, recueilli dans ces douces et légitimes affections de la nature, les épanche sur toute la grande famille à la tête de laquelle le Ciel l'a placé. Je ne vous ai pas dit enfin tout ce que la multiplicité des faits, la dispersion des monuments, l'éloignement des lieux où je méditais cette défense, le désordre enfin, plus ou moins grand, que tant de malheurs jettent dans les esprits, ont fait disparaître de ma mémoire.

MAIS ce que j'ai dit suffit, et ce que j'ai dit est vrai. Qu'il se lève celui qui osera me démentir.

Que

*This Senten-  
-gins adleten  
-Dupi 2 to 9  
by Dumoy  
in 1792 a la  
amony y hap  
y Tuilleries*

Que l'orateur de votre comité me réponde ; qu'il dise s'il connaît une autre vie de Louis XVI, ou si c'est dans celle que vous venez d'entendre, qu'il a eu le talent de découvrir *un Tyran constamment appliqué à retarder, à empêcher, à anéantir la liberté.*

Ah ! je m'avance avec une grande sécurité vers la nouvelle question dans laquelle je vais entrer. Il faut bien que je la traite *cette inviolabilité royale.* Je fais violence, je le fais, à la vertu de Louis XVI. Elle est si simple ! Son peuple ne lui a jamais demandé vainement une communication, quelle qu'elle fût. Il publie aujourd'hui sa conscience, comme il publiait autrefois son administration ; et quand on a osé le dire coupable, il n'a plus éprouvé d'autre besoin que celui de montrer qu'il est innocent.

MOI-MEME, je l'avoue, il m'en eût coûté, il en eût coûté à mon respect pour lui, de commencer par le couvrir de cette égide impénétrable de l'inviolabilité, avant de montrer qu'aucun trait lancé par la main de la justice ne pouvait l'atteindre.

MAIS à présent que sa vie entière le justifie mieux que les discours les plus étudiés ; à présent qu'il ne reste plus qu'à daigner honorer de quelques réponses des imputations qui ne peuvent donner d'autre embarras que celui de les concevoir ; l'homme qui a l'honneur de le défendre, ne doit pas se rendre complice de sa périlleuse générosité. Je dois maintenir ces grands principes dans leur intégrité,

té, pour le salut de son auguste personne, pour la majesté de la nation, autant que pour la majesté du trône, pour la tranquillité publique de toute l'Europe.

**CITOYENS,** je passe à la seconde question que j'ai posée.

et pour le bien de son auguste personne, pour la  
majesté de la nation, et pour la majesté  
du royaume pour la tranquillité publique de toute  
l'Europe.

Et pour ce, je prie à la seconde question que  
l'on pose.

J  
étr  
pa  
qu  
pré  
&  
qu  
l  
éta  
I  
pro  
mê  
C  
Ce  
cro  
théol  
pron  
détr  
supp



## DEUXIÈME QUESTION.

*Le Roi peut-il être accusé ?**Pouvez-vous être ses Juges ?*

CITOYENS,

**J**E soutiens que le Roi ne peut être accusé :

Parce que sa personne est inviolable &amp; sacrée.

Parce que, même devenu particulier, il ne peut être jugé que pour ce qu'il a fait depuis qu'il est particulier.

Parce que, même en supposant qu'il ait fait ce qu'on lui reproche, si l'Acte Constitutionnel n'a pas prévu le délit, on ne peut pas prononcer de peine ; &amp; s'il l'a prévu, on ne peut prononcer que la peine qu'il a prononcée.

Mes Propositions sont bien simples ; voyons à les établir.

*La personne du Roi est inviolable & sacrée.* Cette proposition porte sa preuve avec elle ; c'est le texte même de la Constitution que je viens de répéter.Chapitre 2,  
Section 1<sup>re</sup>,  
Art. 3.Qu'a-t-on fait pour échapper à une loi si précise ? Ce qu'on a fait, Citoyens ? une chose réellement incroyable : on a combattu le texte de la loi par la *théorie de la loi* ; on a prétendu annuler ce qu'avaient prononcé les Législateurs, parce qu'ils avaient pensé ; détruire leur volonté exprimée par leur intention supposée.Rapport de  
Maille.

C'est donc de la théorie de la loi qu'il s'agit ici ? Eh bien ! Citoyens, sur cette théorie je crois pouvoir donner à la Convention Nationale des notions plus certaines que celles qui lui ont été présentées. Je suis un de ceux qui ont préparé & fait passer cette loi ; j'étais alors membre de l'Assemblée Constituante, & membre du premier Comité de Constitution. Cette loi est du très-petit nombre de celles que la majorité de ce Comité a pu obtenir. Non, en vérité, nous n'étions pas *convenus que l'inviolabilité de la personne du Roi dût avoir des effets funestes pour la liberté publique !* Non, notre *intention* n'était pas que le Roi, *inviolable comme Roi, cessât de l'être comme individu* : non, nous n'admettions pas qu'on pût mettre en justice pour des faits personnels, une personne inviolable. Voici quelle a été la chaîne de nos idées & de nos principes.

L'Archevê-  
que de Bor-  
deaux, le  
Comte de  
Clermont-  
Tonnerre,  
MM Mou-  
nier, Ber-  
gasse, & moi.

Tout ce que nous étions de membres formant la majorité du premier Comité de Constitution, après avoir examiné sur quels principes nous devions régler le Gouvernement de la France, nous arrêtâmes trois résultats de notre examen.

1. Qu'en envisageant cette question sous le rapport de nos pouvoirs, nous n'étions pas maîtres de proposer un autre Gouvernement qu'une Monarchie, parce que la France entière avait déclaré sa volonté à cet égard, dans des mandats libres, positifs, & unanimes.

2. Qu'en nous décidant d'après les lumières de notre raison, nous voudrions encore une Monarchie,

La A  
Il  
Mon  
égale

parce qu'il nous paraissait douteux si, même pour cette forme de Gouvernement, la France n'était pas déjà trop grande : combien donc nous paraissait-elle démesurée pour tout autre !

3. Qu'une Monarchie mixte, également conforme, & aux vœux de nos commettans, & à notre vœu particulier, pouvait seule être le principe & le garant d'une vraie & solide Liberté en France ; & que dans toutes les combinaisons possibles, il n'existait pas un autre moyen que la balance des pouvoirs, pour réprimer l'abus du pouvoir.

Citoyens, vous avez décidé que nous nous étions trompés : ce n'est ni le lieu, ni l'instant d'appeler de cette décision. Qu'il me soit seulement permis d'observer que si nous nous trompions, alors toute la France se trompait avec nous. Tout ce que l'Antiquité a eu de grands hommes, tout ce que les siècles modernes ont eu de profonds penseurs, partageait notre erreur ; & du moins, dans le triomphe passager de notre opinion, avons-nous été plus tolérans que l'Assemblée Législative, qui, un mois avant la suspension du Roi, & deux avant l'abolition de la Royauté, *dévoit solennellement à une exécution éternelle*, les ennemis de la Monarchie, & les partisans de la République.

Séance du 6  
Juillet 1792.

Tel est donc le premier principe que nous posâmes :  
*La France sera une Monarchie mixte.*

*Il n'y a point de Monarchie sans l'inviolabilité du Monarque.* Second principe auquel nous conduisirent également le devoir, la raison, & l'expérience ; car si



nous nous sommes perdus, ce sont là les guides qui nous ont égarés.

Rapport de  
Maille.

Il me semble que la généralité de ce dernier principe a été avouée par votre Comité. Le Monarque une fois jugé nécessaire, on convient qu'il devait être inviolable. On fait seulement des distinctions & des exceptions. *Louis Seize, dit-on, inviolable comme Roi pour les actes de la royauté, ne l'était pas, comme individu, pour des actions particulières. Il s'agit ici de faits étrangers aux fonctions du Pouvoir Exécutif. Il doit être personnellement responsable pour les maux qu'il a faits personnellement.* L'objection est-elle assez fidèlement rendue ? Ai-je assez littéralement répété les propres termes dont on s'est servi pour l'établir ?

Eh bien, Citoyens, cette objection, je vais la renverser, je vais la briser, de manière qu'il n'en restera pas trace dans vos esprits.

Remarquez toujours que nous disputons ici sur le fait, & non pas sur le droit. En droit la loi existe ; elle est bonne, ou elle est mauvaise, mais elle existe. Elle est précise dans son expression, universelle dans son application ; elle n'admet ni distinction ni exception ; elle dit : *La personne du Roi est inviolable ; on ne peut y voir que ce qu'elle dit.*

Mais en fait on soutient que notre *théorie*, à nous qui faisons la loi, était que la loi fût enfreinte, qu'elle fût applicable dans un cas, & pas dans un autre.

A cela je réponds premièrement, que ceux qui ont établi le principe général, n'auraient pas manqué d'établir aussi les exceptions, s'ils en avaient conçu



quelques-unes : ils n'en ont pas exprimées, donc ils n'en ont pas voulues.

Je réponds ensuite, en produisant la vraie *théorie de la loi* à la place de la fausse que l'on a forgée pour s'en armer au besoin, & cette vraie *théorie*, la voici.

D'abord nous avons été frappés d'une idée qui nous a paru une grande vérité ; nous avons cru que c'était précisément dans les Monarchies mixtes que l'inviolabilité du Monarque devait être le plus positivement & le plus sévèrement érigée en loi.

Dans les Etats purement despotiques, elle serait sans but. Ce serait une vraie dérision que de publier une pareille loi à Constantinople : la force y fait tout ; les révoltes, les assassinats font là, dans l'ordre politique, des événemens ordinaires, comme les pestes dans l'ordre de la nature.

Même dans une Monarchie absolue, la loi de l'inviolabilité, sans être également absurde, est à-peu-près superflue. Il y a une telle distance du Trône à celui qui en est le plus près ; les intrigues & les cabales sont tellement liées avec la soumission au Souverain, ont tellement pour but d'accaparer sa faveur, de remplir les places dans son Conseil ; en un mot, l'homme qui, il y a quatre ans, eût parlé de former un parti contre Louis XVI, de l'emprisonner, de l'accuser, eût été regardé comme tellement en démente ; Louis XVI était alors si servilement obéi, si avidement sollicité par la plûpart de ceux qui ont été les plus acharnés à le méconnaître, & à le perdre, que dans l'ancienne France, le Trône n'avait pas besoin du rempart

d'une telle loi. Que croit-on qu'eût répondu Louis XIV, si les membres de son Conseil lui eussent proposé de déclarer par une loi, que sa personne était inviolable, & ne pouvait être mise en justice ?

Mais dans un Etat mixte, où le Peuple est compté, où il exerce la noble & juste influence qui lui appartient, où la loi est faite par lui, où le puissant nom de Liberté est toujours dans sa bouche, où la Monarchie, en un mot, est en présence de la Démocratie, c'est-à-dire, un en présence de tous, oh ! c'est alors qu'il faut travailler pour que cet un soit plus, non-seulement, qu'un être ordinaire, mais qu'un être naturel ; pour qu'il sorte entièrement de la condition commune ; que ce soit quelque chose de sacré à quoi l'on ne puisse toucher, quelque chose de parfait qui ne puisse faire mal, quelque chose d'éternel qui ne meure jamais. N'ayez pas de Roi, si vous voulez ; ce n'est pas là la question que je traite : mais si vous en avez un, il faut qu'il soit tel ; mais celui que vous vous êtes donné par votre Constitution a été tel ; & l'être qui ne pouvait mal faire, ne pouvait être puni. Voilà notre *théorie* ; voilà le système de l'inviolabilité royale dans toute sa pureté, & dans la plus exacte vérité.

Eh ! qui ne sent que s'il n'en était pas ainsi, à chaque instant l'Administration serait arrêtée, le Gouvernement dissous, le Trône vacant ? L'être qu'on aurait condamné à s'y asseoir, environné de précipices, attaqué seul par toutes les passions de plusieurs millions d'hommes, incapable de gouverner son Etat, parce qu'on le forcerait toujours à défendre sa per-

sonne, responsable ensuite, pour n'avoir pas fait ce qu'on l'aurait mis dans l'impossibilité de faire, serait le plus infortuné des hommes, comme son Peuple serait le plus malheureux des peuples.

C'est précisément parce que la nature n'a fait aucun homme infallible, que la politique a créé un Roi impeccable, afin qu'un oubli de la part de celui qui porte le poids de tant d'affaires, afin qu'une erreur de la part de celui que tant d'intérêts cherchent à séduire, afin qu'un refus de la part de celui que tant de sollicitations assiègent, ne devinssent pas un prétexte pour bouleverser l'Etat.

Les avantages positifs de la Royauté sont nombreux, disions-nous ; mais ses avantages négatifs sont immenses. Tout ce qui n'est pas, par cela seul qu'un Roi est, voilà ce qui nous paraissait le plus grand argument en faveur du Pouvoir Monarchique ; & nous prisions les Rois, bien moins encore pour le bien qu'ils peuvent faire, que pour tout le mal qu'ils empêchent.

Ainsi parce qu'un Roi est là, placé par la nature à la tête du Corps social, personne ne peut songer à s'y placer ; & comme dans le cas où un pourrait y songer, mille, cent mille le pourraient aussi, toutes les rivalités qu'enfanterait cette ambition, tous les crimes qu'enfanteraient ces rivalités, sont inconnus & impossibles.

Parce qu'un Roi est là, chargé de distribuer les emplois, & intéressé par sa gloire, par la tranquillité de son règne, par la sécurité de son ministère, à tou-

jours choisir les plus dignes, les emplois ne deviennent point la proie de l'incapacité, le prix de la corruption, le salaire du crime. Tout l'Etat n'est pas en convulsion parce qu'un ambitieux veut avoir de grandes places, ou un avaré de grandes richesses. Cette flatterie, plus terrible encore pour les peuples, que pour les individus, n'exerce pas ses ravages, & l'on ne rivalise pas à qui corrompra le plus une Nation.

Parce qu'un Roi est là, dont la dignité ne peut jamais être égalée, & dont la Couronne brille de tout l'éclat répandu sur ses Sujets, l'homme qui sert sa Patrie n'a pas à craindre une ingratitude décourageante, & la Patrie elle-même n'a pas à craindre cette funeste mobilité, cette jalousie mortelle pour les Etats, qui rappellent un Général du milieu de ses victoires, ou qui écartent un bon Citoyen dans le cours de ses services.

Enfin, parce qu'un Roi est là, à qui seul appartient, sans dépendance & sans partage, toute la partie exécutive du Gouvernement, la confiance est plus grande, & la vigilance plus facile. Le Peuple a toujours les yeux sur ce centre unique ; il fait à qui tenir compte de son bonheur, ou à qui adresser ses griefs ; il fait à qui demander des subsistances, & auprès de qui chercher un appui ; il ne se trouve pas placé entre mille partis, incertain quel choix il fera, exposé à des méprises perpétuelles, ne sachant à qui porter ses demandes, son estime, sa reconnaissance, sa haine.

Maintenant je demande si tous ces avantages inhérens à la Monarchie ( & apparemment qu'il faut  
se



se procurer les avantages du Gouvernement qu'on établit), je demande, dis-je, si tous ces avantages ne disparaissent pas dès que la personne du Roi n'est pas inviolable ; je demande où s'arrêteront les accusations, & si nous n'arriverons pas à ce qui vous a été présenté en effet comme la perfection du Gouvernement, à l'*artisan, qui va trouver le Roi, & qui lui dit : " Suivez-moi chez le Juge-de-paix."* Citoyens, je ne fais si mon langage va vous surprendre ; mais établissez la Royauté sans inviolabilité, & je déclare que je ne connais pas de plus terrible fléau que la Royauté ; elle sera précisément inverse de ce qu'elle doit être. Au lieu d'être impuissante pour le mal, & toute-puissante pour le bien, elle deviendra nulle pour le bien, & sera la source de tous les maux. D'une part, vous aurez fait une victime, ou un tyran ; de l'autre, vous aurez plongé un Peuple dans la servitude, ou dans l'anarchie.

Mais cet être inviolable & sacré pourra donc, lui, violer impunément tous nos droits, nous sacrifier arbitrairement à ses passions ? Non, il ne le pourra pas. Une loi est là pour prévenir le crime par la terreur, ou pour le punir par le supplice. Si le mal se commet, les malfaiteurs seront châtiés ; mais le Roi ne peut rien faire à lui seul, & le Roi ne peut faire mal. De-là *la responsabilité des Ministres, des Conseils, des Agens du Roi*, troisième principe lié nécessairement aux deux autres.

On ne peut rien prendre dans le trésor public, s'il n'est livré par le Ministre qui en est le gardien ; on ne peut faire une Proclamation qui ne soit signée d'un

Secrétaire d'Etat, conclure un traité qui ne soit signé du Ministre des Affaires Etrangères ; on ne peut faire marcher des troupes sans un Ministre qui les commande, ou sans un chef qui les conduise ; enfin on ne peut conspirer contre la fortune ou la liberté publique, sans qu'il y ait des Conseils, ou au moins des agens. Pour tous ces crimes vous voyez qu'il y a des répondans : ce sont eux seuls qui les commettent, & qui les expient ; ce n'est jamais le Roi : la fiction de la loi n'admet pas qu'il soit leur complice, comme la rigueur de la loi ne permet pas qu'il soit leur sauveur. A ce prix il ne se trouvera pas beaucoup d'intrumens de la tyrannie, & peu d'hommes veulent payer de leur tête les crimes d'un autre.

Mais *les faits particuliers*, dit-on, *les délits qu'il a commis sans agens ?*

Je réponds premièrement que je ne connais qu'un seul délit qu'on puisse commettre sans agens contre tout un Peuple ; l'Acte Constitutionnel l'a prévu : nous en parlerons ; mais ce cas n'est pas celui de Louis XVI.

Rapport de  
Maille.

2°. Si je fixe les délits pour lesquels on parle de punir Louis XVI, j'ai peine à contenir, je l'avoue, l'indignation qui s'empare de moi. *Il les a commis*, dites-vous, *sans agens* ; c'est parce qu'il n'y a point de tête qui vous en réponde, que vous vous attaquez à la sienne ? Mais je vois les procès-verbaux de vos prédécesseurs, & les vôtres, remplis de décrets d'accusation lancés, pour ces mêmes délits, contre ceux que l'on a nommés les *agens* & les *complices* de Louis XVI. Mais je vois une terre étrangère couverte de ministres

*du Roi*, constitués, pour ces mêmes délits, en état d'arrestation. Mais je vois vos prisons encombrées de tous *ses ministres, conseils, ambassadeurs, correspondans, serviteurs*, incarcérés, toujours pour les mêmes délits. Mais je vois deux Ministres des Affaires Etrangères, un Ministre de la Guerre, accusés & emprisonnés pour ces mêmes délits ; déchirés depuis le 2 Septembre jusqu'au 8, dans ces orgies de sang qu'on a appelées *la justice du Peuple*. Ainsi donc, on aurait jugé coupables tous les amis du Roi, pour lui enlever leur secours ; & après leur exil & leur massacre, on les reconnaîtrait innocens, pour lui ôter la vie !

3°. Enfin, & cette dernière réponse tranche toutes les difficultés, quand même il pourrait exister un délit commis par le Roi seul, sans aucun agent, l'inviolabilité de sa personne ne permettrait pas encore qu'on la mît en justice. Sans doute ce serait là un des inconvéniens de l'inviolabilité du Monarque, c'est-à-dire de la Monarchie, car l'une est inséparable de l'autre : mais prétendez-vous qu'aucune forme de gouvernement, qu'aucune institution humaine soit exempte de tout inconvénient ? Regardez autour de vous ; allez aux prisons de l'Abbaye, à celles de la Force ; transportez-vous en idée à Versailles, à Lyon, à Marseille, à Nîmes, à Avignon, & osez dire que la Démocratie n'a pas aussi ses inconvéniens. Il s'agit donc ici, comme dans tout ce qui appartient à la faible humanité, de balancer les avantages avec les inconvéniens, & de juger lesquels l'emportent. Il s'agit de comparer même les inconvéniens entre eux,



& de choisir *minima de malis*. Or est-ce de bonne foi que le danger unique, à peine admissible, de voir, dans tout un siècle, un crime échapper à la peine par l'inviolabilité royale, peut être mis en parallèle avec les dangers multipliés, certains, journaliers, qui, sans cette inviolabilité, menaceraient l'Etat de convulsions perpétuelles, de toutes les horreurs de l'anarchie, & d'une totale dissolution ?

Ainsi donc, dans tous les cas, dans tous les tems, quoi qu'il ait fait, le Roi doit conserver, comme Roi, son innocence légale ; le Roi ne peut mal faire, la personne du Roi doit rester inviolable & sacrée ; & ainsi l'a déclaré la loi.

Voilà, Citoyens, quelle a été notre *théorie*. Jusqu'ici je crois en avoir dit assez pour laisser les dénonciateurs de Louis XVI, sinon sans réplique, au moins sans réponse. Eh bien ! je n'ai pas tout dit, & je vous demande une nouvelle attention.

Cette doctrine, lorsqu'elle a été proposée à l'Assemblée Constituante, & adoptée par elle, n'était pas une chose nouvelle ; elle était, & elle est dans toute sa force en Angleterre. Voyons si les Anglais l'entendent comme nous l'avons entendue.

J'ouvre Blackstone, l'oracle du Droit public, civil, & municipal d'Angleterre, & je parcours son chapitre 7, *sur la personne & la prérogative du Roi*. Voici d'abord ce que j'y trouve. Citoyens, ce n'est pas un esclave, c'est un Anglais qui parle, & c'est tout-à-l'heure qu'il écrivait ; son livre, commencé en 1750, a paru en 1765.



“ Dans tout Etat Monarchique, il est nécessaire de  
 “ distinguer le Prince de ses Sujets, non-seulement  
 “ par la pompe étrangère, & la décoration éclatante  
 “ de la Majesté, mais encore en regardant comme  
 “ inhérentes à sa personne royale, certaines qualités  
 “ distinctes & supérieures à celles d'aucun autre indi-  
 “ vidu dans la Nation. Un Philosophe considérera  
 “ purement la personne du Roi, comme celle d'un  
 “ homme appelé par un contrat naturel à en gou-  
 “ verner d'autres, & il lui rendra les respects & les  
 “ devoirs qu'exigent les principes de la société;  
 “ mais la masse des hommes sera portée à devenir  
 “ insolente & réfractaire, s'ils considèrent leur Prince  
 “ comme un homme qui n'a rien de plus qu'eux.  
 “ La loi assigne donc au Roi, dans la hauteur de  
 “ son caractère politique, non-seulement de vastes  
 “ pouvoirs & de larges émolumens qui constituent  
 “ sa prérogative & son revenu, mais encore certains  
 “ attributs d'une nature supérieure & transcendante,  
 “ telle que la multitude, frappée de l'éclat qui l'en-  
 “ vironne, voit en lui un être supérieur, & lui paie  
 “ ce profond respect, si nécessaire à celui qui fait  
 “ aller la grande affaire du Gouvernement.”

C'est après avoir offert cette grande & profonde idée  
 de la dignité royale dans son ensemble, que Blackstone  
 annonce qu'il va en examiner successivement les diffé-  
 rentes branches.

La définition qu'il donne de la personne du Roi  
 en Angleterre, est celle qu'avaient donnée, avant  
 lui, Bracton & Fortescue. Ecoutez, Citoyens, & ne  
 jugez que quand vous aurez tout entendu; écoutez

Blackstone,  
chap. 7, liv. 1.  
Bracton, liv.  
1, chap. 8.  
Fortescue, ch.  
9 & 34.

comment un Roi est défini par cette Nation dont Montesquieu a dit, *Qu'aucune dans l'univers n'avait aussi bien connu la valeur de trois grandes choses, la religion, la liberté, & le commerce.*—"Le Roi est le

" vicaire & le ministre de Dieu sur la terre; tout in-  
" dividu lui est soumis, & lui-même n'est soumis  
" qu'à Dieu & à la loi, car c'est la loi qui l'a fait  
" Roi."

La première conséquence qui résulte de ce principe, c'est " qu'aucune action ne peut être intentée contre  
" le Roi, même en matière civile, parce qu'aucune  
" Cour ne peut avoir juridiction sur le Roi. Toute  
" juridiction emporte supériorité de pouvoir; or qui  
" est supérieur au Roi? Tout juge rend un arrêt  
" frivole & méprisable, qui ne peut pas en comman-  
" der l'exécution: or, qui commandera au Roi?"

Une seconde conséquence (écoutez encore, citoyens, & connaissez bien toute la théorie de l'inviolabilité royale) une seconde conséquence, c'est que *par la loi la personne du Roi est sacrée, quand même les mesures poursuivies sous son règne seraient complètement tyranniques & arbitraires; car aucune juridiction sur la terre n'a le pouvoir de poursuivre le roi criminellement. Une telle juridiction serait la fin de la Constitution; car l'action libre d'une des parties constituantes du Pouvoir Législatif suprême serait détruite.*

Jusqu'ici, Citoyens, vous voyez combien les principes du premier Comité de Constitution, & à cette époque, de toute l'Assemblée Constituante, s'accordaient avec ceux du Gouvernement Anglais, sur l'inviolabilité du Roi: poursuivons.

“ Outre le pouvoir souverain, (dit Blackstone,) ” la loi attribue aussi à la personne politique du Roi, ” la souveraine perfection. *Le roi ne peut faire mal.*”

Ici le publiciste Anglais se fait l'objection que nous nous sommes faite.—“ Cet être inviolable pourra-t-il ” donc être injuste impunément ? Les Anglais n'au- ” ront-ils donc point de recours, si la Couronne en- ” vahit leurs droits, ou par des injures privées, ou par ” des oppressions publiques ?”—La loi répond qu'elle a ménagé aux Anglais un double remède.—Contre les injures privées, ils peuvent, (non pas assigner le Roi, car le sujet observe toujours les formes de la soumission, mais) “ *lui présenter une pétition* dans sa Cour ” de Chancellerie ; & sous le nom de *grâce* ( car la souveraineté ne descend jamais de sa hauteur ) le ” Chancelier leur fait justice. Contre les oppressions ” publiques, la loi a assigné la responsabilité des Mi- ” nistres & Agens. Le Roi ne peut abuser de son ” pouvoir sans l'avis de pernicious Conseillers, & de ” Ministres dépravés : ces hommes sont examinés & ” punis.”

Enfin, Citoyens, se présente la distinction qui a été faite par votre Comité, entre les actes du Gouvernement, & les actions personnelles du Roi. Savez-vous, Citoyens, qui se joint ici à Blackstone pour vous répondre ? LOCKE ; & voici littéralement ce que Locke répond à vos Comités. “ Le mal qu'un Sou- ” verain peut faire par lui-même, ne pouvant ni se ” produire souvent, ni s'étendre loin ; sa force indi- ” viduelle ne pouvant lui suffire pour renverser les



“ loix, & opprimer, à lui tout seul, le corps du  
 “ peuple, l’inconvénient de quelques injustices parti-  
 “ culières, qui peuvent se commettre quelquefois,  
 “ lorsque des Princes égarés montent sur le trône,  
 “ est plus que compensé par la tranquillité publique  
 “ & la sécurité du Gouvernement, attachées au salut  
 “ & à l’inviolabilité du premier Magistrat.”

Citoyens, il faut encore ajouter à ce que vous venez  
 d’entendre ; il faut aller jusqu’où l’on peut aller ;  
 il faut que la franchise du défenseur soit digne de  
 celui qu’il a l’honneur de défendre. Réalisons donc  
 une de ces chances que les combinaisons infinies d’un  
 siècle d’événemens peuvent faire éclore ; créons un  
 de ces phantômes, que tant d’imagination rêvent  
 aujourd’hui..... enfin prenons sur nous de prononcer  
 sérieusement toutes ces exclamations, tous ces mots  
 vuides de sens, à force d’être pleins d’exagération,  
 avec lesquels on prétend caractériser les actions de  
 Louis XVI, & disons en répétant nos adversaires : *Si  
 le Roi a usé de sa puissance constitutionnelle pour tuer la  
 liberté ; s’il a tramé une trahison, dont les fils invisibles  
 embrassaient toute la France ; le Corps Législatif est-il  
 donc tellement lié par les principes de l’inviolabilité royale,  
 qu’il doive laisser périr la chose publique par une aveugle  
 religion ? doit-il imiter la conduite de ces peuples super-  
 titieux de l’antiquité, qui périssaient, plutôt que de  
 frapper les animaux cruels, qu’ils regardaient comme  
 sacrés ? Louis XVI est-il un dieu terrible, dont nous  
 devons bénir les coups ; ou un homme criminel dont nous  
 devons punir les forfaits ? &c. &c.*

Rapport de  
 Maille.

Voilà



Voilà bien, Citoyens, ce qui vous a été dit par l'orateur de votre Comité ; & de toutes ces questions il en a tiré sur-le-champ la conclusion : *donc Louis XVI doit être jugé.*

Eh bien, Citoyens, ces mêmes questions, Blackstone se les est faites, & vous allez voir que c'était un homme libre, & digne du nom d'Anglais. Il suppose le cas dans lequel *une oppression inconstitutionnelle, de la part du pouvoir souverain, s'avancant à pas de géant, menacerait l'Etat d'une entière désolation.* Alors, dit-il, *les Anglais sacrifieront-ils leur liberté à un attachement scrupuleux pour ces anciennes maximes, qui n'avaient été établies que pour l'affermir ?* La réponse de Blackstone, c'est que la loi doit se taire, ne pas prévoir la possibilité d'un tel malheur, ne pas présenter le Souverain-Magistrat, comme justiciable de ceux qu'on juge en son nom, ni comme capable de crimes qu'il est chargé de faire punir. Mais si ce malheur arrivait, Blackstone, *dans le silence de la loi, remet le dépôt de la liberté publique à ce pouvoir secret, inhérent aux sociétés, que ni climat, ni temps, ni constitution, ni contrat, ne peuvent détruire, ni altérer, en un mot à LA NATURE & à LA RAISON.* Prenez garde, Citoyens, *à la nature, & à la raison ;* non pas à la folie & à l'inhumanité. Et qu'ordonnent, que permettent *la nature & la raison,* contre le Prince qui a entrepris de subvertir la Constitution, qui a brisé le contrat originel entre le Roi & le peuple, qui a violé les loix fondamentales ? Voici la réponse : Cette accu-

*mulation de circonstances est équivalente à une Abdication; le Roi est censé avoir abdiqué; le Trône est vacant.*

Voilà en effet tout ce que *la nature* permet, & tout ce que *la raison* ordonne. Il peut être des cas où une Nation a le droit de dire à un homme : *nous ne voulons plus vous obéir* ; il n'en est pas où elle ait le droit de lui dire, *nous voulons vous tuer*, quand elle ne lui a pas dit auparavant, *si vous faites cette action, vous serez tué*. Qu'est-ce donc quand elle lui a dit, *mettez-vous à notre tête, dévouez-vous aux soins & aux peines du Gouvernement, & nous vous jurons que votre personne sera inviolable & sacrée* ?

Ainsi l'inviolabilité de la personne du Roi existe encore jusques dans la destruction de son caractère royal. Blackstone applaudit à la Convention, qui déclara que Jacques Second avait abdiqué ; & quand il parle des Juges de Charles Premier, il s'écrie, *ce tribunal infâme & inoui, que formaient des régicides !*

Il ne reste plus qu'à savoir si l'Assemblée Constituante a poussé aussi loin en France le système de l'inviolabilité ? J'ouvre la Constitution, & j'y trouve que, si le Roi refuse le serment constitutionnel, s'il le retracte, s'il se met à la tête d'une armée ennemie, s'il ne s'oppose pas à une entreprise pareille, faite en son nom, *il sera censé avoir abdiqué la Couronne*. Lorsque cet article a été proposé & décrété, le premier Comité de Constitution n'existait plus : il eût observé la sage circonspection de Blackstone, & n'eût pas voulu que la loi prévît la possibilité de telles circonstances ; mais au silence près, le second Comité,

& avec lui, l'Assemblée Constituante, ont persisté dans la même théorie ; ils n'ont pas dit, *le Roi sera jugé, le Roi sera puni* ; ils n'ont pas même dit, *le Roi sera déchu* ; ils ont dit, comme Blackstone, *le Roi sera censé avoir abdicqué, & cela parce que le Roi est inviolable & sacré.*

C'était le temps où Louis XVI avait essayé de gagner Montmédi. La pureté de ses intentions était ignorée par les uns, & calomniée par les autres ; son voyage était présenté comme un délit : l'Assemblée Constituante ne disait pas, *le Roi nous a abandonné, le Roi a fui* ; elle disait, *le Roi a été enlevé, & cela parce que le Roi ne peut mal faire.*

Eh bien, Citoyens, la théorie de l'Assemblée Constituante, sur l'inviolabilité royale, vous paraît-elle assez clairement déduite ? Est-elle assez identiquement conforme avec la théorie de la Constitution Anglaise ? Enfin le texte de la loi, que la supposition d'aucune théorie ne pouvait affaiblir, reçoit-il un surcroît de force assez irrésistible par la démonstration de sa théorie véritable ? Oui, le Roi est inviolable, il est impeccable. La loi l'a fait tel, la loi l'a voulu tel. Le fait, l'intention, le principe, l'exemple, tout se réunit pour couvrir le Roi Louis XVI d'un bouclier impénétrable à tous les traits.

Daignerai-je m'arrêter aux deux dernières objections que l'on a opposées, soit aux principes, soit aux exemples, sur lesquels repose cette éternelle vérité ? Oui, sans doute, je m'y arrêterai, moins pour les honorer d'une réponse, que pour vous faire juger,



Citoyens, ce que doit être l'accusation à laquelle on ne trouve que de tels appuis.

En principe on a dit : " Soit, l'inviolabilité royale existait par la Constitution ; mais la Constitution a disparu, donc l'inviolabilité a disparu avec elle ; on ne peut pas exciper de ce qui n'existe plus." Et l'on a appelé cela *une logique irrésistible*.

En exemples, on a été compiler toutes les histoires ; dans les fastes de l'Europe entière, pendant 900 ans, on est parvenu à trouver cinq faits, dont les uns sont étrangers à la question, dont les autres sont autant de crimes ; & l'on a appelé cela une foule d'exemples.

Quant au *principe*, vous sentez bien, Citoyens, que je ne le discuterai pas sérieusement ; ce serait dégrader la raison. Je me bornerai à vous présenter quelques conséquences, qui résulteraient de ce nouveau principe, tout aussi infailliblement que celle qu'on veut en tirer.

Ainsi l'assassin qui a inondé Paris de sang, depuis le 2 jusqu'au 8 Septembre, dirait à son Juge, s'il s'en trouvait un qui eût le courage de le citer : *Vous n'avez aucun droit sur moi ; car les meurtres que j'ai commis, n'étaient punissables que par la loi ; or nous avons détruit les loix.*

Ainsi tous les hommes qui ont été revêtus en France d'un pouvoir quelconque, en vertu de la Constitution, on pourrait leur dire : *Vous n'avez pas fait un seul acte qui ne soit une usurpation ; exigé une seule taxe qui ne soit une concussion ; prononcé une seule peine qui ne soit une vexation ; car vous ne pouvez exciper du pouvoir que vous a donné une Constitution détruite.*



Ainsi l'Assemblée Législative se serait anéantie elle-même, en anéantissant la Constitution ; elle aurait frappé d'une nullité ineffaçable tout ce qu'elle a fait, non-seulement depuis le 10 Août, mais depuis le premier moment de son existence ; elle ne serait plus, dès sa naissance & dans toute sa durée, qu'une Assemblée illicite ; car son droit ne venait que de la Constitution, & la Constitution est détruite.

Ainsi, par une suite nécessaire, la Convention Nationale elle-même serait participante de la nullité de l'Assemblée, qui l'a convoquée étant sans pouvoir, & qui, devenue illicite, ne pouvait plus rien faire de légal.

Quant aux exemples, je suis étonné qu'on ne vous ait pas cité *Jacques Clément*, & *Ravaillac*, car ce sont aussi des exemples ; & en vérité, ces assassinats fanatiques ont quelque chose de moins odieux que l'assassinat juridique de Charles Premier, & qui vous a été présenté au milieu de tant de blasphèmes contre cette intéressante victime.

Citoyens, je vous ai annoncé que le moment viendrait, dans le cours de cette plaidoyerie, où j'examinerais avec vous le procès de Charles Premier, & où vous apprécieriez les orateurs qui vous en ont entretenus jusqu'ici. Ce moment est arrivé ; mon devoir est de bien rappeler aux uns, de bien faire connaître aux autres, toutes les circonstances de cette tragédie, & ce sera à vous de décider si vous voulez la renouveler.

Charles Premier, doué de toutes les vertus morales, pur dans ses vues, mais absolu dans ses moyens, trouva,

en montant sur le trône d'Angleterre, la prérogative royale étendue bien au-delà de ses anciennes limites. Ses prédécesseurs la lui ayant ainsi transmise, il crut pouvoir regarder cette possession comme un droit, & résolut de la maintenir. La Nation étant elle-même divisée sur cette grande question, & une partie des Anglais croyant qu'il importait à leur propre bonheur que la Couronne eût un tel degré de pouvoir, Charles trouvait dans cette considération de quoi tranquilliser sa conscience. Il perçut donc des taxes qui n'étaient point autorisées par la loi, mais dont plusieurs l'étaient par l'usage, & qui toutes, de l'aveu même de ses ennemis, étaient employées pour le bien de l'Etat. Il fit arrêter plusieurs Anglais, & les fit juger ensuite par des tribunaux, qui étaient de véritables commissions ; mais ce n'était pas lui qui les avait créés. On le vit dissoudre plusieurs Parlemens ; mais la Constitution, dans toute sa sévérité, lui en donnait le droit. Des individus étaient mécontents, & avaient sujet de l'être ; mais la masse du Peuple était heureuse. Trois partis se formèrent : l'un composé d'hommes vertueux, amis de la liberté ; l'autre de fanatiques insensés ; le troisième d'hypocrites ambitieux. Charles s'entendit avec les premiers, accorda *la pétition de droit*, & ce parti devint le sien. Les deux autres étaient résolus de le poursuivre..... Une armée fut levée contre lui ; il envoya des soldats à sa rencontre, en leur recommandant de ne faire que se montrer. Il signa un traité, d'après lequel on devait désarmer des deux parts : Charles renvoya son armée ; & les re-

belles gardèrent la leur. Le Long Parlement s'assembla, & voulut régner. Tout ce qu'on pouvait faire de concessions à la liberté du Peuple, de sacrifices au desir de la paix, Charles les fit ; mais chaque fois que le Peuple était ému par la reconnaissance, les Communes le soulevaient par de nouvelles calomnies & de nouvelles terreurs.—Elles firent périr, par des assassinations juridiques, les amis & les conseils de Charles ; elles levèrent des soldats, & mirent des impôts ; la guerre civile commença.....Charles se montra tour-à-tour clément dans la victoire, & grand dans le malheur. Il fut successivement prisonnier, des Ecolais, du Parlement, & de Cromwell, pour lequel seul travaillaient toutes les factions, & qui fondait sa tyrannie par la main des Indépendans. Le Parlement s'aperçut trop tard qu'en renversant un Roi, il avait élevé un tyran. Alors cette armée que les Communes avaient levée, marcha contre elles, & les subjuguait. Le Roi s'échappa, fut repris ; & Cromwell osa concevoir le projet de le mettre en jugement. Le Long Parlement lui-même frémit à cette idée ; il arrêta qu'il traiterait avec le Roi. Le Peuple était revenu dès long-temps ; le Trône allait être relevé ; la paix publique rétablie.....Un chartier, devenu Colonel, reçoit de Cromwell l'ordre de purger les Communes. Cent soixante membres sont exclus, cinquante-deux restent ; ils font jeter en prison une partie de leurs collègues ; ils anéantissent la Chambre Haute ; ils se déclarent la Nation Anglaise ; ils accusent de haute trahison *Charles Stuart, Roi d'Angleterre* : &, sur le



refus des douze grands Juges, qui déclarent unanimement que *le Roi ne peut être mis en justice*, ils nomment, pour le juger, 133 Commissaires pris dans l'armée, dans le barreau, parmi les tailleurs, les bouchers, & les chartiers de Londres. On n'en put jamais rassembler plus de 70, *tant il était difficile*, dit M. Hume, *malgré l'impulsion de la terreur, & l'appât de l'intérêt, de trouver un homme s'estimant un peu lui-même, qui voulût entrer dans une si criminelle mesure.*

Citoyens, je n'ai pas à vous peindre la grandeur, la patience, la mort sublime de Charles Premier; les grands traits de cette scène douloureuse vous sont présents : ce que j'avais à vous offrir, c'était un tableau qui réunit tous les détails fugitifs, dont la suite peut échapper à votre mémoire, & dont votre position vous ordonne de fixer l'ensemble.

Que faisait cependant la Nation Anglaise, pendant que cinquante-deux usurpateurs prétendaient la représenter, que soixante & dix régicides prétendaient la venger, & qu'un tyran s'apprêtait à l'asservir ? Elle était plongée dans la consternation & dans la terreur, chargée de plus d'impôts qu'elle n'en avait jamais supportés, livrée à un arbitraire qu'elle n'avait jamais connu, spoliée par des brigands, qui, pour justifier leurs vols, se comparaient aux *Hébreux dérobant les vases des Egyptiens* ; jugée par des Commissions qui promenaient impunément leur glaive sur les têtes les plus innocentes. Toujours entre le pillage, la prison, & la mort, elle craignait de laisser échapper un murmure. Une seule voix avait osé, en face du tribunal régicide,



régicide, renier, au nom du *Peuple Anglais*, l'attentat qu'on voulait revêtir de ce nom, & cette voix était celle d'une femme.\* Un seul individu avait osé invoquer publiquement *la bénédiction du Ciel pour la Majesté opprimée*, & c'était un soldat des tyrans, que l'aspect du vertueux Roi avait vaincu & transporté hors de lui. Tout le reste se portait sur le passage de l'infortuné Monarque, lui exprimait, par ses regards, ce qu'il n'osait lui faire entendre, & baignait la terre de ses larmes. L'instant où mourut cet homme juste, fut une révolution dans la nature. Toutes les douleurs, tous les remords éclatèrent avec violence. Toutes les familles crurent avoir perdu leur chef; tous les individus redemandaient leur Roi & leur père. Des femmes avortèrent; des hommes tombèrent morts; d'autres perdirent l'usage de leurs sens, ou celui de leur raison. L'histoire a recueilli ces funestes prodiges; & forcée de transmettre aux générations futures la mémoire de cet épouvantable forfait, elle y a joint du moins l'avertissement terrible de toutes les calamités qui l'ont suivi.† Enfin, après onze années de malheurs insupportables au-dedans, malgré les triomphes extérieurs, le Peuple Anglais respira, reprit ses droits, & soulagea sa douleur. Une infiniment petite partie de la Nation avait été coupable, la Nation entière se repentit: le Martyr Royal fut inscrit dans les fastes religieux de l'Angleterre; & son nom consacré par une solennité qui se célèbre tous les ans, qui ferme tous les spectacles, qui fait vaquer tous les tribunaux, & qui est destinée uniquement à

\* Lady  
Fairfax.

† Voyez  
M. Hume.

honorer la cendre du Roi, à maudire la mémoire de ses meurtriers, à invoquer la clémence du Ciel sur l'Angleterre, pour avoir laissé commettre le crime qu'elle a toujours détesté.

Vous qui vous êtes fait complices des *Bradshaw*, & des *Harrison*, après leur mort, venez maintenant discuter avec froideur *les formes* dont ils ont revêtu leur attentat ; venez maintenant calomnier les Anglais, & délirer sur leur Constitution : venez dire que le tiers des Communes pouvait chasser les deux autres tiers, & représenter toutes les Communes ; dire que les Communes seules pouvaient représenter tout le Parlement ; dire que le Parlement en Angleterre n'est pas le Souverain ; dire que la seule forme qui a manqué à la juste condamnation de Charles Premier, c'est de n'avoir pas fait autoriser ses Juges par la Nation, tandis que la Nation l'eût reporté, dans ses bras, sur le trône, & qu'il a fallu enchaîner l'une pour immoler l'autre. Ce n'est plus à vous que je parle ; je m'adresse à la grande, à l'énorme majorité, j'en suis sûr, de tout ce qui m'écoute ; &, déjà persuadé de l'horreur qu'elle partage avec moi, je me borne à lui dire : Peuple, Représentans, citoyens, voilà l'exemple que l'on ose proposer à la Nation Française.

Sur tous les autres exemples, on vous a également trompés.

On vous a parlé d'un paysan dépouillé de son champ par Guillaume le Conquérant, & arrêtant son cercueil pour réclamer une indemnité ? Qu'ont de commun les Conquérans d'autrefois avec les Monarques d'aujourd'hui ? Qu'a de commun Guillaume

déroband le champ d'un payfan, si le fait est vrai, avec Louis, qui a couvert les payfans de ses bienfaits, & qui s'est dépouillé de ses droits pour eux ?

On vous a cité, contre l'inviolabilité des Rois, le procès fait à des Princes qui n'étaient pas Rois, c'est-à-dire, qu'on avait le droit de mettre en justice le Roi de France, parce que le Connétable de Bourbon était déclaré criminel de lèze-majesté.

On vous a indiqué Louis le Débonnaire dépouillé par ses Fils, déposé par des Evêques. C'est invoquer contre les Rois les usurpations que vous avez reprochées aux Prêtres ; c'est légitimer le régicide par le parricide.

On vous a parlé des *Egyptiens* ? ils ne jugeaient que la mémoire de leurs Rois : cette institution pouvait avoir un grand avantage, & n'entraînait aucun danger..... Des *Spartiates*, des *Ephores* ? Oui, Sparte a fourni aussi un grand, un terrible exemple, plus analogue, peut-être encore, avec le procès de Louis XVI, que celui de Charles Premier ; car vous l'avez vu, Charles, tout intéressant qu'il était, n'avait pas encore cette innocence sans tache qui brille dans Louis XVI : Charles avait voulu retenir ce que Louis a voulu abandonner. Mais le malheureux *Agis*, c'était aussi pour avoir voulu le bien, pour avoir rappelé Sparte à la liberté, pour avoir sauvé la vie à ses ennemis, qu'il fut victime des factions : c'était dans le temps où les Ephores, institués d'abord pour balancer la Royauté, avaient opprimé le Peuple ; c'était lorsque le Peuple avait consacré un temple à

*la peur*, dans l'enceinte du lieu où les Ephores délibéraient ; c'était lorsque les Factieux en étaient venus à ce point d'inhumanité, d'étrangler, en même temps que leur Roi, deux malheureuses Princeffes, sa mère, & son aïeule, uniquement parce qu'elles étaient venues secourir de leurs cris, & couvrir de leurs larmes leur malheureux Fils. On vous a insinué que c'était dans Sparte un événement ordinaire ; & la vérité est que c'était un crime inoui (a). La vérité est que les Ephores ne purent trouver ni un huissier, ni un soldat Lacédémonien, ni même un soldat étranger, qui osassent porter une main sacrilège sur la personne du Roi, & qu'ils furent obligés de le traîner eux-mêmes en prison (b). La vérité est que le Peuple, redevenu libre, que le Pauvre secouru par *Agis*, voulurent délivrer le Roi ; que déjà la porte de la prison était

---

(a) Bien est-il certain que cet *Agis* fût le premier des Roys que les Ephores feirent mourir, pour avoir voulu faire de très-belles choses, & très-convenables à la gloire & dignité de Sparte ; étant en l'aage en laquelle, quand les hommes faillent, encorre leur pardonne-t-on ; & ayant eu ses amis plus juste occasion de se plaindre de luy, que non pas ses ennemis, pour ce qu'il sauva la vie à Léonidas, (chef de ces ennemis), & se fia aux autres, comme la plus douce, & la plus humaine créature du monde qu'il estoit. *Plutarque, Vie a' Agis, Traduction d'Amiot.*

(b) Et Demochares voyant que les sergens n'osoyent mettre la main sur luy, & que, semblablement, les souldards étrangers refuyoyent, & avoyent en horreur une telle exécution, comme chose contraire à tout droit divin & humain, de mettre la main sur la personne d'un Roi, en les menaçant, & leur disant injure, traîna lui-même *Agis* dedans cette chartre.



affiégée, & que les Ephores hâtèrent l'exécution, pour ne pas laisser le temps de le délivrer (c). La vérité est que les satellites qui menaient Agis à la mort, versaient des torrens de larmes (d). La vérité est que cet attentat fit frémir toute la Grèce (e). La vérité est que ces Grecs, qui apparemment se connaissaient en liberté, avaient un tel respect pour la Majesté Royale, que dans les combats, ceux qui étaient en guerre avec Lacédémone, détournaient religieusement leurs coups du Roi des Lacédémoniens (f).

---

(c) Plusieurs avoyent desjà entendu sa prise, & y avoit jà grand tumulte à la porte de la prison, & force lumières & torches : cela fut cause de faire haster & précipiter son exécution, pour ce que ses ennemis eurent peur que l'on ne le recourût par force, la nuit, d'entre leurs mains, s'il y arrivoit encorre plus de gens. *Ibid.*

(d) Ainsi estant *Agis* mené à la fourche, apperçoit, en allant, l'un des sergens, qui ploroit & se tourmentoit, auquel il dit : " Mon ami, ne te tourmente pour pitié de moy, car je suis plus homme de bien, que ne sont ceux qui me font mourir si meschamment & si malheureusement." *Ibid.*

(e) Ce cas estant divulgué par la ville, la crainte des Magistrats ne peut estre si grande, que les citoyens de Sparte ne montraissent évidemment qu'ilz en estoient fort desplaisans, & qu'ilz ne haïssent de mort Léonidas & Ampharès, estimans qu'il n'avoit oncques esté commis un si cruel, si malheureux, ne si damnable forfait en Sparte, depuis que les Doriens estoient venus habiter au Péloponèse. *Ibid.*

(f) Car les ennemis, même en bataille, ne mettoient pas volontiers les mains sur les Roys des Lacédémoniens, ains s'en détournoient, s'il leur estoit possible, pour la crainte & révérence qu'ilz

Il est donc vrai que les exemples, ainsi que la raison, ainsi que la théorie, ainsi que le texte de la loi, concourent à démontrer l'inviolabilité de la personne du Roi. Cette question est terminée.

**PROUVER** que le Roi est inviolable, tant qu'il est Roi, c'est prouver que, même devenu particulier, il reste encore inviolable pour tout ce qu'il a fait étant Roi. Ce ne sont pas deux propositions différentes, ce sont les deux parties d'une même proposition : un mot de plus à cet égard serait superflu.

Il est encore un dilemme que je vous ai présenté.

Ou la Constitution, vous ai-je dit, n'a pas prévu le délit que vous reprochez au Roi ; & alors vous ne pouvez pas prononcer de peine ; ou elle l'a prévu, & alors vous ne pouvez prononcer que la peine qu'elle a prononcée.

Ici ce n'est plus pour Louis XVI seul que je plaide ; c'est pour vous, c'est pour tous les Français ; c'est pour tous les hommes.

Consultez votre conscience & votre sûreté ; ouvrez votre code ; interrogez vos propres écrivains ; vous n'y trouverez pas un sentiment, pas une disposition

---

portoyent à leur Majesté ; de sorte qu'en tant de batailles que les Lacédæmoniens avoient eues à l'encontre des Grecs, il n'y en eut onques que Cléombrotus, avant le temps de Philippus, qui fut tué d'un coup de javeline en la journée de Leuctres.

légale, pas une pensée, qui ne mette le principe hors d'atteinte.

*Nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie, & promulguée antérieurement au délit :* c'est le texte de votre Déclaration des Droits, article 8.

*Si la loi n'a pas prévu un délit, que celui qui l'a commis ne subisse aucune peine ; que le juge avertisse seulement le législateur qu'il manque quelque chose à son ouvrage.* C'est le texte de Mably dans son livre sur la législation.

Le pincipe est prouvé : voyons les faits.

La loi a-t-elle prévu le genre de délits que vous reprochez à Louis XVI ? non. Donc vous ne pouvez pas prononcer de peine.

Mais la loi a prévu un délit que pourrait commettre le Roi, le plus grand de tous les délits, sans doute, & le seul qu'il puisse commettre sans agens : l'appel d'une armée étrangère, à la tête de laquelle il se mettrait pour immoler la liberté Française, ou le défaut d'opposition à un tel projet, annoncé en son nom par une telle armée. *Vous assimilez* à ce délit l'accumulation de tous les faits que vous avez portés à la charge de Louis XVI. Je me tais sur le délit par *accumulation*. Sur le délit par *assimilation*, je vous l'accorde. Eh bien ! voyons la peine qu'a prononcée la loi ; elle a prononcé la *déchéance* sous la forme d'*abdication présumée*. Louis XVI est déchu. *Il a abdiqué*. La loi est satisfaite. Il n'y a plus rien à juger.

Une seule circonstance reste ; c'est que la peine a été prononcée, qu'elle a été exécutée, & que c'est actuellement qu'on instruit le procès.

Tenons donc pour un de ces axiomes plus clairs que le jour, que LOUIS XVI NE PEUT PAS ÊTRE ACCUSÉ,

POUVEZ-VOUS ÊTRE LES JUGES DE LOUIS XVI  
Dernière question.

Il est presque superflu d'examiner qui peut juger celui que personne ne peut accuser ; mais il faut forcer les ennemis de Louis XVI dans leurs derniers retranchemens ; & si je ne prenais pas sur moi de me prêter à toutes ces hypothèses, je n'aurais rien à dire à cette barre.

Je n'ai pas besoin d'observer que ma défense n'est point un aveu de votre compétence. Je vous ai dit que vous vous étiez faits juges ; je ne vous ai pas dit que vous pouviez l'être. La différence est énorme de l'un à l'autre ; ou plutôt, l'un est exclusif de l'autre.

La première chose qu'un tribunal doit juger, ce sont ses pouvoirs ; on plaide devant lui, pour éclairer sa conscience, & pour obtenir de lui-même sa propre récusation.

Je ferai une seule question :

Celui-là peut-il être Juge, qui ne pourrait pas même être témoin ?

Eh bien ! il faut que nous ayons le courage, moi de le dire, & vous de l'entendre : Il n'y a pas un seul membre dans cette Assemblée, qui pût être reçu en témoignage, dans le procès de Louis XVI, d'après toutes les lois connues, d'après ces lois qui existaient



même sous l'ancien régime, qui étaient souvent enfreintes, mais toujours vengées par le tribunal suprême établi auprès du Roi.

Les lois ne permettent pas, même à l'homme le plus vertueux, *de déposer dans sa propre cause*\*. Ainsi vous ne pourriez pas même être témoins, vous, membres de l'Assemblée Législative, car c'est vous qui avez suspendu Louis XVI; c'est vous qui l'avez emprisonné; c'est vous qui l'avez dénoncé. On agite si vous avez été justes, ou injustes; si vous avez été rigoureux, ou cruels: c'est *votre cause* que l'on va juger.

\* *Nemo testis in propria causa... Africanus ipse, si viveret, testis in sua causa esse non posset.*

Vous ne pourriez pas être témoins, vous, membres de la Municipalité de Paris, car vous avez été suspendus par Louis XVI. On agite s'il a dû prononcer cette suspension. S'il a été juste, vous étiez coupables: pour paraître innocens, vous aviez besoin de le montrer injuste; c'est *votre cause* que l'on va juger.

Vous ne pourriez pas être témoins, vous, membres de l'Assemblée Constituante; car non-seulement je vois, dans la suite des accusations, plusieurs traits de la conduite réciproque tenue entre Louis XVI & vous, pendant les trois années de votre première existence; mais encore, de tous les côtés, dans tous les partis, j'entends des voix qui s'élèvent pour accuser votre Constitution de tous les maux que la France a effuyés. On agite si ces reproches sont vrais; si Louis XVI,

qui vous les a adressées dans son Mémoire du 20 Juin, vous calomniait ; si c'est par lui, ou par vous, que la France a tant souffert : c'est *votre cause* que l'on va juger.

Vous ne pourriez pas être témoins, vous, membres de ces Sociétés qui se sont dites *les Amies de la Constitution*, jusqu'au moment où elles se sont vantées de l'avoir détruite ; car je vois que, dans ce procès, il est sans cesse question d'écrits dirigés, de projets formés contre vous : c'est peut-être une injustice, une offense ; vous pouvez vous plaindre, vous pouvez poursuivre ; vous ne pouvez déposer : c'est *votre cause* que l'on va juger.

Les lois ne permettent pas d'entendre, dans un procès criminel, quiconque est suspect de haine, même d'inimitié la plus légère pour un accusé \* — quiconque a vomé contre lui des malédictions † — quiconque seulement se trouve lié d'amitié avec ses ennemis ‡. Ainsi vous ne pourriez pas être témoins, vous qui, depuis quatre ans, dans un lieu, dans un discours, dans un écrit, quel qu'il soit, vous êtes glorifiés d'être les ennemis de Louis XVI ; vous qui avez chargé son nom d'injures, que je ne me permets pas de répéter ; vous qui avez appelé la mort sur lui, & voulez la lui donner ; vous tous qui, le 2 Décembre, avez admis aux honneurs de la Séance, une députation qui venait vous dire solennellement : — *Votre Haine est-elle lassée ? Et croit-elle avoir fait assez que de VOMIR DES EXÉCRATIONS contre Louis ?*

S'il est un axiome consacré par les lois, c'est que

\* *Inimicitia etiam levis repellit à testificando.*

† *Si infau-  
tas voces ad-  
versus te jac-  
taverit.*

‡ *Si cum ini-  
micis tuis ami-  
citiam copula-  
vit.*

rien ne peut réunir deux qualités aussi incompatibles que celles d'accusateur, & de témoin. §

§ Quilibet accusator, quare-  
relans, denun-  
ciator à testi-  
ficando repel-  
latur.

Ainsi vous ne pourriez pas être témoins dans ce procès, vous tous qui êtes accusateurs, & qui, dans ce titre d'exclusion, réunissez tous les autres : car ici, l'accusateur a confessé publiquement, tous les genres d'intérêt possibles, à la perte de l'accusé ; ici l'accusateur a parlé constamment le langage de la haine, & de la fureur.

Citoyens, soyez attentifs : celui qui, dans cette tribune, a reconnu que, si l'on faisait le procès à Louis XVI, il n'y aurait pas moyen de le condamner ; que si l'on écoutait la justice & la loi, on serait obligé de l'absoudre ; que par conséquent il fallait l'assassiner.... celui-là sera-t-il Juge de Louis XVI ?

C'en est assez ; mais que chacun juge s'il ne me resterait plus de vérités à dire.

Nous sommes le Législateur, nous sommes le Souverain, se sont écriés quelques accusateurs de Louis XVI.

Je réponds : donc vous ne pouvez pas être ses Juges.

Le Législateur fait la loi ; mais il ne peut l'exécuter : autrement il serait despote.

Le Souverain donne le pouvoir de juger ; on juge au nom du Souverain : mais le Souverain ne juge pas, car il faut qu'un Juge soit comptable ; & le Souverain ne l'est pas.

Voici mon dernier mot :

En thèse particulière, la Nation toute entière ne

pourrait pas vous donner le droit de juger Louis XVI sous aucun rapport.

En thèse générale, la Nation toute entière peut juger Louis XVI politiquement ; elle ne peut pas le juger criminellement.

Citoyens, il est prouvé que Louis XVI ne peut être accusé ; il est prouvé que vous ne pouvez être ses Juges.

Maintenant je suppose qu'il puisse être accusé ; je suppose que vous puissiez être tout à la fois accusateurs, parties, ennemis, témoins, juges, législateurs, souverains ; & j'examine si Louis XVI est coupable.

*Fin de la Seconde Question.*



## TROISIÈME QUESTION.

*LOUIS XVI, quand il pourrait être accusé, est-il coupable ?*

L'ART des ennemis de Louis XVI a toujours consisté à isoler, ou quelques jours dans le cours d'un an, ou quelques instans dans le cours d'une journée, ou quelques résultats dans une longue suite d'agitations ; à les séparer des causes antérieures, & des circonstances environnantes ; puis à les revêtir des apparences que façonnait à son gré une calomnie industrieuse, & à en tirer les inductions que leur suggérait en abondance leur malveillante fécondité.

Ainsi, laissant à l'écart ce plan de corruption, suivi dès le principe pour désorganiser l'armée, ces récompenses accordées aux soldats qui désertaient leurs drapeaux, cette impunité assurée à ceux qui pillaient leur caisse, ces fêtes publiques décernées en l'honneur de ceux qui assassinaient leurs chefs, cette dilapidation universelle des arsenaux & des magasins, ils se sont indignés tout-à-coup de voir qu'au moment où ils ont déclaré la guerre, le Roi n'ait pas eu tout ce qu'ils lui avaient ôté, & ils ont dit : " Le Roi  
" n'a opposé aux Puissances les plus formidables que  
" des armées de 15 & de 18 mille hommes, des sol-  
" dats sans armes, des régimens sans officiers, des

“ villes sans munitions : le Roi s'est fait l'ennemi du  
 “ Peuple ; car livrer le Peuple à la guerre, ou faire  
 “ la guerre au peuple, n'est-ce pas une même  
 “ chose ? ”

Ainsi, se taisant sur la journée du 20 Juin, ils ont  
 dit : “ Le 21 Juin, le Roi a fait une Proclamation  
 “ qui tendait à mettre une partie des citoyens aux  
 “ prises avec l'autre. ”

Ainsi, mettant en oubli les menaces & les com-  
 plots qui se sont succédés sans interruption, depuis  
 cette époque jusqu'au 9 d'Août, tout ce qui a rem-  
 pli la nuit du 10, & ce tocsin qui a appelé la mort  
 sur tant de victimes, ils ont dit : “ A onze heures du  
 “ matin, le dix Août, Louis XVI a fait tirer sur le  
 “ Peuple. ”

Ainsi comptant pour rien ces placards dont les murs  
 étaient couverts, ces libelles dont les villes & les  
 campagnes étaient infectées, ces déclamations qui  
 fatiguaient nos oreilles, ces armes qui effrayaient nos  
 regards ; en un mot, cette combinaison d'écrits,  
 d'actions, de clubs, qui provoquaient le meurtre de  
 la Famille Royale toute entière, & conduisaient, par  
 un système réfléchi, à l'anéantissement de la Couronne,  
 & au renversement de leur propre Constitution, ils  
 ont dit : “ Le 12 Août, dans les papiers du Roi, &  
 “ dans ceux de l'Intendant de la Liste Civile, on a  
 “ trouvé la preuve que sur les fonds de cette liste,  
 “ il était alloué des rétributions pour des écrits diri-  
 “ gés contre l'Assemblée Nationale, contre les Pou-  
 “ voirs constitués, & contre les Sociétés Patrio-  
 “ tiques. ”

Puis employant à lier tous ces faits le même artifice qu'ils employaient à dépouiller chacun d'eux de ce qui lui appartenait, ils en ont tiré cette conclusion générale : " Le Roi qui a été l'ennemi du Peuple ;  
 " le Roi qui, aux dangers d'une guerre extérieure,  
 " a voulu joindre les horreurs d'une guerre civile ;  
 " le Roi qui a fait massacrer les Français par sa garde  
 " étrangère ; le Roi qui a sourdement miné, en  
 " même temps qu'il attaquait ouvertement la Conf-  
 " titution jurée par lui ; ce Roi, tout à la fois traître,  
 " rebelle, sanguinaire, & parjure, a encouru la dé-  
 " chéance ; & la loi serait trop indulgente si elle  
 " bornait là ses rigueurs.

Sans doute, voilà de bien graves allégations ; voilà un résultat bien effrayant : mais il est arrivé, dans cet étrange procès, ce qui arrive dans tous ceux où, sans l'ombre d'une preuve, & sans corps de délit, on veut perdre un innocent, soit que la passion, soit que la calomnie le poursuive. Comme rien n'est réel dans les accusations, à peine est-on parvenu à en établir une, qu'on s'en méfie ; on lui en substitue une autre, qu'on doit abandonner de même. Une fois qu'on a le malheur de voir, ou la volonté de placer le crime par-tout, on finit par ne plus discerner le juste de l'injuste. Cependant, au milieu de toutes ces variations, le jour fatal arrive où un délit doit être articulé ; on se trouble, on se contredit ; on invective au lieu de prouver ; on justifie au lieu d'accuser : on peut obtenir la condamnation, mais on a établi l'innocence de la victime.



Ainsi l'accusation portée contre Louis XVI a déjà trois fois changé de face ; & d'un crime atroce, qui n'était rien moins qu'une conspiration pour asservir, & pour faire égorger le Peuple, on en est venu successivement à des actes indifférens, à des actes légitimes, à des actes de bienfaisance. On a outragé celui qu'on ne pouvait convaincre ; on a cru qu'on dénaturait un fait en y joignant une invective, & l'on s'est écrié : “ *Le perfide !* on a trouvé dans ses papiers une “ note des dépenses qu'avait coûté son voyage de “ Varennes.—*L'impérieux despote !* il a fait une pension de 800 liv. à deux Prêtres chargés d'années “ & de misère.—*Le tyran !* il a envoyé trois mille “ francs à un ami qui avait exposé sa vie pour lui.— “ *Le tigre !* il a nourri ses neveux quand les biens “ de leur père étaient saisis ; & il a envoyé des “ secours à la gouvernante de ses enfans !”

La marche de la vérité est directement contraire ; elle se garde bien, ou d'isoler des faits qui se tiennent, ou de confondre ceux qui sont étrangers l'un à l'autre : elle est toujours la même, parce qu'il n'y a qu'une seule manière d'être vrai ; elle se fait croire en se montrant ; elle s'indigne quelquefois, mais elle n'outrage jamais : elle a présidé au tableau que je vous ai tracé de la vie de Louis XVI, jusqu'au moment où il a accepté la nouvelle Constitution ; elle va présider à celui que je vous dois encore des onze mois qu'il se sont écoulés entre l'acceptation de Louis XVI, & sa prison ; entre l'établissement, & le renversement de la Constitution.



J'envisagerai le Roi sous trois rapports principaux ; & réunissant sous chacun d'eux les différens traits qui lui appartiennent, je vous ferai apprécier successivement sa fidélité à la Constitution, --- son administration intérieure, --- & sa conduite dans cette terrible crise, qui devait décider de la paix, ou de la guerre.

Fidélité à la Constitution, efforts pour la maintenir, sacrifices nouveaux pour elle, quand on les croyait tous épuisés, voilà ce qu'a persévèrement présenté la vie de Louis XVI, pendant ces onze derniers mois.

Fidélité de Louis XVI à la Constitution.

Le jour même où il accepte la Constitution, il se hâte de le notifier à toutes les Puissances de l'Europe. Par-là il frappe de néant & la circulaire de Padoue, & la déclaration de Pilnitz.

Il paraît au milieu des nouveaux Représentans. L'unique régulateur qu'il leur indique, le seul qu'il se prescrive à lui-même, c'est la Constitution : il leur recommande tous les objets qui peuvent en fixer la stabilité ; promet sa confiance, sollicite la leur ; oublie le Décret qu'ils ont rendu le premier jour, & annulle le second ; profère enfin ces paroles qui renfermaient un avis si salutaire, & une si terrible prophétie :  
 " Que l'amour de la Patrie nous rallie toujours ; les  
 " ennemis de notre repos ne chercheront que trop  
 " à nous défunir." \*

\* Discours du Roi, 7 Oct. 1790.

Il nomme des Ministres : parmi eux il en est avec lesquels il peut ouvrir son cœur ; & à ceux-là, comme aux autres, il déclare qu'il veut marcher avec fidélité sur la ligne de la Constitution, & que ses Ministres

\* Déclaration de M. de Bertrand-Molleville, Ministre de la Marine, Londres, 16 Nov. 1792.

† 13 Octobre 1791.

‡ Proclamation pour l'intérieur.

§ Le Roi de Suède.

¶ L'Electeur de Mayence.

aient à le suivre. La preuve authentique de ce fait vous a été adressée. \*

Il leur ordonne à tous de rédiger une Proclamation Royale, chacun dans son Département † ; & le but qu'il veut remplir, c'est que dans l'armée, sur la flotte, au dedans, & au dehors, tout Français se soumette au nouvel ordre de choses. Ceux qui veulent fuir leur Patrie, il les retient ; ceux qui ont déjà fui, il les rappelle : il ne veut pas qu'on croie le servir dans d'autres voies que dans celles de la Constitution.

*" Mes vrais amis, dit-il, sont ceux qui se réuniront à moi pour maintenir & faire respecter les loix du royaume." ‡*

Les réponses des Puissances Etrangères à sa notification, arrivent successivement. Une de ces Puissances avait refusé de recevoir la dépêche § ; le Roi annonce qu'il va retirer son Ambassadeur, & la dépêche est reçue. Un Prince de l'Empire ¶, en répondant, s'était permis une protestation ; le Roi, instruit d'avance de ce que la Lettre contenait, la renvoie sans l'ouvrir. Tous les autres Souverains adressent au Monarque Français des assurances de paix, & des souhaits de prospérité ; beaucoup indiquent clairement que ces dispositions amicales pour la Nation Française, sont dues aux instances personnelles de son Roi, au respect qu'inspirent ses malheurs & ses vertus. Louis XVI ne veut de crédit dans l'Europe que pour préserver la France : il envoie son Ministre annoncer aux Représentans du Peuple ces heureuses nouvelles, il les conjure de l'aider, par de sages loix, à ramener

*les Français éloignés, à les réunir tous dans un même esprit de paix, & d'attachement à la patrie : il leur fait part des démarches publiques & particulières qui, de son côté, tendent sans cesse à ce rapprochement.\**

Deux Décrets sont portés à la sanction du Roi : l'un frappait sur son frère, mais était conforme aux loix constitutionnelles : on connaît assez Louis XVI pour sentir tout ce que l'homme devait souffrir; mais le Roi exécute la Constitution, il sanctionne le Décret † : l'autre était une violation formelle de la Déclaration des Droits, une espèce de St. Barthelemi de tous les Français, que la crainte, la persécution, les massacres avaient arraché à leurs demeures. Le Roi se refuse à sanctionner un projet qui offensait également & les loix de la Constitution, & celles de l'humanité. Mais une nouvelle Proclamation adressée à tous les Français absens, mais de nouvelles instances auprès des Princes, des députés qu'il leur envoie, trois lettres qu'il leur écrit de sa main, annoncent sans équivoque & sa douleur, & son profond mécontentement d'une conduite qui trouble la tranquillité publique ; il répète qu'il a solennellement & sincèrement accepté les nouvelles loix : il répète qu'il s'en remet au temps & à la réflexion pour les changemens que ces loix peuvent exiger. Il les conjure, les uns par le nom de frère, les autres par le nom d'ami ; tous par celui de Roi, & par ce desir de la paix, auquel il a tant sacrifié, de rentrer dans leur patrie. Puis joignant une fermeté douloureuse avec sa bonté naturelle, en même temps qu'il leur dit : *Je vous saurai gré toute ma*

\* Comptes rendus, de l'ordre du Roi, par M. de Montmorin, 31 Octobre, par M. Delessart, 16 Nov. & 24 Décembre 1791.

† 12 Nov. 1791.



† Proclamation du 12  
Novembre  
1791.

*vie de m'épargner la nécessité d'agir en opposition avec vous ; il dit aussi, je suis résolu de défendre, par tous les moyens que les circonstances pourraient exiger, & la sûreté de l'Empire qui m'est confié, & les loix au maintien desquelles je suis attaché sans retour. †*

† Discours  
du Roi à sa  
garde.

Sa nouvelle garde est formée ; & les premiers mots qu'il lui adresse, c'est pour l'avertir que, créée par la Constitution, c'est là qu'elle doit apprendre ses devoirs, & qu'il mesurera l'attachement à sa personne sur la soumission aux loix. †

\* Lettres du  
Roi à l'Assemblée, 24  
Nov. 1791,  
26 & 28 Janv.  
1792.

C'est lui qui rappelle à l'Assemblée Législative la Constitution lorsqu'elle s'en écarte \* ; c'est lui qui avertit l'Assemblée lorsqu'elle rend illusoire la loi tutélaire de la responsabilité ¶ ; c'est lui qui, dans son Conseil, lorsqu'on parle de l'autorité royale, répond, *il ne s'agit pas de mon autorité, il s'agit de mon serment, & de la Constitution* : c'est lui qui, quand un Ministre s'écrie, *cette Constitution ne peut marcher*, lui répond, *je l'ai jurée, il faut qu'elle marche* ; c'est lui qui, quand un autre Ministre lit un projet de proclamation royale, dans lequel il avait écrit *mon Peuple*, s'écrie avec un accent déchirant, & les yeux gonflés de larmes, *dites le Peuple Français ; je ne puis plus dire MON PEUPLE, au moins, ce sera toujours l'expression de mon cœur* ¶ ;

¶ Compte  
rendu, & Déclaration de  
M. de Bertrand, Mars  
1791, & Nov.  
1792.

c'est lui enfin qui force les Ministres les plus constitutionnels, & les plus méfians, à respecter sa bonne foi, à chérir sa bonté, & à se dire l'un à l'autre, en sortant d'avec lui : *il est plus prêt à sacrifier encore, qu'à*

\* M. Cahier.

*envahir* \*. Ah ! s'il était vrai qu'on fût parvenu à ébranler jamais une résolution aussi déterminée, à l'écarter,



l'écarter, à l'arracher quelques minutes de la ligne qu'il suivait par conscience, à travers tous les dégoûts & tous les dangers, ce serait le crime d'un autre, & ce ne serait pas le sien. Combien il aurait fallu d'agressions, d'injustices, pour vaincre tant de scrupule, & tant de résignation ! Combien de fois il aurait fallu violer, à quel point il aurait fallu avoir anéanti la Constitution, pour la lui faire oublier un seul instant !

Mais cet instant, je ne l'ai pas encore vu. Que tous ses Conseils, quels qu'ils soient ; que tous les membres de l'Assemblée Législative ; que tous ses accusateurs réunissent leurs recherches, & me montrent quelle est la mesure juste & constitutionnelle, qui lui ait été proposée, n'importe par qui, depuis le 14 Septembre 1791, jusqu'au 10 Août 1792, & à laquelle il se soit refusé. Que ceux qui lui font un crime de n'avoir pas donné sa sanction à quelques Décrets, osent venir à cette barre, tenant d'une main ces Décrets, de l'autre la Constitution, & qu'ils soutiennent le rapprochement que je ferai, s'ils l'exigent, entre cette Constitution & ces Décrets.

Citoyens, je crains d'avoir été trop loin ; je crains qu'il n'y ait une journée dans laquelle on puisse convaincre Louis XVI de n'avoir pas *maintenu de tout son pouvoir la Constitution*. Heureusement pour sa défense, c'est aujourd'hui la République qui existe. Si la Monarchie était encore, je ne fais pas ce que Louis XVI pourrait répondre à l'homme qui lui dirait : „ La Constitution avait déclaré votre personne invio-

“ lable & sacrée ; elle vous avait donné une garde ;  
 “ votre prérogative ne vous appartenait pas ; vous  
 “ nous étiez comptable de votre sûreté, à laquelle  
 “ tenait la sûreté de l’Etat ; de votre Majesté, qui  
 “ était la majesté nationale, concentrée toute entière  
 “ dans le chef héréditaire de la Nation. Cependant  
 “ vous vous êtes laissé enlever cette garde par un  
 “ abus de pouvoir qui était le renversement de la  
 “ Constitution, sans qu’on alléguât une seule cause  
 “ légitime, sans qu’on daignât justifier une seule  
 “ des inculpations vagues qu’on jettait à la multitude.  
 “ Vous avez vu disperser ces 1800 hommes, dont le  
 “ seul crime était d’être fidèles au Roi, & par con-  
 “ séquent à la Loi. De ce jour vous vous êtes livré  
 “ à la merci de vos ennemis, & vous nous avez livrés  
 “ en même tems que vous.”

Citoyens, c’est ce jour qui a vu, qui a fait naître  
 la République ; il ne sera donc pas imputé à crime  
 à Louis XVI. Ce qui reste de cette journée, & de  
 toutes celles qui lui ont ressemblé, c’est que Louis  
 XVI a toujours été prodigue de ses sacrifices, & de sa  
 sûreté personnelle ; c’est que le 20 Juin, il a écarté  
 tous ceux qui voulaient le couvrir de leurs corps, &  
 s’est avancé, seul avec sa bonne conscience, au-devant  
 des meurtriers, désarmés ce jour-là par son courage,  
 & par sa vertu : c’est que le 22, dans une proclama-  
 tion sublime, il a déclaré que si le sacrifice de sa vie  
 était nécessaire au bonheur des Français, on pouvait le  
*consommer* §. Hélas ! le sacrifice est bien avancé ;  
 en êtes-vous plus heureux ?

§ Procla-  
 mation dictée  
 par le Roi, à  
 M. de Mon-  
 sieur 22 Juin  
 1792.

JE PASSE à son administration intérieure, & d'abord je cherche sa puissance, sa puissance même constitutionnelle, & j'ai de la peine à la trouver; mais enfin, j'en vois les restes consacrés au rétablissement de la paix, au retour de l'ordre, à la consolation des malheureux. Je vois de toutes parts des proclamations, des correspondances, des messages pour protéger la circulation des grains, la liberté des cultes, la propriété, la sûreté individuelle. Je vois des séditions, qu'il apaise sans l'effusion d'une goutte de sang † : je vois des soldats qu'il ramène à leurs drapeaux par la seule clémence †. Je vois des Ministres, qui étaient moins ceux du Roi, que ceux de l'Assemblée Législative, obligés de dire à celle-ci, quand elle daigne songer à quelques moyens de paix, que *le Roi l'a prévenue* \*. Je le vois se plaindre des calomnies dont on l'accable, non pour lui, mais pour la tranquillité publique, qui peut en recevoir des atteintes ¶. Je le vois porter sa sollicitude jusqu'aux dernières bornes de l'Empire Français. On apprend les désastres de St.-Domingue ; les malheureux Colons, le désespoir dans l'ame, & le deuil sur leurs vêtemens, vont solliciter des secours, non plus, hélas ! pour prévenir, mais pour arrêter, s'il se peut, cet ouragan de feu qui balaie & dévore leurs habitations, & leurs familles. Ils ne trouvent d'espérances & de consolations que dans la sensibilité de Louis XVI : il a déjà donné des ordres pour qu'on volât à leur défense ; il s'informe à chacun en particulier du malheur dont il a été atteint, & de celui qu'on peut encore détourner. Il

II. Adminis-  
tration inté-  
rieure de  
Louis XVI.

† Noyon.

† 25 Fé-  
vrier 1792.

\* Cahier  
de Gerville,  
26 Janvier  
1792.

¶ 31 Octob  
& 13 Novem.  
1791, 13 Fé-  
vrier 1792.

• 8, 9, 10,  
14, 24 Nov.  
19 Décembre  
1791.

leur montre la douleur de la Reine unie à la sienne ; il sollicite pour eux quand il ne peut plus ordonner. \* Là, du moins, ils sont plaints ; là on s'efforce de les secourir. Ailleurs on rit de leurs peines ; on insulte à leurs calamités.

III. Con-  
duite de Louis  
XVI, rela-  
tivement à la  
guerre.

J'ARRIVE à cette grande question de la paix ou de la guerre ; j'examine bien la correspondance diplomatique, les notes officielles remises de part & d'autre, les messages de l'Assemblée au Roi & du Roi à l'Assemblée, les rapports faits au Conseil, la Séance royale du 20 Avril 1792, & je vois que le Roi est le seul qui ait pesé religieusement une décision qui allait entraîner des conséquences si redoutables.

Qu'on ne l'accuse pas d'avoir appelé la guerre sur la France ; car il a voulu détourner loin d'elle ce fléau plus formidable que jamais ; car il était parvenu à l'écarter, jusqu'au moment où le Ministre qui secondait ces intentions pacifiques, a été plongé dans une prison ; car il est prouvé aujourd'hui que jamais la France n'eût eu la guerre, si elle ne l'eut pas déclarée.

Prouvé par les Dépêches du Ministre Français envoyé à Coblenz.

Prouvé par la Dépêche du Prince de Kaunitz, du 17 Février 1792.

Prouvé par la dernière Dépêche de l'Ambassadeur Français, à l'instant où il quittait Vienne,

Prouvé par le Mémoire que le malheureux Lessart rédigeait dans son cachot,



Prouvé par la Lettre qu'il avait écrite à un de ses Collègues, & que l'on n'a pu supprimer, ainsi que le Mémoire.

Prouvé enfin par tous les faits, plus irrésistibles encore que les écrits & les raisonnemens.

Non, Léopold ne voulait pas la guerre quand il dispersait si sévèrement tous les Français rassemblés dans ses Etats, leur interdisait tout achat d'armes, tout exercice, toute démonstration militaire, & faisait vendre ce qu'ils avaient pu rassembler de munitions. (a)

Léopold ne voulait pas la guerre quand il signifiait à tous les Princes de l'Empire, que quiconque n'adopterait pas les mêmes mesures, serait abandonné par lui en cas d'attaque. (b)

Léopold ne voulait pas la guerre quand il était non-seulement sévère, mais cruel, & forçait les Français expatriés à errer par les routes, à travers les neiges & les torrens, ne sachant où reposer leur tête. (c)

Léopold ne voulait pas la guerre quand il était non-seulement cruel, mais ingrat; quand il poursuivait d'asile en asile ce Prince de Condé qui, trente

(a) Décembre 1791; Janvier & Février 1792.

(b) Office de l'Empereur à l'Electeur de Trèves, lu à l'Assemblée Nationale, le 14 Janvier 1792, &c.

(c) Réquisition de l'Empereur au Cardinal de Rohan, lue les 14 & 15 de Janvier.

ans auparavant, avait combattu si glorieusement pour Marie-Thérèse. (d)

Léopold n'avait pas même voulu la guerre lorsque, sorti d'une Conférence où il avait songé à toute autre chose qu'aux Français, il rentrait, vaincu par l'aspect d'un Prince malheureux, & mettait son nom au bas de l'insignifiante Déclaration de Pilnitz.

Le Fils de Léopold ne voulait pas la guerre, quand il déclarait qu'il suivrait en tout les principes de son Père ; il ne la voulait pas quand il laissait ses frontières sur la France tellement dégarnies, qu'attaqués au mois d'Avril, lui & son Allié n'ont eu d'armée pour agir, qu'à la fin du mois d'Août.

Enfin, & il faut renoncer à prononcer le mot d'évidence, si l'on résiste à celle que je vais offrir ; ce qui prouve jusqu'à la démonstration, que les Puissances coalisées ne voulaient pas la guerre, c'est la guerre qu'ils ont faite. Vous êtes vainqueurs, & la générosité doit peu vous coûter. Haïssez, si vous voulez, les Français qui ont porté les armes contre vous ; vous êtes leurs ennemis : mais supportez qu'on s'offense du traitement que leur ont fait éprouver leurs prétendus Alliés. Je vous demande si ceux-là s'intéressaient vivement aux Français expatriés ; si ceux-là auraient pris les armes pour les Français expatriés, qui, les armes à la main, n'ont pas daigné les comprendre dans le cartel d'échange de leurs prisonniers.

---

(d) Office de l'Electeur de Trèves du 8 Janvier ; Dépêches de M. de Sainte-Croix, lues à l'Assemblée, les 6, 16, & 19 du même mois, &c.

Louis XVI ne voulait pas la guerre quand il sollicitait de Léopold, & de tout l'Empire, cette dispersion qui devait la prévenir. \*

Louis XVI ne voulait pas la guerre quand il se jetta au-devant de ce Décret rendu au milieu des élans de l'Assemblée Législative, & qui, une fois notifié à l'Empereur, n'eût plus laissé d'espoir pour la paix. †

Louis XVI ne voulait pas la guerre quand il envoyait sur les frontières cette Proclamation ‡ destinée à y maintenir l'ordre, à y réprimer l'impétuosité, & à prévenir toute provocation hostile, toute violation de territoire, objet des vœux si ardens de quiconque désirait une rupture.

Direz-vous que Louis XVI aimait mieux livrer vos places sans défense, qu'assiéger celles de vos ennemis ; aimait mieux attendre la guerre, que la déclarer ?

Non, car en même tems qu'il cherchait à l'éviter, il se préparait à la soutenir.

Non ; car à la réception du seul office, dans lequel le Prince de Kaunitz ait voulu essayer le ton de la menace, Louis XVI répondit avec une telle fermeté, qu'elle excita & les *remercimens* & les *applaudissemens* de l'Assemblée Nationale. §

Non ; car dès que la possibilité de la guerre eût été annoncée, ce fut Louis XVI qui pressa l'Assemblée

\* 11 Décembre 1791. † Décret de Hérault, 24 Janvier 1792.  
-‡ 4 Janvier. § 31 Décembre ; 14 & 17 Janvier.

pour les préparatifs ; & ce fut l'Assemblée qui répondit que *les mesures pouvaient être remises au tems où la guerre serait déclarée.* \*

Non ; car pendant toute la durée de ces interminables débats, c'était un Ministre de Louis XVI qui *pressait*, qui *conjurait*, qui *suppliait* l'Assemblée de s'occuper de tout ce qui était nécessaire pour entrer en campagne : c'était lui qui se plaignait ; le 27 Décembre, *du retardement apporté aux achats* ; & le 7 Février, *de l'obstacle apporté aux transports* : c'était lui qui, le 11, le 16, & le 21 Janvier, *sollicitait le complètement de l'armée en hommes & en chevaux* : c'était lui qui, le 23, était réduit à demander *quel inexplicable sentiment pouvait entraîner à vouloir la guerre, & à rejeter tous les moyens d'avoir une armée* : c'était lui qui, le 7 Février, était réduit à dire *qu'il était dangereux de renvoyer, à la veille du Manifeste, ce qui importait au service de l'armée* : c'était lui qui, le 16, faisait la longue énumération de tous les objets sur lesquels il avait inutilement sollicité l'Assemblée, depuis le 30 Octobre jusqu'au 10 Février, *date par date* : (a) c'était encore un Ministre de Louis XVI, qui, trouvant dans les lenteurs de l'Assemblée, la plus belle occasion de désorganiser l'armée, de mettre toutes les places frontières en état d'insurrection, & de perdre

---

\* Discours de Genfonné, 29 Décembre 1791.

(a) Voyez tous les Discours, & toutes les Lettres de M. de Narbonne à l'Assemblée.



Valenciennes, sollicitait le zèle d'un bon citoyen, & lui faisait faire le change des assignats pour le prêt des troupes : c'était lui qui, à la veille de guerre, ne pouvait obtenir un Décret, ni pour le commandement des places, ni pour le remplacement des Officiers, ni pour LA RÉPARATION DES FORTIFICATIONS. (b)

Enfin, non ; car le Roi lui-même ne cessait, ou d'envoyer des messages, ou d'écrire des lettres à l'Assemblée, tantôt pour encourager, par des récompenses anticipées, les Généraux sur lesquels se portait la confiance nationale, tantôt pour exciter la bonne volonté des soldats ; un jour pour lever de nouvelles légions, un autre pour créer cette artillerie à cheval, à laquelle vous avez dû tous vos succès.

Nous lui avons fait déclarer la guerre pour l'éprouver, a dit un membre de l'Assemblée Législative : certes vos épreuves sont chères ; mais enfin le but de celle-ci a été rempli : il ne vous reste plus qu'à en payer le prix. Vous avez éprouvé ce que c'est qu'un Prince prodigue de ses dangers, mais avare du repos,

---

(b) Voyez les Lettres & les Discours de M. de Graves, sa Déclaration sous serment, & le Mémoire particulier qu'il y a joint, finissant par ces mots : Tous ces faits, dont on peut acquérir les renseignements les plus détaillés, prouvent que les démarches les plus actives & les plus franches furent proposées, de la part du Roi, par ses Ministres ; & lorsqu'on remarque la lenteur incroyable de l'Assemblée, à prendre en considération les démarches les plus importantes, & les plus pressées, on est étonné que ce soit Louis XVI, & non la dernière Législature, qu'on ose accuser d'avoir fait tout ce qu'il fallait pour désorganiser l'armée.

des fortunes, & du sang de ses Peuples---- Vous avez éprouvé ce que c'est qu'un Roi qui veut concilier tous ses devoirs, qui s'immole à sa conscience, & qui futcombe à la nécessité.... Vous avez éprouvé combien est grande cette inégalité désespérante de la bonne foi contre l'artifice, dans la plupart des luttes politiques. Mais vous, maintenant ! Vous avez été de triomphe en triomphe ; & à Dieu ne plaise que je vienne vous porter ici de sinistres présages ! Mais je me rappelle ce Romain qui s'écriait douloureusement : *Quand cesserons-nous de vaincre ?* Mais j'ai entendu des Français murmurer que vos Ministres vous trompaient sur l'état de vos armées, vos Généraux sur l'état de vos pertes, vos trésoriers sur l'état de vos ressources ; qu'après l'agitation des combats, & les cris de la victoire, viendrait le moment du silence & de la stupeur, en voyant les maladies, la dépopulation, & la misère publique. Je désire sincèrement que ces craintes ne se réalisent pas ; mais si la dernière issue de cette guerre n'était pas heureuse, Peuple Français, souvenez-vous que Louis XVI a voulu vous en préserver ; que seul, dans cet instant, il a eu des idées d'humanité, quand on ne rencontrait par-tout que des idées de haine. Souvenez-vous de ce que son Ministre a dit de sa part (\*), & de ce que lui-même a écrit de sa main à l'Assemblée Nationale (†) :

---

(\*) Discours de M. de Lessart, 17 Janvier 1792.

(†) L'humanité défend de mêler aucun mouvement d'enthousiasme à la décision de la guerre ; une telle détermination doit être

souvenez-vous de la pieuse terreur qui l'a porté à se faire remettre l'opinion écrite, & signée, de tous les Conseillers qu'on lui avait alors donnés ; souvenez-vous de l'altération de ses traits & de sa voix, lorsque cédant à l'unanimité du Conseil, il est venu, au milieu du Corps Législatif, donner avec douleur ce signal, reçu avec transport au-dedans de la Salle, & avec apathie au dehors.

CITOYENS, la guerre extérieure est déclarée, & Louis XVI en a une intestine à soutenir dans l'intérieur de son Palais. Ses ennemis sont par-tout ; ils remplissent l'Assemblée Législative, la Municipalité, son propre Conseil. Ses gardes lui étaient fidèles : on les lui a ôtées. La garde nationale voulait l'être : on l'a décomposée. Les régimens de ligne l'avaient consolé, par leurs hommages, d'une journée entière d'insultes : on les a fait partir. Les Suisses restaient, inébranlables dans leur foi : on l'a obligé d'en éloigner une partie, & on veut lui enlever le reste. Les membres du Département le défendaient au nom de la Loi : on les a forcés de se taire, de fuir, ou de se démettre. Des Conseils plus purs s'étaient approchés du trône : on a chassé les uns, & l'on menace les autres.

— — —  
IV. Guerre  
intestine. Dé-  
vouement du  
Roi.

l'acte le plus murement réfléchi ; car c'est prononcer, au nom de la patrie, que son intérêt exige d'elle le sacrifice d'un grand nombre de ses enfans. *Lettre du Roi à l'Assemblée Législative, 28 Janvier 1792.*

Des hommes du midi sont arrivés dans la Capitale ; ils y sont entrés à une heure : à cinq, le sang des gardes nationales avait coulé. Le Maire du 20 Juin était suspendu : on l'a rétabli, & il est venu demander la déchéance du Monarque. Un Général voulait donner son armée à la Loi, & au Roi : on a porté une accusation contre lui. L'accusation a été rejetée ; & la majorité des Représentans du Peuple a été poursuivie à coups de pierre, à coups de couteaux, a vu descendre pour elle la fatale lanterne, par ordre de la minorité (\*). Le Commandant des gardes nationales était à son poste pour maintenir la tranquillité ; il a été attaqué & sabré (†). Le Ministre de la Justice (‡), réclamant l'exécution des Loix, n'est pas même écouté. Le nom seul de *Constitution* est couvert de huées (§) par ceux qui ont juré de la maintenir. La terreur & l'agitation sont dans tous les quartiers de la ville ; des cris menaçans retentissent dans ses rues abandonnées : des mouvemens nocturnes, des cliquetis d'armes, des transports d'artillerie, font croire qu'on est dans une ville menacée d'affaut. Tout marche vers une grande catastrophe. Louis XVI se refuse à tous les moyens de s'y soustraire ; il a résolu

---

(\*) Voyez le détail de la Séance du 9 Août 1792 : *Moniteur* du 11, N° 224.

(†) Lettre de M. de Joly, 8 Août.

(‡) *Ibid.*

(§) *Moniteur* du 11, page 940, Col. 3.



d'être sauvé par la Loi, ou d'être martyr de la Loi : déjà il ne dort plus ; tantôt ses inquiétudes pour la sûreté publique, tantôt ses serviteurs pour le préserver d'un danger personnel, tantôt ses ennemis, dans la crainte qu'il ne leur échappe, viennent l'arracher de son lit : la nuit fatale arrive ; & le tocsin sonne !...

Citoyens, je sens que je dois m'arrêter ; mais il est des détails que je transmettrai à l'histoire. Ce n'est pas d'aujourd'hui que la Municipalité du 2 Septembre a été dénoncée dans cette enceinte : je ne craindrai donc pas d'unir ma voix au cri qu'ont élevé contre elle tant de membres de la Convention. Telle a été, sous cette Municipalité, la profusion des crimes, que souvent l'un empêchait l'effet de l'autre. Ainsi, tandis que le plaisir de tourmenter des malheureux faisait condamner *au secret* quiconque était précipité dans les cachots, la soif de multiplier les victimes rendait toutes les prisons insuffisantes pour les contenir ; & comme on ne peut tout à la fois entasser, & séparer, il en a résulté des communications forcées, il en a résulté des lumières, que, sans cette complication de barbaries, jamais on n'eût acquises. Ainsi moi, je suis resté enfermé, pendant cinq jours, avec trois de ces victimes, que j'ai quittées la veille du jour où elles ont été égorgées. L'une cependant avait été acquittée par le *Jury spécial* (†) ; l'autre s'était rendue en pri-

---

(†) M. de Montmorin, Gouverneur de Fontainebleau.

son, volontairement & sans gardes (†) : la troisième était un Officier Suisse \*, un enfant de 18 ans, bien étranger à toutes les questions politiques, qui ne connaissait que son service & les ordres de ses chefs ; il joignait à la candeur de son âge une simplicité de caractère admirable, une modération qui déchirait, quand on la rapprochait du traitement barbare qu'il éprouvait. J'ai écrit, sous sa dictée, l'historique, minute par minute, de la nuit & de la matinée du 10 Août. J'ai emporté mon écrit. J'ai comparé son récit avec celui que traçaient, au même instant, dans d'autres prisons, des Officiers du même Corps ; avec ceux que faisaient imprimer, en Hollande, ou en Angleterre, des victimes échappées : jamais la vérité n'est sortie de plusieurs bouches, avec un si parfait accord ; jamais elle ne s'est montrée avec un caractère plus victorieux. Citoyens, j'affirme que, dans la matinée du 10 Août, LES SUISSSES N'ONT PAS TIRÉ LES PREMIERS.

V. Conduite  
de l'Assemblée  
Législative. Journée  
du 10 Août.

CITOYENS, à côté de la conduite de Louis XVI, pendant ces onze derniers mois, je dois sans doute placer celle du Corps Législatif. Vous me récuseriez peut-être ; aussi n'est-ce pas moi que vous allez entendre. Un écrivain au-dessus de tout soupçon sur ces matières, un homme qui *savait* tandis que je con-

(†) M. l'Abbé de Boisgelin, neveu de l'Archevêque d'Aix.

(\*) M. de Diesback.

*jefturais, qui était aâteur lorsque je n'étais que témoin ?* enfin, un des chefs les plus actifs, & les plus accrédités parmi ceux qui conduisaient l'Assemblée Législative, nous en a dévoilé l'esprit, nous en a tracé la marche. C'est lui qui va parler par ma voix.

*CETTE Assemblée, Révolutionnaire dès ses premiers instans, prit les moyens de préparer, indirectement, une insurrection, qu'elle regardait comme nécessaire, mais qu'elle ne pouvait opérer directement. En conséquence elle désorganisa elle-même la force armée de Paris ; elle cassa l'Etat-major ; elle renvoya les troupes qui se trouvaient ici ; elle ferma les yeux sur l'impuissance des autorités constituées ; elle arma tous les citoyens de piques ; elle leur ouvrit les portes des Thuilleries, où le TYRAN s'était enfermé.... elle avait voulu faire venir vingt mille hommes à Paris.... le DESPOTISME avait vu avec effroi cette réunion.... malheureusement les vingt mille hommes n'étaient pas venus.... les volontaires nationaux furent appelés.... ceux que mon département a fournis, avaient fait deux cents lieues en onze jours.... ils étaient ici pour le 10 Août,... la Révolution se fit.*

Citoyens, vous reconnaissez le texte littéral du discours qui vous a été adressé le Samedi 10 Novembre, par le Citoyen Cambon, membre de l'Assemblée Législative, & aujourd'hui, de la Convention \*

---

(\*) Voyez le Journal de France du Dimanche 11 Novembre 1792, N° 51 ; & le Moniteur du 13, N° 317.

Je ne demanderai point à Cambon ce qu'il entend par ces expressions de *tyran*, de *despotisme*, appliquées à un Roi *sur l'impuissance duquel on fermait les yeux*; à un Roi *dont on renvoyait les troupes à volonté*, & dont *on ouvrait les portes malgré lui*; à un Roi contre lequel on a été impunément *en insurrection dès les premiers instans* où on lui avait juré fidélité. Je cite, & ne juge point.

Au tableau général que vous venez de voir, & qui embrasse toute l'existence de l'Assemblée Législative, depuis *ses premiers instans*, je crois devoir joindre quelques tableaux particuliers, plus spécialement consacrés à recueillir les résolutions & l'exécution immédiates du grand événement qu'a vu naître le 10 Août. Citoyens, je trouve encore un travail tout fait à cet égard; j'échappe encore, & à l'embarras de vous paraître suspect, & à la crainte de vous paraître offensant.

Citoyens, je demande d'abord qu'un de vos Secrétaires fasse lecture du récit de la Séance tenue par l'Assemblée Législative, le 9 Août 1792, inséré dans le *Moniteur* du Samedi 11.

( Lecture N° 1. )

Citoyens, je vous prie d'ordonner qu'un de vos Secrétaires fasse lecture du dixième Paragraphe du discours qu'a proféré, devant vous, le Citoyen Louvet, le 29 Octobre.

( Lecture N° 2. )

Je



Je demande qu'on lise le septième Paragraphe du Discours qui vous a été adressé par Barbaroux, le 30 Octobre.

( Lecture N° 3. )

Je demande qu'on lise l'onzième & le quinzième Paragraphe du Discours prononcé à la Tribune, par Robespierre, le 5 Novembre.

( Lecture N° 4. )

Je demande qu'on lise le dernier Paragraphe du Discours de Collot d'Herbois, dans la Séance tenue par les Jacobins le 5 Novembre.

( Lecture N° 5. )

Je demande qu'on lise les neuf premiers Paragraphes du Discours imprimé, par Jérôme Péthion, le 10 Novembre.

( Lecture N° 6. )

Je demande qu'on lise le huitième Paragraphe de la Lettre écrite, le même jour, aux Jacobins, par Jérôme Péthion.

( Lecture N° 7. )

Je demande qu'on lise l'*Extrait* (inséré dans le *Moniteur* du 21 Novembre 1792) du *Compte rendu* par Jérôme Péthion, à ses *Concitoyens*, depuis le premier jusqu'au 27<sup>ème</sup> Paragraphe inclusivement.

( Lecture N° 8. )

Citoyens, je n'ai plus rien à dire sur la journée du 10 Août.

VI. Première  
époque de  
l'accusation.

LOUIS XVI est enfermé dans la Tour du Temple, avec la Reine, sa Sœur, & ses Enfans. Il y a été conduit par la volonté, ou par la défection du Corps Législatif, qui le matin du 10 Août l'a reçu en Roi, lui a envoyé une députation, lui a dit *qu'il pouvait compter sur la fermeté de l'Assemblée; que tous ses membres avaient juré de mourir en soutenant les autorités constituées*; qui, quatre heures après, l'a suspendu; le soir, l'a fait prisonnier; le lendemain, l'a séparé d'avec les amis qui lui restaient; le troisième jour, l'a livré à la Municipalité.

Que dire à toute la France qui attend un compte?

Le lendemain du 14 Juillet 1789, on avait publié une *Conspiration du Roi*, pour réduire Paris en cendres.

Le lendemain du 6 Octobre, on avait publié une *Conspiration du Roi* pour aller, dans Metz, donner le signal de la guerre civile.

Le lendemain du 11 Avril, on avait publié une *Conspiration du Roi* pour aller, de St.-Cloud, au-devant d'une armée Autrichienne, que Léopold lui envoyait.

Le lendemain du 10 Août, il fallait bien que le Roi eût formé quelque nouvelle *Conspiration*. Il fut prononcé, dans cette enceinte, *que ce n'était pas la Nation qui avait assiégé le Château, mais que c'était le Château qui avait assiégé la Nation!* \*

Des Particuliers fouillent dans le secrétaire de la Reine; des Commissaires forcent le secrétaire du Roi; des inconnus trouvent, dans les poches des Suisses qu'on vient de tuer, ce Plan de Conjuraton,

---

\* Séance du 12; *Moniteur* du 14.

que, depuis trois ans, il était d'usage de trouver dans les poches de tous ceux qu'on avait massacrés\*. Les scellés sont mis chez l'Intendant de la Liste Civile, chez le Trésorier, chez les Ministres anciens & nouveaux, chez les commis des commis ; l'on apporte, ou l'on annonce successivement à l'Assemblée, tous les papiers destinés à établir la Conspiration de Louis XVI contre la Liberté publique, & l'Assemblée en ordonne la publicité.

PEUPLE FRANÇAIS ! je viens ici m'unir à vos sentimens : ils étaient justes pour vous ; & sans en approuver les excès, j'en excuse au moins les motifs.

Oui, votre indignation devait être à son comble, quand on venait vous dire : “ C'est Louis XVI qui  
 “ a fait marcher contre vous les armées de Prusse  
 “ & d'Autriche ; c'est lui qui les appelle dans la  
 “ Capitale, pour y porter le fer & la flamme ; c'est  
 “ la Sœur de la Reine qui dirige ces soldats du Des-  
 “ potisme, & voici une Liste des *Protégés* que la  
 “ Reine *recommande de sa main à l'Archiduchesse*, pour  
 “ préserver leurs personnes & leurs biens dans les  
 “ jours de ruine & de carnage.” †

Oui, votre indignation devait être à son comble, quand on venait vous dire : “ Le Roi des Français a  
 “ eu, jusqu'à ce jour, à sa solde sur les bords du  
 “ Rhin, toute une Maison Militaire, destinée à por-  
 “ ter la guerre au sein de la France ; un Mémoire du

---

\* M. de Belzunce, M. de Voisins, &c. &c.

† *Moniteur* du 17 Aroût.

“ Capitaine des Gardes, les comptes du Trésorier  
 “ de la Liste Civile, tout se réunit pour l’attester :  
 “ enfin nous avons trouvé, dans le secrétaire de Louis  
 “ XVI, l’état de la dépense de la Maison du Roi de  
 “ France à Coblentz.” †

Oui, votre indignation devait être à son comble, lorsqu’on venait vous dire, dans cette Tribune, syllabe par syllabe : *il est évidemment prouvé que la Cour des Tuileries était le foyer de la Conjuration de Coblentz ; nous avons entre les mains des Lettres à l’adresse des Généraux Autrichiens, & des réponses de ceux-ci, qui font voir que nos ennemis étaient mieux instruits des plans de campagne futurs, que nos propres Généraux.\**

Mais si le jour même où toutes ces assertions ont été produites devant vous, dans un lieu, par des personnages, & avec un ton qui ne vous permettaient pas le doute, quelque ami de la vérité vous eût prouvé que c’était autant de fables, n’est-ce pas que votre indignation se fût détournée de Louis XVI ; que vous en eussiez accablé ceux qui voulaient vous tromper pour le perdre ; & que, quant à lui, vous auriez plaint, consolé, peut-être vengé, je ne dirai pas le Roi, mais l’homme, quel qu’il fût, si injustement poursuivi, & si outrageusement calomnié ?

Eh bien ! Peuple Français, il n’y avait pas un mot, pas un seul mot, qui fût vrai dans ce qu’on vous disait alors.

---

† Bazire, Séance du 15 ; *Moniteur* du 17 Août 1792. Merlin, Séance du 19 ; *Moniteur* du 21.      \* Goyer, Séance du 15.



Cette prétendue Note de la Reine à l'Archiduchesse sa Sœur, est une Note de MARIE-THÉRÈSE à sa Fille Dauphine de France. MARIE-THÉRÈSE *recommandait les Gens de sa conyissance* à sa Fille, qui venait d'épouser Louis XVI. La plupart des personnes *recommandées*, sont mortes depuis 6, 8, 10 années, & par-de là : c'est le Duc de Choiseul, Ministre, & son frère le Duc de Praslin ; c'est le Duc d'Aumont ; c'est le Comte de Broglio ; c'est l'Archevêque de Lyon Montazet ; c'est M. d'Hautefort ; c'est M. d'Aubeterres ; c'est ce vieux Maréchal d'Estrées, dont vous vous souvenez à peine.

Quant à *la maison militaire, payée par le Roi à Coblenz*, Louis XVI avait conservé une pension de retraite à ses anciens Gardes-du-Corps, comme l'ont toujours obtenue tous les Officiers réformés ; & peut-être ces Gardes-du-Corps, qui avaient prouvé leur dévouement pour le Roi, jusqu'à se laisser immoler plutôt que de lui désobéir en tirant sur le Peuple, auraient-ils eu droit à conserver cette pension, quelque part qu'ils fussent, amis ou ennemis ; car 1200 hommes ne pouvaient pas conquérir la France, & Henry IV, qui devait moins aux Parisiens, que Louis XVI ne doit à ses Gardes, leur envoyait des vivres en les combattant. Mais la vérité est, qu'après le Décret qui a assujetti le paiement des pensions au certificat de résidence, le Roi a donné à l'Intendant de la Liste Civile "l'ordre de ne plus payer aucun traitement à son ancienne Maison Militaire, particulièrement aux anciens Gardes-du-Corps, que sur un certificat de résidence ; de ne plus les payer en

“ masse, mais individuellement, & en joignant à  
 “ chaque quittance le certificat de résidence de chaque  
 “ individu.” Au mois de Novembre 1791, l’Inten-  
 dant de la Liste Civile a écrit au Trésorier pour  
 lui intimer les ordres du Roi. Le Trésorier a remis  
 une ampliation de cette Lettre au Chef du Bureau  
 de la Trésorerie, que regardait cette partie, en lui  
 recommandant expressément de s’y conformer. Les  
 états nominatifs ordonnancés lui ont été envoyés pour  
 acquitter les six derniers mois de 1791. Vous savez  
 que des états prouvent les paiemens à faire ; mais que  
 les quittances seules prouvent les paiemens faits. En  
 comparant les uns & les autres, on voit qu’il n’y a  
 pas eu un seul Garde-du-Corps émigré, qui ait rien  
 reçu. Enfin le Trésorier de la Liste Civile, que l’on  
 avait osé citer, a déposé, sous la foi du serment, tous  
 les faits que vous venez d’entendre.

Restent *les Lettres à l’adresse des Généraux Autri-  
 chiens, & leurs réponses.* Accusations, pièces, tout  
 est produit maintenant, tout est épuisé. Vous n’avez  
 pas vu ces *Lettres* ; vous ne les verrez jamais ; ceux  
 qui vous disaient qu’ils les avaient entre les mains, ne  
 les avaient pas.

Peuple, voilà certainement de grandes questions  
 éclaircies entre nous, avec bien de l’évidence, & en  
 bien peu de momens.

“ Pourquoi donc,” allez-vous dire, “ n’avons-nous  
 “ pas été instruits plus tôt ? Nous ne sommes pas  
 “ barbares, & nous ne nous complaisions pas dans  
 “ la haine.... Nous ne sommes pas injustes, & nous  
 “ ne voulions pas poursuivre l’innocence..... Nous

" sommes pas ingrats, & s'il n'est pas vrai que Louis  
 " XVI, qui, toute sa vie, avait été un Roi si populaire,  
 " ait été subitement métamorphosé en tyran; quel que  
 " soit le Gouvernement qu'il nous plaise de nous  
 " donner, eh mais! nous ne pouvons pas oublier  
 " que, tant qu'il nous a gouvernés, il n'a voulu  
 " que notre bonheur. Nous ne pouvons pas oublier  
 " que, sans lui, nous n'aurions pas eu nos Assemblées  
 " Nationales. Ah! c'était bien assez que le change-  
 " ment de nos idées politiques lui coûtât tant de  
 " sacrifices! Il fallait nous épargner la honte & le  
 " tourment de tout ce qu'il a souffert depuis 4 mois.  
 " Pourquoi nous a-t-on *caché la vérité* ?"

Pourquoi on vous l'a cachée, Peuple? Parce que,  
 pendant quatre mois, il n'y a pas eu en France un  
 seul moyen de vous la découvrir—Parce que le petit  
 nombre de paroles qui vient de me suffire, pour la faire  
 entrer toute entière dans vos ames, il ne se serait pas  
 trouvé dans toute la France un Imprimeur qui osât  
 les publier—Parce qu'en parlant de la *Liberté de la*  
*Presse*, on avait brisé toutes les Presses qui n'étaient pas  
 dévouées aux ennemis de Louis XVI, banni les pro-  
 priétaires, dispersé les ouvriers, égorgé les écrivains—  
 Parce qu'en parlant de la *Liberté du Transit*, on arrê-  
 tait non-seulement d'une province, non-seulement  
 d'une ville, mais d'une rue à une autre; & qu'on  
 fouillait dans les papiers, dans les vêtemens, sans dis-  
 tinction de sexe, avec un égal mépris pour les loix &  
 pour la pudeur—Parce qu'en parlant de la *Liberté de*  
*la Pensée*, on allait chercher vos pensées jusques dans  
 le secret de vos asyles domestiques, jusques dans la



cendre de vos foyers, où les restes de quelques lignes brûlées formaient un corps de délit—Parce que deux hommes ne se rencontraient pas sans terreur, & ne se regardaient pas sans soupçon—Parce qu'enfin la prison était là toujours ouverte, la hâche toujours levée, pour quiconque trahirait par un mot, par une larme, le secret de son cœur déchiré—Parce qu'à jour nommé, il a fallu que tout fût complice, ou victime, des hommes du 2 & du 9 Septembre.

Et cependant la France était inondée du déluge de ces accusations, qu'il était aussi impossible de combattre, que facile de réfuter ; on assignait un fonds public pour les imprimer\*. On les envoyait aux chefs militaires, avec ordre de les faire lire aux soldats dans chaque chambrée † ; aux administrateurs, avec ordre de les faire lire au prône dans chaque paroisse § ; un ministre se vantait d'en avoir distribué aux seuls tribunaux, QUARANTE-QUATRE MILLE EXEMPLAIRES ‡. On trouvait par-tout l'annonce d'une *Note de la Reine à l'Archiduchesse*,... l'annonce de *paiemens faits par le Roi à sa maison militaire de Coblenz*,... l'annonce de *Lettres écrites aux Généraux Autrichiens, répondues par eux, actuellement entre les mains du Corps Législatif*. Des adresses de l'Assemblée, des Proclamations du Ministère les reproduisaient chaque jour, & sous toutes les formes ¶. *Juges-de-paix, Notaires, tous les hommes*  
publics,

\* Décrets du 17 Août.      † Ibid.      § Ibid.

‡ Discours de Roland à l'Assemblée, 20 Août.

¶ Adresse aux Français, 13 Août ;—aux Citoyens de Paris, 15 ;—aux Français, 19 ;—à l'armée, 19 ;—aux Français, 3 Sept. &c.



publics, jusqu'aux *Maîtres d'école*, étaient invités, officiellement, à *rassembler le Peuple, pour lui en faire entendre une lecture périodique* †; des commissaires en titre étaient chargés d'aller *les distribuer dans tous les départemens*. Ils devaient emporter de Paris une provision, avertir lorsqu'elle serait épuisée, & recevoir de nouveaux envois. Ils devaient éviter l'économie dans leur distribution, visiter tous les Clubs, parcourir les petites villes & les campagnes écartées des routes. Ils devaient enfin, aux termes de leurs instructions écrites, *exciter l'énergie du Peuple.... l'élever... la soutenir au plus haut degré d'ardeur* ‡. Ainsi tout dénonçait, rien ne justifiait. Peuple, vous avez dû croire ce que vous avez cru. Vous avez dû sentir ce que vous avez senti. Je vous plains & vous venge, en même tems que je plains & venge votre Roi. Je n'accuse personne nominativement, mais je dois dénoncer les faits sous peine de trahir l'innocence, & de vous trahir vous-mêmes. Je vous avais annoncé des *vérités déchirantes, même des vérités sévères*; les voilà: je défie qu'on les nie; & j'ai rempli mon devoir.

Citoyens, d'après ce que vous venez d'entendre sur les trois principaux griefs allégués contre Louis XVI à cette première époque de l'accusation, vous imaginez bien que je me crois dispensé d'entrer dans un grand examen sur les autres.

Qu'importe ce recueil bizarre de pièces trouvées, a-t-on dit, chez l'infortuné Laporte, chez son Secrétaire, chez ses commis? Que signifient toutes ces lettres, tous ces fragmens, vrais ou faux, la plupart sans date, sans signatures, sans adresses; écrits dans

† Proclamation de Roland, 10<sup>r</sup> Sept.

‡ Instructions destinées à diriger la conduite des Commissaires Patriotes envoyés par le Conseil Exécutif dans les Départemens. *Moniteur* du 12 Sept.

tous les sens, mais sur-tout dans le sens le plus anti-aristocratique ? Qui ne sait qu'un homme en place est assailli par des sollicitateurs de tout genre, par des projets de toute espèce ? Qui ne sent combien ce qui est commun dans des tems ordinaires, doit devenir fréquent dans un tems de Révolution & de misère ?

Mais, dit-on, cette liste de pamphlets, d'auteurs, d'imprimeurs, soudoyés par la Liste Civile ? Ma réponse sera courte. Je suppose que le Roi ait connu & approuvé cette mesure générale ; car je ferais absurde d'admettre qu'il a pu en connaître les détails. Eh bien ! je demande de quel front ceux qui sont convenus qu'ils attaquaient le Roi avec des *piques*, lui font un crime d'avoir permis qu'on le défendît avec des pamphlets ?

Je ne crois pas être téméraire en concluant qu'il ne reste rien des charges produites contre le Roi, à la première époque.

Avant de la quitter, je dois fixer vos esprits sur un point capital. Même dans le fort de l'insurrection du 10 Août, lorsque des hommes, sortant du milieu de l'incendie & du carnage, venaient à la barre dicter des Décrets à l'Assemblée Législative, l'idée de poursuivre criminellement Louis XVI ne s'était pas présentée. *La déchéance du Roi*, voilà le seul vœu qu'avaient énoncé tous les pétitionnaires, depuis les nouveaux Représentans de la Commune, jusqu'aux individus. *La révocation de l'autorité déléguée à Louis XVI*, voilà la seule question relative au Roi, que soumettait à la Convention Nationale future, le Décret qui avait appelé cette Convention. Ainsi, vous tous qui la composez, vous qui avez été nommés par le Peuple, en vertu & dans l'intention de ce Dé-

crèt ; vous n'avez reçu de pouvoir que pour juger ce que ce Décret avait mis en question \*.

JE PASSE à la seconde époque de l'accusation. L'Assemblée Législative est dissipée ; la Convention Nationale est formée ; la Royauté est abolie ; Louis XVI devait, dans l'instant même, être mis hors de cause, & en pleine liberté. On oublie le titre qui a rassemblé la Convention, qui l'appellait à un jugement politique, & nullement à une procédure criminelle. On n'avait à prononcer que sur l'abdication du Roi ; on veut prononcer sur sa vie. Un nouvel accusateur se présente au nom de la Commission des 24 ; il annonce que cette Commission *a tout vu, tout lu* (tout, Citoyens) ; & il promet qu'à sa voix *le cabos va disparaître*. Écoutez.

VII. Seconde époque de l'accusation.

† Rapport de Valazé, 6 Novembre.

Citoyens, je reste confondu ; cet accusateur qui a *tout vu*, n'a rien vu de tout ce qu'on avait annoncé à la première époque de l'accusation.

Au lieu de la Note écrite par la Reine à sa Sœur l'Archiduchesse, on produit, pour prouver la Conspiration, une carte d'entrée au Château, donnée à M. d'Epresménil, par l'Inspecteur des Tuileries.

Au lieu de Lettres écrites aux Généraux Autrichiens, & des réponses de ceux-ci, on cite, pour

---

\* Voyez les pétitions & le Décret dans le Procès-verbal de la Séance du 10 Août. — Vous n'avez pas indiqué seulement la Convention Nationale pour prononcer la déchéance ou la réintégration du Pouvoir Exécutif ; mais elle aura à juger si le Peuple Souverain veut un Roi, ou n'en veut pas. Discours de Cambon, Séance du 15 Août, — *Quand même la Convention Nationale rétablirait le Roi sur le trône, nous aurions encore le droit de ne pas reconnaître la Royauté.* Discours de Fauchet, 4 Septembre.



prouver l'intelligence avec la Cour de Berlin, un voyage du Général Bouillé aux Tuileries, au mois de Juillet 1792 ; & le Général Bouillé n'a pas mis le pied en France depuis le mois de Juin 1791.

Des faits *incontestables*, prouvés par des déclarations anonymes à la Police, qui n'a rien découvert ; une fable de deux bateaux chargés de boulets, que personne n'a vus, & qui appartenaient au Roi, parce que, dit le Rapporteur, *il fallait bien qu'ils appartenissent à quelqu'un* ; des dépôts d'armes & d'uniformes, auxquels les plus incrédules ont ajouté foi, malgré l'innutilité des recherches ; un accaparement de sucres & de bled, impossible, je ne dirai pas à croire, mais à comprendre ; un Ordre de Chevalerie consacré à la Reine, que les Officiers Suisses portaient à Lyon dans les jours d'émeute : voilà désormais la matière de ce grand procès, qui doit servir de leçon à l'univers.

C'est ici qu'on érige en crimes des actes de devoir envers des parens, de reconnaissance envers des amis, de fidélité envers des créanciers, de bonté envers des domestiques, de bienfaisance envers des malheureux.

Citoyens, j'allais suivre l'accusateur dans le petit nombre de faits, sinon graves, au moins sérieux, qu'il a mêlés à tant d'insignifiantes allégations. Un nouvel incident vient m'en dispenser.

Déclarations  
de M. de  
Septeuil.

Sur tous les faits, le Rapporteur a invoqué le nom, le porte-feuille, les registres de M. de Septeuil. Voilà que M. de Septeuil prend la parole ; &, aussi clair que l'accusation a été obscure, aussi calme qu'elle a été incendiaire, aussi modéré qu'elle a été insultante, il dit aux accusateurs :



“ Vous invoquez par-tout, dans votre rapport, les  
 “ papiers que vous prétendez avoir trouvés chez moi.  
 “ Pourquoi n’entends-je pas citer ceux qui m’appar-  
 “ tiennent réellement; & qu’il serait important de  
 “ produire? Pourquoi en vois-je paraître qui ne  
 “ m’ont jamais appartenu?

“ Vous avez parlé d’une Lettre de M. de Bouillé  
 “ au Roi. Cette Lettre n’a jamais été adressée au  
 “ Roi; elle a été adressée à un particulier, qui me l’a  
 “ remise: tous les objets dont elle traitait sont anté-  
 “ rieurs à la Constitution acceptée.

“ Vous avez dit que l’expédition de Varennes avait  
 “ coûté 6 millions: le fait est indifférent; mais j’ai  
 “ payé les mandats, les sommes directement remises  
 “ au Roi; & je n’ai jamais connu qu’une dépense de  
 “ 980,000 liv.

“ Vous avez parlé de secours donnés par le Roi à  
 “ quelques personnes notoirement dans la misère; il  
 “ ne m’appartient pas de juger les bienfaits du Roi:  
 “ mais je suis sûr qu’aucune des personnes qui ont  
 “ reçu des secours, n’étaient dans la classe des Emi-  
 “ grés portant les armes.

“ Vous avez cité une Lettre de M. Delaporte,  
 “ annonçant la possibilité d’obtenir, par un sacrifice  
 “ de 1,500,000, un Décret qui déchargeât la Liste  
 “ Civile des pensions militaires. Non-seulement cet  
 “ avis n’a eu aucune suite, non-seulement je n’ai reçu  
 “ aucun ordre du Roi à ce sujet; mais je déclare que  
 “ jamais je n’ai été chargé de rien payer à aucun  
 “ Député.

“ Vous avez dit que le Sieur Gilles avait reçu,

“ dans les deux mois de Mai, & de Juin, 72,000 liv.  
 “ & que l'un de ses reçus portait, *pour l'organisation*  
 “ *de soixante hommes*, dont vous avez fait, d'abord  
 “ *soixante hommes armés*, & par suite, la preuve d'une  
 “ *armée toute entière*. Oui, j'ai vu trois ou quatre  
 “ fois le Sieur Gilles; oui, je lui ai délivré des se-  
 “ cours pour l'établissement du *Postillon de la guerre*,  
 “ & du *Logographe*, pour l'organisation de son entre-  
 “ prise. Mais c'est à moi que les reçus ont été re-  
 “ mis : je me rappelle que le reçu portait, *pour*  
 “ *l'organisation*, & non pas *pour l'organisation de*  
 “ *SOIXANTE HOMMES*. Je demande qu'on vérifie  
 “ l'écriture des trois derniers mots; car s'ils sont sur  
 “ la pièce, ils y ont été ajoutés; ils n'y étaient pas  
 “ tant qu'elle a été entre mes mains; & j'affirme  
 “ que dans tous les reçus, lettres, mandats, pièces  
 “ de quelque nature qu'elles fussent, qui ont passé  
 “ sous mes yeux, jamais je n'ai vu aucune trace  
 “ d'organisation armée, autre que celle existante  
 “ par les états publics & ordonnancés par la Liste  
 “ Civile. ”

“ Vous avez rappelé le *payement des anciens*  
 “ *Gardes-du-Corps*, sans doute pour insinuer que  
 “ la Liste Civile les avait entretenus à Coblenz;  
 “ car vous ne le dites plus formellement. Je ré-  
 “ pète, moi, ce que j'ai déjà déclaré sous la foi du  
 “ serment, que j'ai reçu du Roi *les ordres les plus*  
 “ *formels* de ne payer qu'individuellement chaque  
 “ *Garde-du-Corps*, qui joindrait à sa quittance  
 “ son certificat de résidence; & j'affirme de nou-  
 “ veau qu'aucun non-résident n'a été payé. Vous  
 “ les pièces.

" Enfin, vous avez accusé le Roi d'un accapa-  
 " rement de blé, de sucre & de café, dont j'étais,  
 " dites-vous, l'agent, & je vous apporte la preuve  
 " que tout ce que vous avez raconté à cet égard,  
 " n'est qu'un tissu de fables. Vous avez confondu  
 " les faits, les dates, les personnes. D'un place-  
 " ment fait par mon frère & moi de notre patri-  
 " moine, vous avez fait un emploi de fonds libres  
 " du Roi. D'une spéculation de commerce ordinaire,  
 " par laquelle nous avons voulu, mon frère & moi,  
 " nous dérober à la perte des assignats, vous avez  
 " fait un monopole, entrepris pour le compte du  
 " Roi. Vous avez fixé au mois de Juin 1791 l'époque  
 " du traité que j'ai passé avec un négociant de Ham-  
 " bourg, afin de le rapprocher de l'autorisation que  
 " le Roi m'avait donnée sur un tout autre objet, &  
 " afin de faire croire que l'un était l'effet de l'autre.  
 " Mais l'autorisation que le Roi m'a donnée pour  
 " placer ses fonds libres, dont je ne voulais plus être  
 " chargé, est du mois de Janvier 1791 : le placement  
 " que j'ai fait avec mon frère de nos fonds communs,  
 " est du mois de Mars 1792. Vous avez dit que les  
 " expéditions & la correspondance étaient faites sous  
 " des noms supposés : elles étaient faites tantôt sous  
 " mon nom, tantôt sous celui de mon frère. Je vous  
 " prouve ce que sont devenus les fonds libres du Roi;  
 " quand j'en ai été chargé ; quand j'ai cessé de l'être ;  
 " à quelles époques, & par quelle quantité le Roi  
 " les a successivement retirés. La feuille des reçus est  
 " chez moi ; elle est chez le Roi : sûrement vous ne  
 " les avez pas vues ; mais il fallait les voir. Au reste,  
 " je me sou mets à faire faire les enquêtes les plus so-



“lemnelles pour démontrer la vérité de tous ces faits.”

Et M. de Septeuil, après avoir parlé ainsi, va jurer devant un Magistrat, sur le livre de la Religion & de la Loi, qu'il a dit la vérité ; & sa Déclaration est portée à la Convention Nationale ; & personne n'ose faire entendre une dénégation.

Citoyens, vous m'accorderez, je pense, qu'il ne reste plus rien de l'accusation à la seconde époque,

Quoi ! renaîtra-t-elle encore ? Oui, il faut qu'on trouve un délit à Louis XVI. A peine l'accusateur a-t-il fini ; que des voix s'élèvent pour s'opposer à l'impression de son rapport. On en craint la faiblesse ; on ne veut pas, Peuple, que vous lisiez un acte dans lequel les accusateurs, après avoir dit qu'ils avaient *tout vu*, ont montré qu'ils ne pouvaient *rien prouver* à la charge de Louis XVI. Il *n'a pas tout dit*, s'écrient plusieurs voix, & les réclamations se précipitent. *Il faut fouiller au Comité de surveillance de Paris, & au Comité de sûreté générale. — Il faut fouiller dans les archives du ci-devant Parlement, & au Greffe de la haute Cour Nationale. — Il faut fouiller au Greffe du Tribunal du 17 Août, & dans le procès de d'Angremont.\** — Le rapport est imprimé, pour donner des idées †, & une troisième accusation est promise.

\*Barbaroux, Sergent, Péthion.

† Danton.

VIII. Armoire

CITOYENS ! un grand événement se passe dans l'intervalle. On raconte que Louis XVI, pour assurer le dépôt de ses papiers, a fait pratiquer, dans un mur de son palais, une ouverture mystérieuse, dont la porte échappe à tous les regards. Un seul homme, dit-on,



a été son confident, & cet homme est l'ouvrier qu'il a employé. Ce confident unique le trahit; l'armoire secrète est dénoncée. Ah ! puisqu'on est sûr que l'ame de Louis est celle d'un coupable, qu'elle recèle la perfidie & le meurtre; puisqu'on a dit qu'à chaque instant on découvrirait une trahison de la Cour, & qu'aussi-tot le fil était rompu par le soin qu'elle avait pris d'anéantir toutes les preuves\*; la justice doit triompher de cette nouvelle découverte. Sans doute qu'on voudrait, avec la plus éclatante solennité, ces archives du crime & de la tyrannie. Ce qu'on disait avec emphase sur ce misérable ramas, recueilli partout à l'époque du 10 Août, † sans doute on va le dire, avec religion, sur le dépôt précieux qui vient d'être révélé : nul individu, quel qu'il soit, n'aura la témérité d'approcher, seul, des lieux qui le renferment; on ira chercher dans sa prison le Prince coupable, qu'on a enfin trouvé le moyen de convaincre, & devant lui, à la face du tribunal qui va le juger, à la face du Peuple qui doit être vengé de lui, l'on ouvrira l'armoire fatale, on en tirera toutes les pièces une à une; on forcera celui contre qui elles déposent, de les reconnaître. La justice sera terrible; mais l'incrédulité elle-même sera convaincue.

Non, Citoyens : Ce prétendu dépôt est ouvert sans témoins; les papiers sont pris, emportés; une découverte est annoncée à la Convention Nationale; le Comité se trouve saisi de pièces; personne ne sait ni ce qu'elles sont ni d'où elles viennent; personne ne le saura jamais.

\* Rapport de Valazé.

† Mais pour assurer le cours régulier de cette affaire importante, il ne doit rester sur ces pièces, ni incertitude, ni doute. Il faut qu'il n'y ait pas un seul Français qui ne les connaisse. Il faut que l'opinion publique, au moment de prononcer, soit complotée, générale, unanime. *Re-land, Proclamation du 1<sup>er</sup> Sept. 1792.*

Et ces pièces deviendraient les pièces légales d'un procès criminel, deviendraient des titres de condamnation ! Ah ! dans une procédure ordinaire, où il n'y aurait ni droit usurpé, ni moyen de procéder interdit, où je ne craindrais pas de commettre un trop auguste Client avec ceux que je traînerais dans l'arène à sa rencontre, je fais bien quel parti j'aurais ici à prendre ; & l'accusé deviendrait accusateur. Je demanderais compte, bien moins encore de ce qu'on a pu supposer, (car en vérité l'on n'a rien produit de reutable) que de ce qu'on a supprimé ; car si cette armoire n'est pas une fable, si là existait réellement le dépôt des pensées & des secrets de Louis XVI, des informations qu'il a reçues, des offres qui lui ont été portées, des réponses qu'il y a faites, le Peuple aurait vu l'excès de perfidie de ses prétendus bienfaiteurs, & l'immensité des sacrifices de son généreux Roi. Au moins faut-il que l'opinion fasse justice d'une si coupable manœuvre ; & quant à moi, je déclare que si je daigne m'occuper des pièces prétendues tirées de cette armoire, je n'en parlerai jamais sans les flétrir du nom de *pièces fausses & fabriquées* : on m'en a donné le droit incontestable ; & l'on falsifie une pièce en la séparant de tout ce qui l'accompagne, & de tout ce qui l'explique, autant qu'en y faisant des altérations matérielles.

IX. Troisième  
époque de  
l'accusation.

CITOYENS ! nous arrivons à la troisième époque de l'accusation. D'après toutes les métamorphoses qu'elle a subies, d'après tous les *faits* que j'ai prouvés, d'après celui sur lequel je viens de m'arrêter, je ne devrais pas lire cet *acte énonciatif*, dernier résultat

\* Rapport  
de Lindet.

d'un Rapport \*, que j'ai convaincu de tant de faux matériels & volontaires, en vous présentant la vie

de Louis XVI. Mais il faut vaincre jusqu'à la répugnance la plus juste, il faut sacrifier jusqu'au droit le mieux acquis. Louis XVI. a été amené à la barre de ces Assemblées Nationales, qu'il appelait & qu'il ouvrait du haut de son trône il y a trois ans. Louis XVI. a été le *Bélifaire* des Rois; il a offert *ce grand spectacle digne des regards du Ciel & de la terre; un homme juste aux prises avec l'adversité*, avec tous les genres d'adversité que l'esprit humain peut concevoir. Il a répondu à toutes les questions qui lui ont été faites; & il y a répondu non-seulement sans orgueil, mais même sans amertume; il a paru songer uniquement qu'il était innocent, & jamais qu'il était calomnié. Il ne m'appartient pas de dédaigner l'acte dont il s'est occupé: je dois surmonter le ressentiment dont la vertu l'a préservé; & au lieu de l'indignation & du mépris, c'est avec saisissement & respect que je reprends cette série de questions, à laquelle ses réponses ont attaché l'intérêt du monde & de la postérité.

Il faut cependant se définir ce qu'on doit réfuter, tâcher de trouver un sens à ce qui est si profondément obscur, & d'introduire quelque ordre au milieu de tant de confusion.

Trente-cinq chefs d'accusation font la matière de cet interrogatoire; la plupart sont tellement insignifiants, qu'on est embarrassé de s'en occuper, parce qu'on ne sait comment se défendre de ce qui n'accuse point. Il est cependant évident qu'on a voulu en induire deux résultats généraux—*Projet d'empêcher la Constitution*—*Projet de renverser la Constitution*. Je vais classer sous ces deux titres, tous les chefs partiels, accumulés au nombre de trente-cinq,



## § PROJET d'empêcher la CONSTITUTION.

Huit chefs appartiennent à cette première Section.

Je n'y trouve de nouveau qu'un genre d'argumentation bien étonnant.

Sous le troisième chef, pour prouver au Roi qu'après le 17 Juillet 1789, il persistait dans ses projets d'asservir la Liberté Nationale, on lui cite ses observations sur les décrets du 11 Août—les événemens du 5 & du 6 Octobre—& les paroles qu'il adressa, le 5, à une députation de l'Assemblée Constituante : “ Je veux m'éclairer de vos conseils, & ne jamais me séparer de vous.” C'est avec les mêmes preuves que j'ai démontré que Louis XVI s'est immolé pour la Liberté Nationale.

Sous le huitième chef, on lui cite la Convention de Pilnitz, du 14 Juillet 1791, pour prouver l'infraction du serment qu'il a prêté deux mois après, le 14 Septembre 1791.

Sous le quatrième, le cinquième, & le septième chefs, je trouve indiquées quelques-unes de ces fausses pièces, qu'on prétend avoir trouvées dans l'armoire secrète, qu'on étaié du nom d'un mort, & qui ne valaient pas la peine d'être supposées, tant elles sont insignifiantes !

Du reste, c'est encore la Séance du 23 Juin, encore le 14 Juillet, encore le voyage de Varennes : c'est ce qu'on avait toujours dit, sans jamais le prouver ; ce que j'ai pulvérisé par le simple récit des faits ; enfin, ce dont il ne m'est plus permis de m'occuper.

Citoyens,



CITOIENS, souffrez que je vous donne un avis important. Quand on veut faire respecter le nom de Nation, il ne faut pas se jouer des actes les plus solennels qui soient jamais émanés de l'autorité d'une Nation. Je ne puis reconnaître pour chefs d'accusation, ni contre Louis XVI, ni contre qui que ce soit, aucun fait relatif à la révolution, antérieur au 14 Septembre 1791. Une amnistie générale a été publiée à cette époque; et quand je dis *amnistie*, j'entends ce mot dans sa stricte étymologie, c'est-à-dire, *oubli* et non *pardon*, car certes ce n'était pas à Louis XVI. qu'on avait à pardonner. Je dis donc qu'une amnistie générale, publiée le 15 Septembre 1791, a effacé jusqu'à la trace de tous les faits relatifs à la révolution; (je répète les paroles de l'Assemblée constituante et les termes de la loi). Le Roi, accablé de tant d'injustices et d'ingratitude, a donné le premier l'exemple d'un oubli généreux, (je répète encore l'Assemblée constituante). C'était bien le moins que ses ennemis comblés par lui de tant d'avances et de tant de bienfaits, daignassent aussi ne plus se souvenir de quelques démarches irrégulières ou imprudentes, qui, supposées vraies, auraient été arrachées par l'excès de l'injustice à l'excès du désespoir. L'oubli a été réciproque et entier. Tout la France l'a sollicité, proclamé, juré. J'insulterais la Nation Française, si je disais un mot de plus; le premier chef est terminé.

H

PROJET

# §§. PROJET de renverser la CONSTITUTION.

CITOIENS, c'est donc un délit que d'avoir voulu renverser la constitution? C'est donc un délit que d'avoir parjuré le serment de maintenir la constitution?

EH bien, Louis XVI. ne l'a pas renversée; Louis XVI. proteste que jamais *il n'a voulu* la renverser. Il a pour accusateurs et pour juges des hommes qui confessent que dès le 1 Octobre 1791 ils ont voulu la renverser, et qui se glorifient de l'avoir renversée le 10 Août 1792, vingt-cinq jours après qu'ils avaient renouvelé volontairement le serment de la maintenir. N'est-ce pas abuser de la parole, que d'en dire d'avantage?

CITOIENS, je marche de surprise en surprise. Je viens d'examiner les vingt-sept chefs d'accusation rangés dans cette seconde section, et ils m'offrent un bien inconcevable résultat.

LORSQUE l'on a agité, dans la Convention, si Louis XVI. pouvait être mis en jugement, ceux qui ont entraîné la Convention à décréter l'affirmative, l'ont décidée par ce seul motif, qu'*il s'agissait de délits personnels au Roi, étrangers à ses ministres, distincts des fonctions du pouvoir exécutif, et qu'enfin il avait commis sans agents\**. Or je vois que les huit chefs les plus graves, parmi ceux qu'il me reste à parcourir, sont ceux précisément qu'il

\* Voyez le Rapport de Mailhe et toutes les opinions.

qu'il n'a pu commettre sans agents, ceux qui tenaient essentiellement aux fonctions du Pouvoir Exécutif, ceux enfin qui étaient personnels à ses ministres.

Ainsi, au lieu d'un Roi inviolable, et de ministres responsables, cet acte offre précisément des ministres inviolables et un Roi responsable.

#### FAITS MINISTERIELS.

DEMANDEZ donc aux ministres, pourquoi ils ont proposé au Roi trois commissaires civils qui devaient favoriser la révolte d'Arles; et demandez leur surtout quelle était la puissance contre laquelle Arles se révoltait? car ce n'était ni contre le Roi, ni contre le Corps Législatif, ni contre la Constitution.

DEMANDEZ aux ministres, pourquoi ils ont différé à réunir Avignon, après avoir tant sollicité la réunion? Pourquoi ils y ont porté la guerre civile, et pourquoi ils ont proposé au Roi des commissaires qui devaient incendier, au lieu de calmer?

DEMANDEZ aux ministres ce qu'ils ont fait pour soulever, ou pour soumettre Nîmes, Montauban, Mende, Jalès?

DEMANDEZ aux ministres, pourquoi ils ont envoyé 22 bataillons contre les Marseillois, qui voulaient simplement entrer dans Arles, comme  
ils

ils sont entrés dans Avignon et dans Paris? Demandez à l'Assemblée Constituante, pourquoi elle a autorisé cet envoi de troupes par un décret?

DEMANDEZ aux ministres, pourquoi ils ont donné un commandement à Mr. de Wigtenstein qui n'était pas l'ennemi du Roi; et demandez à ce Général ce qu'il entendait par sa lettre du 21 Avril, si c'était les émigrés ou les républicains qu'il voulait *ramener auprès du trône*?

DEMANDEZ aux ministres comment ils ont fait pour ne pas conserver un officier de marine, quand il y avait des insurrections dans tous les ports et sur tous les vaisseaux \*; quand les clubs envoyaient des ordres aux équipages †; quand les matelots faisaient la motion de jeter les officiers à la mer ‡: quand à Rochefort le Major général était averti par la municipalité de s'enfuir la nuit, parceque deux mille ouvriers devaient l'affassiner le lendemain §; quand à Toulon, M. d'Albert, M. de Bonneval, M. de St. Julien, M. de Villars,

\* L'Alceste, la Capricieuse, la Levrette, le Dromadaire la Lionne, la Fidèle, l'Entreprenant, le Tourville, la Ferme, le Patriote, le Majestueux, la Bellone, le Jupiter, la Perdrix, le Téméraire, la Surveillante, &c. Voiez le Compte rendu de M. de Bertrand, Mars 1792.

† La Galathée, l'Embuscade, Août 1791.

‡ L'Apollon, Septembre 1790.

§ M. Mac-Carty, 1790.



lars, M. de Castelet, étaient, les uns criblés de blessures et jetés dans un cachot \*, les autres, volés et trainés dans la poussière ; quand à Brest, les matelots chassaient les officiers †, cassaient les bras aux maîtres d'équipages ‡, plantaient des potences devant la porte des Majors généraux §, enfin lorsque Mr. de la Jaille était assassiné impunément ?

DEMANDEZ aux ministres, pourquoi l'armée de ligne n'était que de cent mille hommes en Décembre 1791 ; pourquoi l'Assemblée Législative laissait languir, des mois entiers, leurs demandes les plus urgentes, et rejetait impitoyablement leurs supplications les plus vives ?

DEMANDEZ aux ministres, pourquoi ils ont rédigé, contresigné et publié une proclamation qui arrêta l'élan du patriotisme ; pourquoi ils ont laissé nos armées sans soldats, et pourquoi, pendant trois mois, ils n'ont pu obtenir de l'Assemblée Législative le recrutement qu'ils lui demandaient tous les jours ?

DEMANDEZ à ce Ministre général, qui a peint avec des couleurs si vives la détresse de votre armée au moi de May, pourquoi il avait déclaré la guerre au mois d'Avril précédent ?

DEMANDEZ.

\* Décembre 1789.

† L'Auguste et l'Amérique, Octobre 1790.

‡ Janvier 1791.

§ Septembre 1790.

DEMANDEZ à ce Ministre général et négociateur, qui, pour vous déterminer à la guerre, vous répondait de la neutralité du roi de Prusse, pourquoi la Prusse, dans ce même instant, agissait hostilement contre vous ?

DEMANDEZ aux ministres, pourquoi ils ont retenu à Paris les Suisses, dont une moitié était partie pour la Normandie ? Pourquoi ils ont pu être arrêtés un instant par une capitulation réclamée ? Pourquoi ils ne se sont pas empressés de violer tous les traités, pour oter au Roi, un jour plutôt, ses derniers défenseurs ?

LE Roi est étranger à tous ces faits. Le défenseur du Roi ne doit seulement pas en prendre connaissance. Il n'abandonnera pas tous les principes à la fois, et c'est bien assez de se prêter à l'hypothèse des délits personnels, qu'il va parcourir rapidement.

#### FAITS PERSONNELS AU ROI.

I. GARDES du corps payés à Coblenz ; les registres de Septeuil en font foi. - - - - Les registres de Septeuil prouvent qu'il n'y en a pas eu un seul de payé à Coblenz.

Sommes considérables envoyées à MM. Rochefort, Polignac, la Vauguyon, &c. Il vous l'a dit, il aimait à donner à ceux qui ont besoin ; et qu'ils sont devenus nombreux, ceux qui ont besoin ! Mais  
quelle

quelle étrange idée vous êtes vous donc formée d'un Roi ? Il avait un revenu précaire, substitué à un immense patrimoine, et il ne pouvait en disposer ; des gardes, et il ne pouvait se les attacher ; des parents, et il ne pouvait secourir ni l'enfance des uns, ni la vieillesse des autres ; une religion, et il ne pouvait la suivre ; un cœur bienfaisant, et ses bienfaits étaient des crimes ! Ah ! quand vous lui composiez une telle couronne, vous vouliez, sans doute, le conduire à en désirer lui-même la chute.

II. *Ses frères ont été ennemis de l'état - - -*  
 Eh bien, lui, s'en est fait la victime. *Ils ont rallié les émigrés sous leurs drapeaux - - -* Il n'a cessé de les rappeler sous ceux de la France. *Ils ont levé des régiments, faits des emprunts, contracté des alliances en son nom - - -* Il a tout désavoué solennellement. *Il n'a fait ces désaveux, que quand il a été bien certain qu'il ne pouvait plus nuire à leurs projets - - -* Ces désaveux datent du mois de Juillet 1791, et je demande où en étaient les projets des Princes et des Emigrés, même au mois d'Avril 1792, lorsque la France a déclaré la guerre. Enfin l'intelligence de Louis XVI. avec ses frères est prouvée par un billet signé Stanislas Xavier. Avez-vous une réponse du Roi à ce billet ? Avez-vous rien qui prouve que le Roi ait approuvé les desseins exprimés par ce billet ? Croiez-vous  
 2 que

que tous les partis, sans exception, n'aient pas adressé de pareilles invitations au Roi, pour le faire entrer dans leurs vues ? Enfin ce billet est visiblement antérieur au 14 Septembre.

III. *Servan propose de former auprès de Paris un camp de 20,000 hommes ; l'Assemblée Législative le décrète, Louis XVI. refuse sa sanction - - -* Servan proposant un camp de 20,000 hommes auprès de Paris, pour recruter l'armée aux frontières, était absurde. Servan, ministre du Roi, faisant cette proposition à l'Assemblée, sans en avoir prévenu le Roi, était perfide. Cambon avouant que ces 20,000 hommes étaient mandés pour opérer une nouvelle révolution, était franc. Cambon et ses collègues cherchant à remplacer ces 20,000 hommes, et appelant à Paris les volontaires nationaux pour la révolution du 10 Août, étaient conséquents. Louis XVI. refusant sa sanction faisait un acte légitime et constitutionnel. Louis XVI. refusant le camp proposé, préservait Paris. Louis XVI. proposant et formant un camp à Soissons, recrutait l'armée.

IV. *Louis XVI. a donné mission aux commandants des troupes de déforger l'armée et de pousser des régiments entiers à la désertion, &c. - - -* Louis XVI. le nie. Qu'opposez-vous à cette dénégation ? Une lettre. De lui ? Non. A lui ? Non. Authentique ? Non : C'est une des pièces fausses qu'on



qu'on suppose avoir trouvées dans l'armoire. Même vraie, elle ne prouverait rien, si ce n'est que M. de Toulangeon aurait employé le nom du Roi pour s'accréditer auprès des Princes. Est-ce ici qu'on ignore que tous les partis ont pris le nom du Roi depuis quatre ans? Les premiers incendiaires, les premiers meurtriers qui ont porté la flamme et le meurtre dans les provinces, faisaient bien plus que de citer le nom du Roi : ils produisaient des *ordres du Roi*, des *lettres patentes du Roi*, pour courir sous à la noblesse, et razer tous les châteaux.

V. *Louis XVI. a chargé ses agents diplomatiques de favoriser la coalition des puissances étrangères et de ses frères, contre la France - - -* Même dénégation de la part de Louis XVI ; même argument de la votre. *Une lettre*, qui n'est ni de lui, ni à lui, ni authentique ; *une des pièces fausses*, qui, même vraie, ne signifierait rien ; qui n'aurait trait qu'à la Turquie, et qu'on étend sur toutes les puissances ! qui prouverait que M. de Choiseul faisait des propositions ; qu'il n'osait pas les faire au Roi, qu'il les faisait aux Princes, de qui il ne recevait même pas de réponse. Et le Roi a rappelé M. de Choiseul ! Et vous avez sous les yeux toutes les instructions et toutes les dépêches de tous les agents diplomatiques ! !

VI. *Louis XVI. a confié le département de la guerre à Dabancour, neveu de Calonne; et tel a été le succès de cette conspiration, que les places de Longwy et de Verdun ont été livrées dès que les ennemis ont paru.* Qu'importe la parenté de M. de Calonne? Mais quelle a été la conspiration? où sont les preuves? les faits? les noms? Il est clair que c'est Louis qui a nommé Beaurepaire: avez vous la preuve qu'il se soit entendu avec ceux qui l'ont réduit à s'immoler lui-même à l'honneur? Lille et Thionville n'étaient-elles pas aussi importantes que Longwy et Verdun?

VII. *Le Corps Législatif exposa le 8 Mars la conduite coupable de Bertrand. Louis XVI. répondit qu'il était satisfait de ses services.* La majorité de l'Assemblée Législative avait décidé qu'il n'y avait pas lieu à accusation sur ces mêmes faits, remis au Roi le 8 Mars par l'intrigue de la minorité. L'opinion du Roi était conforme à ce décret. Le Roi aurait seul cru M. de Bertrand innocent, l'Assemblée sans division l'aurait cru coupable; c'est une question à juger: il ne peut y avoir là d'accusé que M. de Bertrand, et il a paru qu'il ne craignait pas le jugement.

VIII. *Les agents du Roi ont fomenté le trouble dans les colonies - - -* Demandez aux Colons qui ils accusent de leurs malheurs? Demandez aux nègres qui les a soulevés?

VII. *L'in-*

IX. *L'intérieur de l'état était agité par les fanatiques.* Qui sont ces fanatiques ? 200 prêtres ont été égorgés aux Carmes ; 100 à St. Firmin ; 17 à l'Abbaye ; 60,000 ont été déportés. Il n'y en a pas encore un seul dans ce moment, qui ait été convaincu d'un délit. Il n'y a pas encore eu dans ce moment d'autre fanatisme, que celui des puritains et des athées.

*Le Roi s'est déclaré leur protecteur.* Comment ? en les laissant expulser de leurs sièges, chasser de leurs églises, dépouiller de leurs pensions alimentaires ? Il les a plaints sans doute ; mais protégés ! quand l'a-t-il pu ? qui a pu être protégé par lui depuis trois ans ? par qui, grand Dieu ! n'a-t-il pas eu besoin d'être protégé lui-même ?

*Il a manifesté l'intention évidente de recouvrer par eux son ancienne puissance.* Ah ! voici cette fameuse lettre à l'évêque de Clermont, et la réponse du prélat. Je ne veux pas savoir d'où viennent ces pièces ; mais je les ai entendu invoquer par tous les persécuteurs de Louis XVI, comme la preuve la plus convaincante de ce qu'on appelle sa trahison. Eh bien ! je les admetts comme vraies ; j'oublie qu'elles sont antérieures à l'acceptation de l'acte constitutionnel : voyons ce qui en résulte. D'abord il faut rétablir la vérité du texte, car votre citation est fautive ; la lettre à l'évêque ne dit pas : *je veux recouvrer par vous*  
mon

*mon ancienne puissance.* Elle dit: "je rétablirai dans toute sa pureté la religion dont vous êtes le ministre, *si je recouvre ma puissance.*" Ainsi le Roi, si c'est lui qui a écrit cette lettre, promet appui, au lieu de le demander; s'abandonne aux évènements, au lieu de les forcer: la différence est énorme. On insiste sur ces mots: *si je recouvre.* Eh bien; *si je recouvre,* veut-il dire *si je conquiers?* Les moyens de réforme réservés à la nation par la constitution, ne pouvaient-ils pas faire recouvrer au Roi sa puissance? La nation, si elle était libre pour renverser le trône, cessait-elle de l'être pour le fortifier? Les Danois, fatigués des tourmens de l'anarchie, ont été dire à leur Monarque: *soyez Despote;* n'était-il pas possible que les Français vinssent dire à Louis XVI: *soyez Roi?*

MAINTENANT, si j'examine les pièces en elles-mêmes, la consultation qu'elles renferment; ah! quelle preuve d'une ame innocente et pure! Quoi! il aurait été parjure, quoi! il aurait formé des complots de tyrannie et de sang, celui-là qui tremblait d'approcher des autels sans en être digne; celui-là qui était si scrupuleusement fidèle à sa religion; celui-là que sa religion conduisait à tracer, au milieu des horreurs du 20 Juin, ces mots si attendrissans: "*Venez me voir; j'ai fini avec les hommes; je n'ai plus besoin que du Ciel.*"



*Ciel* \*. Ah! la lettre à l'évêque de Clermont, car j'aime à la croire vraie, sera unie à ces dernières paroles dans les hommages de la postérité. Ceux qui ont produit cette lettre, éprouvaient sans doute un remord, et ils ont voulu fournir à Louis XVI. une défense contre toutes les imputations imaginées contre lui.

CITOIENS, je vais précipiter une discussion devenue superflue.

JE n'ai plus rien à dire sur la fable absurde de *l'acaparement* (X); rien sur *la suspension des deux fameux décrets* (XI); rien sur *la nouvelle garde licenciée* (XII). Quand le sang du plus loyal des hommes fume encore, quand M. de Brissac a été emprisonné et mis en pièces par convention, sur le seul mot d'*incivisme*, sans l'ombre même d'une seule calomnie positive, le respect public devait peut-être interdire de proférer cette dernière accusation.

JE ne dégraderai pas la cause du Roi, jusqu'à le défendre sur le *procès de d'Angremont*, dont on n'a pas osé révéler une seule pièce; sur *l'organisation de Gilles*, dans le reçu duquel on a ajouté les *soixante hommes*; sur les *compagnies particulières* (XIII)  
qu'on

\* Billet du Roi à son Confesseur, M. Hébert, qui, pour l'avoir répété en pleurant, a été conduit aux Carmes, et fusillé le 2 Septembre à genoux au pied de l'autel, dans la chapelle du jardin,

qu'on ne prouve pas, qu'on prouverait inutilement, parceque quiconque gouverne est obligé d'avoir des ministres, sous eux des commis, sous eux des espions; parceque quiconque est calomnié journellement dans des groupes, a le droit d'opposer orateur à orateur, et que le délit reste du côté de celui qui provoque, et qui calomnie.

XIV. *Le nom Français n'a pas été respecté dans les pays étrangers.* Méritez qu'il le soit. Que pouvait y faire Louis XVI? L'opinion générale commande aux Rois, et elle commande aussi aux Républiques.

XV. *Plusieurs membres des Assemblées constituante et législative ont été achetés par des sommes énormes.* Citez les membres achetés: car il serait trop injuste qu'on s'arrangeât pour que le délit restât tout entier à la charge du Roi, ainsi qu'on a eu l'indiscrétion de l'exprimer \*. Louis XVI. a nié les deux projets qui lui ont été allégués, il est prouvé qu'aucun n'a été ni exécuté, ni adopté, ni peut-être connu de lui. Encore une fois je demande qu'on nomme les membres payés; car si personne n'a été acheté, personne n'a acheté; et d'ailleurs, pour me prouver un délit, il faut qu'on me cite un homme vertueux qui ait été corrompu.

\* Rapport de Valazé.

corrompu. Citoyens, j'appelle votre attention sur ce que je vais vous lire.

PHILOPEMEN était le plus vertueux des Grecs. Il rendit la liberté à Sparte, et Sparte reconnaissante, après avoir vendu tous les biens du tyran dont elle avait été délivrée, envoya offrir le produit de la vente à son libérateur. On eut de la peine à trouver un député pour porter cette offre à Philopémen, tant on était sûr que sa vertu désintéressée la repousserait. Un Spartiate s'en chargea enfin, fit deux fois le voiage sans oser ouvrir la bouche sur le sujet de sa mission, et la troisième fois rompit le silence. *Allons à Sparte*, dit Philopémen. Ils arrivent. Les Spartiates s'assemblent. Philopémen les remercie de leur bienveillance, refuse d'accepter leurs offres, et leur adresse ces mots :

“ Ne dépensez pas votre argent à vous gagner des  
 “ amis, hommes de bien ; car pour ceux là, vous  
 “ pourrez toujours user gratuitement de leur fa-  
 “ gesse et de leur vertu : mais gardez le pour  
 “ gagner les méchans, pour acheter ceux qui  
 “ portent le trouble dans les conseils, et qui di-  
 “ visent la ville par leurs discours séditieux.  
 “ Voilà les hommes qu'il faut payer aux poids de  
 “ l'or : autrement ils ne cesseront de vous tour-  
 “ menter, et il vous sera impossible de gouver-  
 “ ner.”

ENFIN,

\* Plutarque Vie de Philopémen.

ENFIN, vous avez dit à Louis XVI. que, dans la matinée du 10 Août, les *Suisses* avaient tiré les premiers (XVI). Le fait serait vrai, que je vous déferais de le lui imputer; mais le contraire est démontré. Vous lui avez demandé *pourquoi* le 10 au matin il avait fait la revue de ces *Suisses* (XVI)? *Pourquoi* il avait rassemblé des troupes dans le *château* (XVII)? *Pourquoi* dans la nuit du 9 il avait mandé le *Maire* (XVIII)? Demandez donc à Cambon de vous répéter pourquoi l'Assemblée Législative avait renvoyé la garde du Roi, et les troupes de ligne? pourquoi elle avait désorganisé la force armée, et l'état major? pourquoi, au défaut des 20,000 hommes, elle avait fait venir les volontaires nationaux? pourquoi ceux de son département avaient fait 200 lieues en onze jours, afin d'être arrivés pour le 10 Août? Demandez à Péthion ce que les fédérés avaient juré d'exécuter avant de quitter Paris? Demandez à Rœderer pourquoi, au nom de la loi, il a donné publiquement, et à ces *Suisses*, et à ces troupes rassemblées dans le *château*, L'ORDRE DE REPOUSSER LA FORCE PAR LA FORCE? et quant à cet homme qui s'est repenti d'avoir fait son devoir, qui a osé renier des paroles entendues par des milliers de témoins, qui le 9 Août se vantait de défendre le Roi, qui le 11 s'est vanté de l'avoir trahi, que son supplice soit d'exciter à jamais la



la méfiance de ses complices, en restant convaincu d'avoir fait une fois l'action d'un homme de bien.

CITOIENS, prêtez l'oreille au dernier chef d'accusation (XIX).

*Vous avez fait couler le sang des Français ?—*

“ NON, MONSIEUR, CE N'EST PAS  
“ MOI — — —

LA défense du Roi est complète, et c'est lui qui vient d'y mettre le dernier sceau.

CITOIENS, c'est un grand mot, croiez-moi, que celui par lequel il a terminé son interrogatoire. Non seulement ces paroles ne se perdront point, mais jusqu'à l'accent avec lequel il les a proférées, va retentir dans toute la terre, et se prolonger jusqu'à la dernière des générations. Vous avez encore le choix; mais en songeant à ce cri de la nature et de la conscience; en rapprochant cette dénégation de celle qu'il fit à l'hôtel-de-ville le 17 Juillet 1789; en comparant cette douceur inaltérable quand on l'accable de cruautés, et cette indignation subite quand on l'en accuse, on dira éternellement: *Voilà ce qui les a vaincus*; ou l'on dira; *Voilà ce qu'ils ont bravé*.

IL ne me reste plus rien à vous dire.

JE vous ai prouvé par la vie entière de Louis XVI, que son cœur ne se livrait pas à une illusion,  
K quand

quand il se plaissait à penser que *jamais Roi n'avait plus fait pour son peuple* \*.

JE vous ai prouvé que dans l'instant où il vous a fait libres, vous l'avez reconnu inviolable ; que la loi constitutionnelle, la loi civile, la loi naturelle, ne permettaient pas qu'il fût l'objet d'une poursuite criminelle ; que la nation entière pouvait renverser le trône, mais non juger le Roi ; qu'enfin, s'il était possible qu'il eût des juges, il ne vous ferait pas permis de l'être.

JE vous ai prouvé que quand même il pourrait être jugé, et l'être par vous, vous seriez obligés de proclamer son innocence.

N'ATTENDEZ pas qu'après vous avoir offert ces grandes vérités, j'en compromette l'austère dignité par des efforts dont elles n'ont plus besoin. N'attendez pas qu'après avoir parlé à votre conscience, je cherche à solliciter vos passions. Que Louis XVI. me pardonne d'avoir commencé sa défense par le tableau d'une infortune, sur laquelle j'aurais voulu pouvoir étendre le voile du respect. Qu'il me pardonne d'avoir prononcé ce mot de *compassion*, qui cependant, quand il s'adresse à la vertu malheureuse, a quelque chose de religieux et de saint, dont l'humiliation ne peut

\* Paroles de Louis XVI. aux états généraux.

peut pas approcher. J'ai cru, je l'avoue, avoir tant de préventions à vaincre ! j'ai voulu fléchir l'injustice par l'humanité ; j'ai voulu être entendu. A présent que j'ai parlé ; à présent que la vertu de Louis XVI, brillante de tout son éclat, plane au dessus de toutes les calomnies qui cherchaient à l'obscurcir, il est rendu pour moi à toute sa majesté, que le malheur me paraît encore aggrandir ; et ce n'est plus la pitié que je réclame pour lui, c'est la justice, le respect et la reconnaissance.

CITOIENS, je me suis prêté à tant de suppositions, pour plaider cette cause aussi étonnante qu'elle est sacrée : daignez m'en accorder une à votre tour. Je m'établis au milieu de vous ; étranger et à l'Assemblée Constituante et à l'Assemblée Législative ; mais membre de la Convention ; partisan de la République ; dans la bonne foi la plus entière ; me croiant bien véritablement l'organe de la volonté nationale : voici ce que je dirais dans cet instant à Louis XVI.

“ IL est tems d'être vrais. Tous ces grands  
 “ débats se réduisent à une seule phrase : *La Monarchie et la République ont combattu ; la République a été victorieuse.* Nous n'avons à répondre ni  
 “ de la déclaration, ni des moiens, ni des malheurs de cette guerre, car elle était terminée  
 “ quand

“ quand nous sommes arrivés : mais nous serions  
 “ comptables de l’abus de la victoire, car nous  
 “ avons été envoyés pour en régler les suites. Ce  
 “ ferait fouiller l’établissement de nos nouvelles  
 “ institutions, que de vouloir être injustes ; ce se-  
 “ rait ignorer notre puissance, que de croire que  
 “ nous avons besoin de l’être ; ce serait compro-  
 “ mettre nos droits, que de calomnier vos vertus.  
 “ Nous sommes Républicains, parceque nous  
 “ avons voulu l’être. Nous plaignons les infor-  
 “ tunes, nous admirons le courage, nous chéri-  
 “ rons toujours les bienfaits du dernier Roi que  
 “ nous avons eu. Non, vous n’avez point été  
 “ parjure ; non, vous n’avez point été sangui-  
 “ naire ; non, vous n’avez point été Tiran : vous  
 “ auriez été moins dangereux pour la liberté,  
 “ et elle aurait triomphé plutôt. Mais puisque  
 “ nous n’avons pas voulu obéir à un Roi reli-  
 “ gieux, clément, ami du peuple ; puisque nous  
 “ n’avons pas voulu soumettre notre liberté  
 “ à celui-là même à qui nous la devons ; qui  
 “ ferait assez hardi pour prétendre à s’asseoir au  
 “ milieu de nous sur un trône ? Vos injustes fers  
 “ vont être brisés. Voiez vous même à fixer et  
 “ votre destinée et votre séjour. Soit que vous  
 “ vouliez rester dans votre patrie, soit que vous  
 “ préféreriez de vous retirer dans une de ces cours  
 “ où regne votre antique maison, nous sentons  
 “ que



" que recueillant l'héritage immense de la roiau-  
 " té, nous vous devons un vaste patrimoine.  
 " Nous vous devons tout, excepté une couronne,  
 " parceque même la reconnaissance d'une géné-  
 " ration ne peut pas compromettre le bonheur de  
 " celles qui la suivront, et que nous croions au  
 " bonheur de cette égalité que nous venons de  
 " fonder pour nos neveux. Puissent la douceur  
 " de vos vertus et la force de votre ame, puissent  
 " les consolations domestiques et l'intérêt géné-  
 " ral, puissent même les orages de cette roiauté  
 " que vous avez exercée depuis trois ans, et jus-  
 " qu'à ces tourmens dont vous sortez, et que nous  
 " défavouons, vous aider à supporter cette perte  
 " de domination, qui est toujours un si grand mal-  
 " heur pour les hommes ! Dites-vous que vous  
 " êtes tombé du trône le jour où l'effigie de Hen-  
 " ri IV. a été brisée, et où celle de Louis XII. a  
 " été précipitée dans un fleuve. Dites-vous que  
 " vous êtes la plus grande et la plus sainte victime  
 " qui jamais ait été immolée à la liberté. D'au-  
 " tres lui ont sacrifié avec transport des tyrans ;  
 " et nous, nous lui sacrifions avec douleur le plus  
 " honnête des hommes et le plus populaire des  
 " Rois. Nos regrets vous suivront avec nos  
 " vœux, et ce serait un jour fortuné pour la Ré-  
 " publique Française, que celui où elle apprendrait  
 " que

“ que Louis XVI. et sa famille ont cessé d'être  
 “ malheureux.”

CITOYENS, je ne puis pas avoir de remords,  
 car il s'agit de sauver Louis XVI - - - mais il me  
 semble que je suis le premier qui vous ait indiqué  
 le moien, s'il en est un, d'établir et d'honorer la  
 République.

Je conclus en demandant la liberté de Louis  
 XVI, et son patrimoine - - - Le ciel fera le  
 reste.

LALLY-TOLENDAL.

